

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉVOCATION PÉNALE

(Article 215 du Code d'Instruction Criminelle)

THÈSE

PRÉSENTÉE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le 2 Mai 1932

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

PAR

Paul MAUREL

Lauréat de la Faculté de Droit de Lyon

Juge au Tribunal Civil de Montélimar



LYON

IMPRIMERIE L. BASCOU

42-44, Rue Sala, 42-44

—
1932

se Lyon
1932.

L'ÉVOCATION PÉNALE

(Article 215 du Code d'Instruction Criminelle)

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉVOCATION PÉNALE

(Article 215 du Code d'Instruction Criminelle)

THÈSE

PRÉSENTÉE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le 2 Mai 1932

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

PAR

Paul MAUREL

Lanréat de la Faculté de Droit de Lyon

Juge au Tribunal Civil de Montélimar



LYON

IMPRIMERIE L. BASCOU

42-44, Rue Sala, 42-44

—
1932

+29685

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

Professeurs honoraires

- MM. APPLETON (Charles), *, ☉.
APPLETON (Jean), O. *, ☉ I.

Professeurs

- MM. JOSSERAND, *, ☉ I., Doyen, Professeur de *Droit civil*.
PIC (Paul), * O., ☉ I., Professeur de *Droit international public*.
LAMBERT, *, ☉ I., Professeur de *Droit comparé*.
LAMEIRE, *, ☉ I., Professeur de *Droit constitutionnel*.
LÉVY, *, ☉ I., Professeur de *Droit civil*.
GONNARD, ☉, ☉ I., Professeur d'*Economie politique*.
ANTONELLI, *, ☉, ☉ I., Professeur d'*Histoire des doctrines économiques*.
PERROUD, ☉, ☉ I., Professeur de *Procédure civile*.
COHENDY (Georges), ☉ I., Professeur de *Droit commercial général*.
GARRAUD (Pierre), ☉, ☉, Professeur de *Droit criminel*.
ROUBIER, ☉, Professeur de *Droit civil*.
FALLETTI, Professeur de *Droit Romain*.
LAMBERT (Jacques), Professeur chargé des institutions internationales de la Paix.
DE LAPLANCHE, Professeur d'*Histoire de Droit*.
NICOLAS, Professeur de *Droit administratif*.

Agrégés

- MM. PHILIP, chargé de cours d'*Economie politique*.
PERROUX (François), *Science des Finances*.

Chargé de cours

- M. CONDOMINE, ☉ A., *Droit civil (Capacité, 1^{re} année)*.

Secrétariat

- M. DUBROCA, ☉ A., *Secrétaire*.



MEMBRES DU JURY

- M. GARRAUD (P.), *Président*.
MM. ROUBIER et CONDOMINE, *Assesseurs*.
-

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- BEQUIGNON (Mlle Charlotte). — Le droit d'Evocation en matière répressive. Etudes criminologiques, n° 1, janv.-février 1928, p. 187 à 189.
- BERRIAT-SAINT-PRIX. — Traité de la procédure des Tribunaux correctionnels :
Tome I, n°s 1035 et suiv.
Tome II, n°s 1190 et suiv.
- BIGOT-PRÉAMENEU. — Exposé des motifs de la loi du 29 avril 1806. Sirey, lois annotées, 1789-1830, page 717, colonne 2.
- BRAAS. — Traité élémentaire d'Instruction criminelle belge, 1925, p. 269 et suiv.
- CARNOT. — Commentaire sur le Code d'Instruction criminelle, tome II, p. 162.
- DALLOZ. — Répertoire de jurisprudence générale, V° Degrés de juridiction, n°s 666 et suiv. Supplément répertoire, V° Degrés de juridiction, n°s 241 et suiv.
- DEGOIS. — Traité élémentaire de droit criminel, 2^e édition, Dalloz, 1922, n°s 1520 et 1522.
- FAUSTIN-HÉLIE. — Traité de l'Instruction criminelle, 2^e édition, tome VI, n°s 3045 et suiv.
- FUZIER-HERMAN. — Répertoire général alphabétique du droit français, V° Appel (matière répressive), n°s 1397 et suiv.

GARRAUD (R. et P.). — Traité théorique et pratique d'Instruction criminelle et de procédure pénale, tome V, n^{os} 1751 et suiv.

GOYET. — Le Ministère public en matière civile et en matière répressive et l'exercice de l'action publique, 1926, pp. 372 et 386.

Journal de Droit criminel, année 1854. — De l'Evocation par les Tribunaux d'appel, pages 73 et suiv.

LABORDE. — Cours élémentaire de Droit criminel, n^{os} 1396 et suiv.

LE GRAVEREND. — Traité de la Législation criminelle en France, tome II, p. 356 et 410.

LE POITTEVIN. — Code d'Instruction criminelle annoté, article 215.

MERLIN. — Recueil alphabétique des questions de droit qui se présentent le plus fréquemment dans les Tribunaux. V^o Appel, § XIV, art. 2. V^o Tribunal d'appel, § V.

PASCAUD. — L'Evocation par les Cours d'appel en matière correctionnelle. Revue critique de législation et de jurisprudence, année 1898, p. 289 et suiv.

SERPILLON. — Code criminel, tome II, p. 1149 et 1503.

INTRODUCTION

Les rédacteurs du Code d'Instruction Criminelle se sont bornés à consacrer le principe de l'évocation pénale dans l'article 215, ainsi rédigé : « Si le jugement est annulé pour violation ou omission non réparée de formes prescrites par la loi à peine de nullité, la Cour statuera sur le fond ».

D'autre part, les difficultés d'interprétation se trouvent accrues du fait que les travaux préparatoires sont absolument muets sur la matière et que le législateur, depuis lors, n'a jamais songé à la réglementer en détail.

Par suite, il semble logique d'admettre que ce dernier a entendu consacrer les solutions de notre ancien Droit.

L'évocation pénale est, en effet, antérieure à nos Codes. Elle a passé par différentes phases qu'il sera nécessaire de relater au cours de cette étude. Il n'est pas surprenant enfin que les auteurs et la jurisprudence, en présence d'un pareil laconisme de la loi,

proposent parfois des solutions diamétralement opposées.

D'ailleurs, la doctrine n'a jamais entrepris une étude complète et spéciale de l'évocation pénale. Les auteurs les plus anciens qui ont commenté le Code d'Instruction Criminelle, notamment Faustin-Hélie et Berriat-Saint-Prix n'ont guère été tentés par le sujet. Sans doute soulignent-ils les audaces de la jurisprudence et donnent-ils une interprétation plus conforme aux textes en vigueur, mais ils s'arrêtent là. Ils ne cherchent en aucune façon à guider nos Cours et à leur proposer notamment les solutions de détail que la pratique judiciaire devait nécessairement poser.

Il faut reconnaître cependant que les auteurs plus récents ont été amenés à fouiller davantage la notion d'évocation pénale. Nous citerons tout d'abord un article du *Journal du Droit Criminel*, année 1854, qui se rallie pleinement à l'interprétation donnée par la Cour suprême de l'article 215 C. I. C.

M. Pascaud (L'évocation par les Cours d'appel en matière correctionnelle, *Revue Critique de Législation et de Jurisprudence*, année 1898), a signalé avec beaucoup d'à-propos les inconvénients sérieux qu'entraîne l'évocation lorsqu'on se trouve en présence de lois postérieures au Code et se référant aux droits de la défense.

Le Poitevin, dans son Code d'Instruction Criminelle annoté, a rassemblé presque toutes les solutions jurisprudentielles, mais la recherche doctrinale dépasse le cadre de son ouvrage.

MM. René et Pierre Garraud ont abordé franchement les difficultés de la matière. Leur Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale consacre de nombreuses pages à notre sujet. Ils analysent, d'une manière pénétrante, les décisions de la Cour suprême sans renoncer pour autant à leur droit de critique doctrinale.

Enfin Mlle Charlotte Béquignon a consacré quelques pages au droit d'évocation en matière répressive dans les *Etudes Criminologiques*, n° 1, janvier-février 1928, pages 187 à 189. Elle s'est proposée simplement d'attirer l'attention des juristes sur l'œuvre de la jurisprudence qui a créé de toutes pièces l'évocation pénale proprement dite en utilisant un texte qui ne la prévoit pas.

On est bien obligé toutefois de reconnaître que jusqu'à nos jours aucune monographie n'a été consacrée exclusivement à cette matière. Il nous a semblé qu'il ne serait pas inutile de nous livrer à une étude systématique de l'évocation pénale. Notre seule ambition est de bien faire connaître l'œuvre de la jurisprudence. En effet, de nombreux arrêts de la Cour de Cassation ont déterminé les conditions de forme et de fond de l'évocation. Les résultats pratiques auxquels ils aboutissent, comme nous l'avons indiqué précédemment, ont attiré les critiques de nombreux auteurs. Il ne faut pas se dissimuler que la Cour suprême a fait œuvre vraiment prétorienne : il n'est guère de sujet où elle se soit montrée aussi dégagée de toute considération doctrinale.

Et, fait digne de remarque, elle ne s'est jamais dé-

jugée. On ne trouve pas ici ces variations de jurisprudence qui trahissent trop souvent l'indécision du juge. De bonne heure elle a brisé les velléités d'indépendance des Cours d'appel. A l'heure actuelle on peut dire, sans témérité, que l'interprétation de l'article 215 ne souffre plus de difficulté. Seule l'intervention du législateur pourrait la modifier.

Nous ne nous dissimulons pas au surplus que le sujet est particulièrement délicat et subtil. Il nécessite une analyse serrée. D'un autre côté, le praticien ne possède pas souvent tous les éléments désirables : les arrêts de cassation mériteraient d'être rapprochés de ceux des Cours d'appel, et ces derniers sont parfois inconnus. Nous croyons qu'il ne sera pas inutile de rapporter de nombreuses décisions ; c'est le seul moyen d'éviter le danger d'une abstraction plus spécialement regrettable lorsqu'il s'agit d'une institution aussi vivante. Les recueils de jurisprudence contiennent, en effet, de nombreux arrêts où le juge applique les dispositions impératives de l'article 215. Il est bien évident que tous n'offrent point le même intérêt, mais certains d'entre eux fixent des points de droit indispensables.

Au cours de notre étude, nous ne renoncerons à aucun moment à notre droit de libre examen. Un exposé purement objectif ne correspondrait point au but que nous nous sommes proposé.

Notre exposé se divisera en quatre parties :

1^o Nous traiterons d'abord des notions préliminaires. Nous nous efforcerons ;

a) de donner une définition aussi précise que possible de l'évocation pénale ;

b) de dresser un bref historique de l'article 215 C. I. C.

2° Nous chercherons ensuite à délimiter le domaine propre de l'évocation correctionnelle. En trois chapitres nous traiterons :

a) de l'évocation sanction des infractions aux règles de forme lorsque le premier juge a statué au fond ;

b) de l'évocation en cas d'appel de simples jugements avant dire droit sur incident, exception ou la compétence par le prévenu, le Ministère Public, la partie civile et la partie civilement responsable ;

c) des cas où l'évocation ne peut avoir lieu.

3° Nous préciserons tout d'abord les caractères de l'évocation correctionnelle et nous serons amené tout naturellement à les opposer à ceux qui résultent de l'article 473 du Code de Procédure Civile.

Dans un second chapitre nous envisagerons les pouvoirs de la Cour qui évoque. Nous mettrons en lumière le principe suivant : la Cour en pareil cas statue comme juridiction du deuxième degré, ses pouvoirs ne peuvent être que ceux du juge d'appel.

4° Nous verrons enfin que l'article 215 C. I. C. ne s'applique qu'en matière correctionnelle. Nous exposerons en deux chapitres les solutions jurisprudentielles en matière : a) d'appel de sanctions disciplinaires ; b) d'appel de sentences de simple police.

PREMIÈRE PARTIE

Notions Préliminaires

CHAPITRE PREMIER

Définition de l'Evocation pénale

Toute science est basée sur des définitions préalables. Le législateur, il faut bien le reconnaître, n'en emploie guère. Et cela ne surprend pas. En effet, il s'adresse à des praticiens. Son seul but est d'indiquer en termes précis les obligations auxquelles nous sommes obligés de nous soumettre sous peine de sanctions. C'est à la doctrine qu'incombe la mission de se livrer à une étude scientifique de son œuvre.

L'évocation n'est pas spéciale à notre sujet ; elle existe dans d'autres branches du droit. Le Dictionnaire Larousse, bien que peu qualifié en la matière, en donne la définition générale suivante : « Le droit pour un tribunal supérieur de se saisir d'une affaire de la compétence d'un tribunal inférieur ». Il met

ainsi en évidence avec une certaine finesse les deux traits caractéristiques de l'institution : L'Evocation ne peut être que le fait du juge du deuxième degré. Elle constitue une dérogation au Droit commun, du moment qu'elle tend au dessaisissement du Tribunal inférieur seul compétent pour statuer en premier ressort.

A. — L'EVOCATION CIVILE

Le Code de Procédure Civile antérieur de deux années seulement au Code d'Instruction Criminelle pose en l'article 473 les règles qui s'imposent à la Cour d'appel. Cette dernière saisie de l'appel d'un jugement définitif sur simple incident a la faculté d'évoquer la cause en son entier lorsqu'elle infirme pour mal jugé la décision qui lui est soumise.

Il est unanimement admis que l'edit article ne vise que l'appel des jugements avant dire droit. La jurisprudence a été amenée à se prononcer sur le point suivant : le juge du second degré qui annule un jugement sur le fond pour vice de forme peut-il retenir la connaissance de l'affaire et dans l'affirmative est-il réputé saisi par l'effet dévolutif de l'appel ou bien au contraire doit-il nécessairement évoquer ? A l'heure actuelle, la pratique judiciaire est fixée en ce sens : La Cour est saisie par l'effet dévolutif de l'appel, elle ne peut, sous aucun prétexte, renvoyer le procès au tribunal inférieur. Nous aurons d'ailleurs l'occasion au cours de cette étude, lorsque nous traiterons l'appel des sentences de simple police, de re-

tracer l'œuvre de la jurisprudence en matière civile. Nous verrons en effet que la Cour suprême a toujours admis que les règles posées par le Code de Procédure Civile étaient applicables en l'espèce.

B. — L'EVOCATION PÉNALE

La simple lecture de l'article 215 montre que le législateur vise une hypothèse toute différente de celle que prévoit l'article 473 C. P. C. Il est reconnu par tous qu'il se réfère au cas où le premier juge a statué au fond. Il prescrit alors impérativement à la Cour de statuer définitivement sans renvoi après annulation du jugement entaché de vice de forme. L'article 215 présente donc une utilité incontestable, il supprime toutes les difficultés d'interprétation qui n'auraient pas manqué autrement de se poser à la Chambre des Appels correctionnels. Mais il y a lieu de tenir compte de l'œuvre de la jurisprudence. Depuis le début du siècle dernier, celle-ci n'a pas hésité à forcer ce texte en telle manière qu'elle a rapproché sur un point les deux notions de l'évocation pénale et de l'évocation civile. La Cour de Cassation pose en principe que la Cour d'appel doit obligatoirement retenir la connaissance de l'affaire au fond lorsqu'elle infirme un simple jugement avant dire droit sur incident, exception ou compétence, pour mal jugé, sans qu'il y ait à rechercher si l'appel émane du prévenu, du Ministère Public ou de la partie civile. Seule l'incompétence *ratione materiae, personae et loci*, édictée par les articles 213, 214, C. I. C., et les principes

généraux du Droit forment obstacle au droit d'évocation. Et alors que l'article 473 C. P. C. laisse au juge toute latitude d'user de la faculté qui lui est reconnue, l'article 215, au contraire, lui en fait une obligation stricte.

La Cour de Cassation n'a jamais cédé sur ce dernier point ; pour elle toute infirmation entraîne obligatoirement la connaissance du procès pénal pour la juridiction d'appel. Nous verrons que l'article 215 tel qu'il est interprété par la jurisprudence, est une arme parfois dangereuse. Il peut même aller, dans certains cas, à l'encontre du but visé par la loi. Enfin nous rappelons que la jurisprudence admet sans discussion que l'article 215 est étranger à l'appel des sentences de simple police.

DÉFINITION DE L'ÉVOCATION PÉNALE

On peut dès lors donner de l'évocation pénale la définition suivante :

« L'obligation impérative pour la Cour d'appel compétente *ratione materiae, personae et loci*, de connaître au fond du procès sans renvoi, lorsque, statuant en matière correctionnelle, elle annule un jugement pour violation ou omission non réparée de formes prescrites par la loi à peine de nullité, ou réforme pour simple mal jugé un jugement avant dire droit sur incident, exception ou compétence. »

CHAPITRE II

Historique du droit d'Evocation

L'évocation présente des avantages incontestables. Elle diminue les frais de procédure et abrège les délais. Mais comme toutes les institutions juridiques elle n'est utile et bienfaisante qu'autant qu'on ne la fait pas sortir du cadre normal de ses attributions. L'étude succincte des différentes conceptions de l'évocation depuis notre ancien Droit montre que le législateur et le juge éprouvent des difficultés sérieuses à trouver le juste milieu. L'idéal serait ici, comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres domaines, qu'il n'y eût d'exagération dans aucun sens.

Notre ancienne législation connaissait l'évocation, mais elle ne l'avait pas généralisée comme l'a fait le Code d'Instruction Criminelle et surtout la jurisprudence. Le juge supérieur, saisi de l'appel d'un décret (l'équivalent des divers mandats de justice actuels), d'un acte d'instruction ou d'un jugement interlocutoire, pouvait évoquer le principal mais seulement dans les deux cas suivants :

1° S'il constatait par le vu des charges et informations que la matière n'était pas grave, ne nécessitait pas une plus ample instruction et pouvait être jugée dans l'état actuel ;

2° Si l'accusé le demandait soit pour éviter la rigueur d'un décret, soit pour échapper tout simplement à la décision de la juridiction du premier degré.

Le juge pouvait évoquer mais sans qu'il y eut obligation pour lui. Berriat-Saint-Prix (Traité de la procédure des tribunaux correctionnels, 2^e partie, n^{os} 1190 et suivants), observe à ce sujet qu'il ne faut pas perdre de vue qu'avant 1789 les affaires du petit criminel s'instruisaient comme affaires civiles et que l'ordonnance civile permettait aux juridictions supérieures, après avoir statué sur l'appel d'un jugement préparatoire, de renvoyer la suite de l'affaire devant les premiers juges. De graves abus avaient été signalés sous l'ancien régime et ils paraissent fondés lorsqu'on se donne la peine de feuilleter nos anciens auteurs. Serpillon (Code Criminel, tome II, p. 1149 et 1503), rapporte notamment une affaire de voies de fait légères dans laquelle des actes du Vierge ou Maire d'Autun avaient donné lieu à six appels et autant d'arrêts préparatoires du Parlement de Dijon, et qui n'avaient été jugés qu'au bout de trois années et demie et après de grandes dépenses.

DROIT INTERMÉDIAIRE

1^o *Loi des 19-22 juillet 1791*

Les règles de l'ancien Droit furent-elles modifiées par la loi des 19-22 juillet 1791 sur la police municipale ? Les articles 61 et suivants qui réglementent l'appel des jugements correctionnels étant muets sur la question, on peut à bon droit en déduire que l'évocation, institution en contradiction avec le Droit commun, n'était plus possible devant les juridictions du second degré organisées depuis 1789.

2^o *Œuvre du Code de Brumaire an IV*

Le Code de Brumaire an IV, œuvre de Merlin, maintint les renvois en première instance après infirmation pour vice de forme. L'article 202 portait en effet : « Si le jugement est annulé pour violation ou omission des formes prescrites par la loi à peine de nullité ou pour incompétence à raison du lieu du délit ou de la résidence du prévenu, le tribunal criminel renvoie le procès à un autre tribunal correctionnel du même département pour y être recommencé à partir du plus ancien des actes dans lesquels il s'est trouvé une nullité. »

C'était seulement en cas de mal jugé au fond que l'article 204 ordonnait au tribunal d'appel de statuer lui-même définitivement sans renvoi. Ce système oubliant des leçons d'un passé pourtant bien proche offrait dans la pratique des inconvénients sérieux.

Comme autrefois Serpillon, Carnot (Instruction Criminelle, tome II, p. 162), constata que « ces renvois pouvaient éterniser les appels en leur faisant parcourir sans aucun motif raisonnable trois ou quatre degrés de juridiction. »

3^e La loi du 29 avril 1806

Le législateur s'émut à son tour. Aussi la loi du 29 avril 1806 décréta, dans son article 1^{er}, que « lorsque, sur l'appel d'un jugement définitif en matière correctionnelle, la Cour de justice criminelle en prononcera la nullité pour violation ou omission de formes prescrites par la loi, ladite Cour statuera sur le fond : il est, quant à ce, dérogé à l'article 202 du Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV. La disposition de cet article relative à l'annulation des jugements pour cause d'incompétence continuera de recevoir son exécution ».

L'exposé des motifs de la loi par Bigot-Préameneu (Sirey, Lois annotées 1789-1830, page 717, col. 2), est tout à fait remarquable. Le savant juriste stigmatise les abus auxquels les condamnés recouraient pour paralyser le cours de la justice. Comme il était à prévoir, ceux-ci se prévalaient presque toujours de nullités fondées sur l'omission de formalités peu importantes telles que l'omission de l'âge ou la profession du témoin, du texte de la loi pénale dans le jugement, etc.

Bigot-Préameneu donne d'autre part une notion de l'évocation en tous points conforme à l'idéal lors-

qu'il écrit : « Il faut sans doute conserver au prévenu d'un délit correctionnel tous les moyens de défense qu'il peut justement réclamer. La loi lui donne le droit de recourir à la Cour d'appel contre un jugement qu'il regarde comme inique. Pourvu que ce double examen soit fait et par les premiers juges et par la Cour d'appel, il ne peut plus prétendre et la loi ne peut plus présumer qu'il y ait erreur dans l'un et l'autre jugement ». On évite ainsi les calculs intéressés de la part du prévenu : « qui n'opposera même pas les nullités qu'il croira indifférentes pour sa défense et s'il en est dont il ait un véritable intérêt à se prévaloir, la Cour d'appel établira ou réformera ce qui aura été omis ou ce qui sera défectueux. Ainsi la justice aura un cours régulier, prompt et sûr et on évitera tous les inconvénients du renvoi que les Cours d'appel sont maintenant obligées de faire à un autre Tribunal ».

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

Le principe formulé dans l'article 1^{er} de la loi du 29 avril 1806 a été maintenu par l'article 215 C. I. C. Les rédacteurs de ce dernier ont toutefois passé sous silence la disposition relative à l'annulation des jugements pour cause d'incompétence à raison du lieu du délit ou de la résidence du prévenu. Il est à remarquer à ce sujet que les articles 213 et 214 ne prévoient que la compétence *rationae materiae*. Mais il s'agit d'un simple oubli : la jurisprudence y a remédié en jugeant à maintes reprises que l'article 215 de-

vait être combiné avec l'article 202 du Code de Brumaire an IV et l'article 1^{er} de la loi du 29 avril 1806. Un arrêt très motivé de la Cour de Cassation de Belgique, du 14 août 1844, reproduit au Répertoire Dalloz, V^o Instruction Criminelle, n^o 1030, fait observer qu'aucun article du Code d'Instruction Criminelle n'a abrogé expressément cette dernière loi qui, au surplus, n'est incompatible avec aucune de ses dispositions.

*L'Evocation depuis la promulgation du Code
d'Instruction Criminelle*

La notion d'évocation pénale est restée la même depuis la promulgation du Code d'Instruction Criminelle. L'article 215 n'a pas été modifié dans sa rédaction. Le législateur ne semble guère se soucier du sujet qui nous intéresse. Dès lors, pour bien connaître sa pensée, il est indispensable de connaître les solutions jurisprudentielles données par la Cour suprême sous l'empire du Code de Brumaire an IV et de la loi du 29 avril 1806, il ne fait aucun doute qu'il faut se reporter à cette époque : c'est alors que l'Evocation pénale a revêtu sa forme définitive.

DEUXIÈME PARTIE

Cas dans lesquels l'Evocation correctionnelle a lieu

CHAPITRE PREMIER

Le Tribunal Correctionnel a déjà statué au fond

SECTION I

DISTINCTION DE L'EFFET DÉVOLUTIF DE L'APPEL ET DE L'EVOCATION

§ I. — *Critère de la Distinction*

Lorsque le juge du premier degré a statué au fond, il faut distinguer soigneusement trois hypothèses.

a) Le jugement attaqué est régulier en la forme et rendu par un Tribunal compétent. La Cour est alors saisie par l'effet dévolutif de l'appel. Elle n'a qu'à vérifier le bien ou le mal fondé.

b) Le jugement attaqué est rendu par un Tribunal compétent mais il est irrégulier en la forme. La Cour, dans ce cas, annule le jugement et statue au fond conformément aux dispositions impératives de l'article 215 ; elle évoque.

c) Le jugement attaqué est régulier en la forme et il statue au fond ; mais il émane d'un Tribunal incompétent. La Cour doit se déclarer incompétente par application des articles 213, 214 C. I. C., combinés avec les articles 202 du Code de Brumaire an IV et 1^{er} de la loi du 29 avril 1806.

L'incompétence, qui s'oppose à l'Evocation, fera l'objet d'un chapitre ultérieur.

Dans les deux premiers cas, le Tribunal supérieur compétemment saisi doit nécessairement retenir la connaissance du fond de l'appel mais il ne doit évoquer qu'autant qu'il annule la décision déférée pour violation ou omission des formes prescrites par la loi à peine de nullité. On arriverait autrement à confondre deux notions qui ont chacune leur rôle propre. L'effet dévolutif de l'appel est la règle : Les Cours ont été instituées pour réformer les décisions des Tribunaux inférieurs entachés d'erreur de fait et de droit. L'évocation intervient exceptionnellement en cas d'annulation pour vice de forme. Sa seule utilité est de couper court à toutes les discussions qui n'auraient pas manqué de s'élever, en l'absence de texte, à propos des pouvoirs de la Cour d'appel en pareil cas.

Le critère de la distinction est posé en termes excellents dans un arrêt de Cassation du 22 mai 1897

(B. C. n° 181) ; on y relève que « toutes les fois que le vice dont, au dire du demandeur, le jugement de première instance est entaché se réfère non à la forme, mais au fond de la décision, il n'y a pas lieu de faire application de l'article 215 ». Seulement s'il est aisé de se mettre d'accord sur le principe, il est parfois délicat en pratique de différencier le vice de forme du simple mal jugé. On est obligé d'autre part de reconnaître que dans les deux cas les pouvoirs de la Cour sont identiques, celle-ci devant obligatoirement vider le procès pénal sans renvoi. Un vieil adage de notre droit « Pas d'intérêts, pas d'action », consacré en matière correctionnelle par les art. 411, 414 C. I. C., doit recevoir ici une fois de plus une application pratique. La Cour suprême déclare irrecevables pour défaut d'intérêt les pourvois formés contre des arrêts de condamnation qui, à tort, ont cru devoir évoquer alors que le juge d'appel était saisi par l'effet dévolutif de l'appel. (Cass. 3 février 1888, B. C. n° 51; 4 février 1899, B. C. n° 5).

Les Cours d'appel peuvent, par suite, en toute impunité, employer indifféremment les mots d'évocation et d'effet dévolutif. Sous l'empire du Code de Brumaire an IV, il en allait tout autrement. Car, c'était seulement en cas de mal jugé au fond que l'article 204 ordonnait au tribunal d'appel de statuer lui-même sans renvoi. De nombreux arrêts rendus en application des articles 202 et 204 du Code précité, rapportés au répertoire Dalloz au mot degré de juridiction, chapitre 4, n°s 667 et suivants, révèlent que des difficultés sérieuses se présentaient dans la pra-

tique et que trop souvent les tribunaux d'appel assimilaient le vice de forme au simple mal jugé.

La distinction de l'effet dévolutif de l'appel et de l'évocation présente donc à l'heure actuelle un intérêt purement doctrinal. La Cour de Cassation a eu cependant à plusieurs reprises l'occasion, depuis la promulgation du Code d'Instruction criminelle, de se prononcer sur la difficulté. Nous ne croyons pas qu'elle ait toujours fait preuve d'un sens critique sûr. Il convient, dès lors, de faire connaître les principales décisions qu'elle a rendues.

Nous signalons à ce sujet qu'il convient de grouper les espèces sous deux rubriques bien distinctes. Sous la première nous placerons les décisions de jurisprudence où le premier juge avait statué au fond par une décision irrégulière et où il n'était pas douteux que la Cour était saisie par l'effet dévolutif de l'appel.

Sous la seconde nous envisagerons une hypothèse bien différente : l'appel des jugements de débouté ou d'irrecevabilité lorsque le premier juge a statué au fond par défaut. Nous verrons alors que le problème de la distinction se présente sous un tout autre aspect.

§ 2. — *La Cour est saisie par l'Effet dévolutif de l'Appel d'un jugement au fond irrégulier en la forme.*

1° *Arrêts bien rendus*

Un arrêt de Cassation (3 juin 1858, B. C. n° 162)

décide que le juge d'appel n'a pas à évoquer, lorsqu'il réforme un jugement de relaxe rendu en matière d'injures et de diffamation en admettant que le prévenu a commis la contravention présumée par l'article 471, II°, du Code Pénal. Cette solution nous paraît certaine ; il ne pouvait s'agir d'un simple maljugé dès l'instant qu'aucune nullité de forme était invoquée contre la décision de relaxe. La Cour de Nancy a jugé également avec finesse que l'évocation ne pouvait jouer lorsque le tribunal correctionnel relevant dans le fait dénoncé qu'une simple contravention de police et statuant comme tribunal de simple police s'est borné à suivre les prescriptions de l'article 163 C. I. C., au lieu de se conformer à l'article 195 qui exige que le jugement énonce dans son dispositif les faits punissables (Nancy, 6 juin 1888, D. P. 89-2-96). Il n'est pas douteux en effet qu'il ne pouvait s'agir que d'une erreur de droit ou de fait dès l'instant que la Cour retenait une contravention de simple police. En suivant les règles spéciales à cette matière, elle ne commettait aucune nullité de forme.

La Cour suprême (arrêt du 22 mai 1897, B. C. n° 181) décide à bon droit que l'évocation n'a rien à voir lorsqu'un jugement est réformé en appel pour avoir statué *ultra petita*. C'est l'évidence même. On se trouve en présence d'une erreur de droit qui ne peut réfléchir sur la décision elle-même. Enfin la juridiction a reconnu que la même solution s'imposait lorsque le jugement déféré était réformé pour absence de la mention du défaut (Cass. 28 juillet 1900,

B. C. n° 257). Il s'agit également d'une simple omission de fait et non d'un vice de forme proprement dit. D'ailleurs l'arrêt fait observer avec raison « qu'un jugement fut-il même qualifié à tort de contradictoire, cette qualification n'enlèverait pas à la partie défaillante le droit de faire opposition devant le Tribunal, que si la partie défaillante préfère user immédiatement de la voie de l'appel qui lui est offerte, le jugement conserve le même caractère ». C'est pourquoi nous ne partageons pas le point de vue du commentateur anonyme du Dalloz (Note sous l'arrêt susdit, D. P. 1901-1-207) qui admet que la Cour aurait dû nécessairement en ce cas évoquer. En l'espèce il y aurait un inconvénient manifeste. Le tribunal d'appel ne saurait supprimer sans nécessité le premier degré de juridiction dont le bénéfice est acquis aux parties en cause.

*2° Technique assez fréquente de la Cour Suprême :
éviter de se prononcer entre Appel et Evocation*

La Cour de Cassation ne pousse pas toujours aussi loin l'analyse. Nous avons indiqué précédemment qu'il n'y avait aucun inconvénient sérieux à une pareille pratique. Il lui suffit de décider que dans les deux cas le juge d'appel doit obligatoirement retenir la connaissance de l'affaire au fond. L'arrêt du 26 mars 1836 (B. C. n° 98) consacre cette interprétation paresseuse. L'espèce était la suivante : le tribunal correctionnel de Bordeaux avait déclaré nul un procès-verbal dressé par les employés de l'administra-

tion des contributions indirectes et renvoyé le prévenu de la poursuite. La Cour, après avoir infirmé la décision des premiers juges et déclaré que le procès-verbal était régulier dans la forme, au lieu de statuer elle-même définitivement avait renvoyé l'Administration des Contributions indirectes à se pourvoir devant qui de droit pour être statué sur le fond. D'où pourvoi en Cassation basé notamment sur la violation des articles 202 et 204 du Code de Brumaire an IV, 213, 214, 215 du Code d'instruction criminelle et 1^{er} de la loi du 29 avril 1806. Il ne faisait cependant aucun doute que ces textes n'étaient pas applicables à la cause dès l'instant que le Tribunal correctionnel s'était prononcé au fond par une décision régulière en la forme. La Cour suprême se borna à affirmer que de la combinaison des articles susvisés il résultait que « hors les cas d'incompétence et soit que les jugements de première instance soient annulés, pour violation ou omission non réparées de formes prescrites par la loi à peine de nullité ou pour mal jugé au fond, la Cour ou le Tribunal saisi de l'appel doit retenir l'affaire et statuer d'une manière définitive ».

L'arrêt du 24 juillet 1914 (B. C. n° 346), bien que fortement motivé, reflète la même prudence. La situation était sensiblement la même. Sur appel du Ministère Public la Cour d'Alger avait infirmé une décision de relaxe pour insuffisance de motifs, mais avait renvoyé l'inculpé devant le même tribunal autrement composé à l'effet d'y être jugé. On était donc en présence d'une violation manifeste de l'effet dé-

volutif de l'appel, aucune nullité de forme n'étant alléguée. Le pourvoi faisait pourtant état d'une fausse application de l'article 215 et de la méconnaissance de l'ordre des juridictions. Sans doute la Cour de Cassation admit à bon droit « que le jugement du Tribunal correctionnel de Tunis qui portait relaxe d'Allouch ayant par là même été rendu au fond, la Cour d'appel devait, soit immédiatement, soit le cas échéant après un supplément d'information, apprécier en fait et en droit l'inculpation relevée... ; que par suite ladite Cour s'était illégalement refusée à exercer un pouvoir qui lui appartenait et qu'elle a commis une violation des règles de la compétence ». Mais aucun motif ne fut consacré à la réfutation de la prétendue fausse application de l'article 215 manifestement étranger à la cause.

3° Décisions dans lesquelles la Cour Suprême ou les Cours d'Appel ont inexactement appliqué la notion d'Evocation.

On rencontre enfin quelques arrêts erronés. Le juge perd de vue le principe déjà formulé : l'évocation n'intervient qu'autant qu'il est invoqué une nullité de forme. Dès l'instant que le Tribunal correctionnel a statué au fond, il importe peu qu'il ait commis des erreurs de droit ou de fait grossières, l'effet dévolutif de l'appel suffisant à lui seul pour autoriser la juridiction du deuxième degré à retenir en son entier la connaissance du procès pénal.

La Cour suprême a indubitablement erré lors-

qu'elle a admis la nécessité de l'évocation au cas où la Cour d'appel :

a) Annulait le jugement rendu sur opposition à un précédent jugement sur le fond, qui avait estimé faussement que la citation n'énonçait pas suffisamment les faits sur lesquels reposait la prévention et qui, en conséquence, avait déchargé le prévenu des condamnations à l'amende et à l'emprisonnement prononcées par défaut contre lui. (Cass. 20 janvier 1826, B. C. n° 16).

b) Annulait le jugement présentant « tous les caractères extérieurs et toutes les conditions substantielles d'un jugement ». Il était sans intérêt en l'espèce que le prévenu non comparant bien que régulièrement cité eut été renvoyé des fins de la poursuite sans motifs plausibles (Cass. 3 février 1853, B. C. n° 43).

c) Confirmait le jugement de première instance rejetant les exceptions proposées par le prévenu contre un précédent jugement par défaut au fond, le juge du premier degré ayant déjà statué sur le fond et se trouvant par suite dessaisi (Cass. 17 décembre 1892, B. C. n° 338).

Deux arrêts de Cours d'appel (Bordeaux, 3 avril 1840, D. P. 40-2-157 ; Toulouse, 13 février 1862, D. P. 62-2-84) laisseraient supposer que certains magistrats n'ont aucune idée de l'évocation. Le premier a cru devoir y recourir au motif « que le premier juge avait condamné pour abus de confiance un sapeur-pompier qui avait refusé de remettre au Maire les effets d'habillement à lui confiés, alors qu'il appa-

raissait de toute évidence qu'il n'avait ni détourné, ni dissipé lesdits effets confiés par la ville et qu'il n'avait commis en réalité qu'une simple contravention à un arrêté municipal ».

Le second, encore plus affirmatif, décide que l'article 215 doit s'appliquer lorsque la Cour réforme un jugement correctionnel ayant mal à propos déclaré le délit correctionnel effacé par la prescription.

Il saute pourtant aux yeux des moins avertis que l'on se trouve dans ces deux cas en présence d'un simple mal jugé au fond.

§ 3. — *La Cour est saisie de l'Appel d'un jugement de débouté ou d'irrecevabilité relatif à un précédent jugement par défaut au fond.*

1° *La Cour doit-elle évoquer ?*

Il n'était pas douteux, dans les espèces rapportées précédemment, que le jugement au fond était déféré à la Cour. Il était suffisant, par suite, de rechercher si la décision était régulière en la forme. Dans l'affirmative, l'effet dévolutif s'imposait, dans la négative la Cour était dans l'obligation d'évoquer. Le problème de la distinction entre l'effet dévolutif et l'évocation se présente ici sous un tout autre aspect. Le Tribunal supérieur est-il réputé en même temps saisi du jugement sur le fond par l'effet dévolutif de l'appel ou bien tout au contraire pour respecter les principes en la matière est-il dans la nécessité d'évoquer le fond après avoir infirmé la décision entreprise ? Il

ne s'agit plus ici d'un simple intérêt doctrinal. En effet, si la Cour n'est pas saisie en même temps du précédent jugement sur le fond, elle ne peut statuer définitivement sans renvoi sur le procès pénal qu'autant qu'elle infirme pour mal jugé la décision qui lui est déférée. Nous rappelons que l'évocation est subordonnée à l'annulation ou à la réformation du jugement de première instance.

La Cour suprême a été amenée à examiner cette difficulté ; ses arrêts sont parfois contradictoires. Il semble cependant qu'elle admette dans tous les cas que le juge du deuxième degré est bien saisi en même temps du fond de l'affaire. Nous allons examiner brièvement les diverses hypothèses qui se sont présentées dans la pratique.

2° Le prévenu, condamné au fond par défaut, fait opposition, est débouté de son opposition faute de comparaître et interjette appel seulement de cette dernière décision.

On peut soutenir que la non-comparution du prévenu a pour conséquence de faire déclarer son opposition non avenue et que par suite le jugement par défaut devient définitif s'il n'est pas lui-même frappé d'appel. Il est logique ensuite d'admettre que l'appel formé contre le seul jugement de débouté d'opposition a uniquement pour effet de soumettre à la Cour la question de savoir si en déclarant l'opposition non avenue les premiers juges ont fait une exacte application de l'article 188 C. I. C. Deux arrêts de la Cour

d'Alger des 9 décembre 1893 et 17 février 1894 (S. et P. 1895-1-303 et note), ont consacré cette interprétation. Dans ce cas il ne serait pas douteux que pour se conformer à la jurisprudence traditionnelle relative à l'article 215 la Cour devait, après avoir infirmé la décision entreprise, retenir obligatoirement la cause en son entier, mais en évoquant. Cette interprétation a été repoussée par la Cour suprême et quelques arrêts de Cours d'appel (Cass. 14 décembre 1838, B. C. n° 385 ; Cass. 14 juin 1894, B. C. n° 153 ; Dijon, 22 mars 1854, S. 54-2-525 ; Bourges, 10 novembre 1898, S. et P. 99-2-214). L'appel interjeté du jugement de débouté s'étend nécessairement au premier jugement par défaut et saisit en conséquence la juridiction supérieure de la contestation tout entière. Il est clair dès lors que la Cour d'appel étant tout naturellement saisie du jugement au fond par l'effet dévolutif de l'appel n'a pas besoin de recourir à l'évocation.

Il peut arriver ensuite que nonobstant la disposition impérative de l'article 188 C. I. C., le Tribunal modifie sa décision antérieure (Cass. 4 décembre 1909, B. C. n° 577). La Cour, qui annule en conséquence le deuxième jugement, peut-elle être saisie de l'affaire au fond en vertu de l'effet dévolutif de l'appel ? L'arrêt précité répond affirmativement « attendu que l'appel interjeté par le Ministère Public du jugement correctionnel rendu sur opposition a eu pour conséquence de saisir la juridiction supérieure de la prévention tout entière, que l'annulation de ce jugement n'a point fait disparaître l'effet dévolutif

dudit appel, que, par suite de cet appel, la Cour de Tananarive s'est trouvée investie du droit d'appliquer la peine qu'elle a jugée en rapport avec la gravité du délit ». La solution de la Cour suprême est en tous points satisfaisante. En effet les pouvoirs de la juridiction du deuxième degré sont déterminés par l'acte d'appel. Or, en l'espèce, il était évident que le fond du procès lui était déféré. D'autre part le tribunal correctionnel avait pu statuer irrégulièrement la seconde fois mais il n'en demeurait pas moins qu'il avait été saisi régulièrement. La seule question qui pouvait se poser était la suivante : S'agissait-il bien d'une nullité de forme ? Nous avons avancé précédemment que l'évocation suppose un vice de forme. Or, ici, nous ne nous trouvons plus en présence d'une simple erreur de droit, le tribunal a statué à nouveau contrairement aux dispositions impératives de la loi ; le jugement est par suite entaché d'une nullité d'ordre public. La Cour doit l'annuler et évoquer le fond.

3° Le Tribunal déclare irrecevable l'opposition à un précédent jugement par défaut. La Cour, saisie de l'appel d'un semblable jugement, le réforme pour mal jugé.

La fausse interprétation du premier juge peut ainsi résulter soit de ce qu'il a à tort :

1° Considéré comme valable, la signification du précédent jugement par défaut au fond et admis par suite que les délais d'opposition étaient expirés (Cass. 20 septembre 1844, B. C. n° 324) ;

2° Estimé que le précédent jugement était contradictoire (Cass. 1^{er} juin 1861, B. C. n° 110 ; Lyon, 10 août 1881, D. P. 81-2-66).

La Cour qui réforme la décision déférée doit-elle être réputée saisie du fond par l'effet dévolutif de l'appel ou bien au contraire doit-elle évoquer le procès pénal conformément aux dispositions impératives de l'article 215 C. I. C. ? Dans ce dernier cas on est amené à faire une constatation curieuse : l'évocation qui tend avant tout à éviter des lenteurs et des frais et pour cela n'hésite pas à sacrifier le principe du double degré de juridiction peut parfois imposer celui-ci aux parties. La Cour de Cassation ne semble pas avoir prévu toutes les difficultés du problème. L'arrêt le plus explicite (Cass. 5 mai 1898, B. C. n° 179) se place nettement sur le terrain de l'effet dévolutif de l'appel. L'espèce était la suivante : un nommé Marchand avait été poursuivi devant le Tribunal correctionnel de la Seine par l'administration des contributions indirectes. Celle-ci ayant fait défaut à l'audience, le prévenu obtint un jugement de défaut-congé qui constituait en réalité une relaxe à son profit. L'administration forma opposition à ce jugement mais fut déclarée irrecevable pour une raison d'ailleurs passée sous silence. Elle interjeta appel de ce jugement d'irrecevabilité. La Cour de Paris statua au fond sur les poursuites bien que le jugement de défaut n'eut point été lui-même frappé d'appel. D'où pourvoi en Cassation de Marchand, motif pris les articles 202, 203 et 215 du Code d'Instruction Criminelle, 149 et 179 C. P. C. La Cour

suprême jugea « que l'opposition formée par la régie au jugement de défaut congé pris contre elle par Marchand à la date du 23 janvier 1897 a eu pour effet d'anéantir ce jugement lequel a été confondu avec le jugement de débouté d'opposition et qu'en interjetant appel de ce dernier jugement la régie a saisi la Cour d'appel de Paris et de la question de la recevabilité de son opposition et du fond même de l'affaire, qu'en y statuant la Cour d'appel de Paris n'a en rien violé les articles précités ».

Il faut reconnaître cependant que plusieurs arrêts de la même juridiction se placent sur le terrain de l'évocation. Le premier en date (Cass. 6 novembre 1835, B. C. n° 409), qui se réfère également à l'appel d'un jugement d'irrecevabilité, fait état d'une violation formelle de l'article 215. Celui du 20 septembre 1844, B. C. n° 324) se contente purement et simplement d'affirmer « que le tribunal compétemment saisi avait par son jugement de défaut et le jugement contradictoire déclarant non recevable l'opposition envers ce jugement, épuisé sa juridiction et le premier ressort ». Enfin le dernier en date (Cass. 1^{er} juin 1861, B. C. n° 110, admet « que cette disposition était définitive, qu'elle touchait d'ailleurs au fond ; que le juge d'appel, dès lors, en annulant et en déclarant, comme les premiers juges auraient dû le faire, l'opposition régulière et recevable, était parfaitement en droit d'évoquer le fond et d'y statuer, que, en cela, loin de violer l'article 215 et de commettre un excès de pouvoir, l'arrêt attaqué a fait une juste application de cet article.

La Cour d'appel de Lyon a pareillement admis dans son arrêt précité du 10 août 1881 « qu'aux termes de l'article 215 le jugement attaqué étant annulé pour violation de la loi, la Cour doit évoquer et statuer au fond ».

Quoiqu'il en soit, il apparaît à la lecture de ces décisions que le véritable sentiment de la Cour suprême est bien que le jugement d'irrecevabilité se confond avec le jugement sur le fond. Seulement elle ne pousse pas toujours assez loin l'analyse. Il faut reconnaître d'ailleurs que la matière est délicate. Nous avouons cependant que l'argumentation susdite est loin d'apparaître convaincante. En effet que l'opposition régulière ait pour résultat d'anéantir le jugement par défaut, et que le jugement au fond rendu sur opposition, soit par suite de nouveaux débats, soit même simplement par suite de débouté faute de comparaître englobe le premier jugement, cela se conçoit aisément, tous deux ayant la même nature. Mais qu'un jugement sur le fond puisse être réputé ne faire qu'un avec un simple jugement d'irrecevabilité rendu sur opposition, cela paraît au premier abord assez surprenant. La Cour suprême procède par affirmation et ne fait pas connaître les raisons justifiant son point de vue.

En tout cas cette jurisprudence offre un avantage certain : en admettant que le tribunal supérieur se trouve saisi par le seul effet dévolutif de l'appel du fond de l'affaire, elle évite des difficultés sérieuses dans la pratique. Car si ce dernier était obligé de recourir à l'évocation, il serait par ailleurs dans la

nécessité de renvoyer le procès devant les premiers juges toutes les fois qu'il confirmerait le jugement à lui déféré.

La Cour de Cassation de Belgique (Cass. 7 décembre 1920, Pasicrisie belge, 21-1-169) a très justement décidé, en outre, que le juge d'appel ne peut statuer au fond lorsqu'il relève à son tour une déchéance du délai d'opposition ou une nullité de l'acte d'opposition lui-même. Elle fait observer à juste titre que suivant l'article 215 les juges d'appel n'ont pas de pouvoirs autres que ceux du juge inférieur dont ils infirment la décision, que leurs attributions consistent à faire ce que ce dernier aurait dû faire, que par suite la Cour d'appel n'a pas le droit d'évoquer et de statuer ensuite au fond lorsque le tribunal correctionnel saisi tardivement de l'opposition n'a pu légalement examiner l'affaire. L'arrêt est précédé des conclusions remarquables du Ministère Public ; il semble bien, en l'espèce, que si la Cour avait statué au fond, elle se serait mise en contradiction avec une décision définitive. En effet l'opposition irrégulière ou tardive est dépourvue de toute valeur juridique et l'effet dévolutif de l'appel ne saurait donner à la Cour le droit de trancher à nouveau une poursuite dans laquelle une solution définitive est intervenue. Autrement on ouvrirait la porte à la fraude, il suffirait d'une opposition irrégulière et non recevable de la part de l'inculpé pour faire revivre un jugement dont la pleine valeur juridique résulte de ce qu'aucun recours ne peut plus être exercé contre lui.

SECTION II

CARACTÈRE ABSOLU ET IMPÉRATIF DU DROIT D'EVOCATION

§ 1. — *L'Evocation, bien qu'en principe obligatoire, doit être écartée dans certains cas.*

Faustin-Hélie (Traité d'Instruction criminelle, tome VI, n^{os} 3045 et s.), avance que l'application de l'article 215 ne soulève aucune difficulté en cas d'appel de jugements au fond. D'après lui, le Tribunal correctionnel a alors épuisé ses pouvoirs et le juge d'appel ne pourrait renvoyer la connaissance de l'affaire à une autre juridiction. Sans doute, écrit-il, « le juge de première instance a pu apprécier irrégulièrement le fait, mais il l'a apprécié, il a instruit l'affaire, il a épuisé sa compétence ». Nous reconnaissons comme lui que c'est bien le cas où l'évocation présente en théorie le maximum d'avantages pour le minimum d'inconvénients. Et d'ailleurs c'est au surplus le sentiment unanime de la doctrine : aucun auteur n'a jamais contesté que l'article 215 vise avant tout l'appel des jugements sur le fond. Nous avons rappelé précédemment que la jurisprudence soucieuse à bon droit d'adapter la loi aux nécessités de la pratique, a été amenée en matière civile à admettre malgré le silence des textes que le juge d'appel devait nonobstant les vices de forme entachant de nullité la décision attaquée, vider le procès sans renvoi. Mais il faut bien avouer que le principe une fois

admis toutes les difficultés ne disparaissent point pour autant. On est en effet obligé de concilier le principe de l'obligation avec les dispositions contraires de certaines lois postérieures à la promulgation de nos codes. M. Pascaud (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1898, p. 289 et s.) a signalé les abus d'une application trop rigoureuse de l'évocation pénale. L'éminent magistrat convient que le texte de l'article 215 est si large, si compréhensif dans les expressions employées, qu'il semble bien se référer à toutes les nullités substantielles résultant de l'omission ou violation de formes, qu'elles aient précédé ou suivi la mise en vigueur dudit code. Mais il n'hésite pas à rejeter toute application de cet article lorsque les nullités, relevées préjudicient gravement aux droits essentiels de la défense. La jurisprudence n'a jamais partagé une pareille manière de voir. Pour elle, toute infirmation doit entraîner l'évocation sans qu'il y ait à distinguer entre les irrégularités qui affectent l'instruction préparatoire, la citation qui saisit le juge du premier degré, l'instruction à l'audience et le jugement. Tous les arrêts reflètent une interprétation aussi dépourvue de souplesse. Il nous suffira de citer entre autres l'arrêt de Cassation du 14 juin 1872, B. C. n° 143, où l'on relève « que l'article 215 ne distingue point entre les différentes formes à l'inobservation desquelles la nullité est attachée ».

Nous n'avons point l'intention ici de rapporter textuellement toutes les décisions de jurisprudence. Nous nous bornerons à indiquer les principaux ar-

rêts et à commenter certains d'entre eux. Le lecteur qui serait soucieux de connaître plus en détail les espèces qui se sont présentées dans la pratique voudra bien se reporter aux références indiquées ou bien encore au Code d'Instruction criminelle annoté de Le Poittevin. Nous grouperons les solutions de la Cour suprême et des Cours d'appel en deux paragraphes distincts. Nous envisagerons successivement les cas dans lesquels le juge semble avoir évoqué à bon droit et ceux au contraire dans lesquels l'évocation aurait dû être écartée. Nous avouons bien volontiers que cette distinction n'a aucun caractère scientifique. Nous avons cru cependant que nous ne pouvions pas abdiquer notre droit de libre examen. A des personnes plus qualifiées que nous, nous laissons le soin de dire si nous nous sommes trompé.

§ 2. — *Cas dans lesquels le Juge d'appel
semble avoir évoqué à bon droit*

Le Code d'Instruction criminelle édicte toute une série de règles impératives dans le seul but d'assurer la bonne marche du procès pénal. Il est nécessaire en effet d'observer scrupuleusement la légalité. C'est le seul moyen de faire respecter les droits de tous, prévenu et Ministère Public. Les recueils de jurisprudence nous révèlent que trop souvent les Cours d'appel sont dans l'obligation de sanctionner par l'évocation les violations manifestes aux dispositions dudit Code. Il n'est pas douteux à notre avis que l'article 215 doit être appliqué en pareil cas. En effet

ce dernier, conçu en termes très généraux, se réfère manifestement à toutes les institutions procédurales contemporaines. De nombreux arrêts font néanmoins, en pareil cas, allusion à la méconnaissance des droits de la défense. Mais ce n'est pas une raison suffisante pour rejeter à priori l'application des dispositions de l'article 215. En effet, toute violation de la loi ne peut qu'être préjudiciable aux droits d'une partie. Seulement pour nous la difficulté n'est point là. Il faut interpréter les lois et dans toutes les espèces que nous allons bientôt citer il n'est pas douteux que l'on se trouve en présence non pas de lois spéciales postérieures au Code d'instruction criminelle mais simplement de dispositions impératives des Codes napoléoniens.

A

Evocation en cas d'appel du Ministère Public ou du prévenu

Nous grouperons sous quatre rubriques les différentes espèces qui se sont présentées dans la pratique. Nous nous étendrons davantage sur les nullités de citation, les seules à vrai dire nécessitant un examen attentif.

1° Nullités se référant à l'Instruction préparatoire

« Cass. 24 mai 1832, B. C. n° 187 ; Orléans, 8 août 1853, D. P. 54-2-30 ; Cass. 14 juin 1872, B. C. n° 143 ; Cass. 29 juillet 1905, B. C. n° 381. »

L'arrêt du 14 juin 1872 se rapporte à l'espèce sui-

vante : Le Tribunal Correctionnel avait statué sur une prévention de fraude dans des fournitures faites à des gardes nationaux mobilisés sans dénonciation préalable du Gouvernement. La nullité de forme était évidente. La Cour d'appel, sur renvoi de cassation, avait refusé de statuer au fond bien que la dénonciation, base essentielle de la validité de la poursuite, eût été produite dans l'intervalle. Elle commettait ainsi une violation manifeste de l'article 215.

Enfin le dernier arrêt cité décide que la juridiction d'appel doit évoquer, lorsqu'elle annule le jugement rendu sur opposition ayant condamné le prévenu sans que les formalités régulières d'extradition eussent été accomplies.

2° Nullités se référant à l'acte qui saisit la Juridiction de premier degré : la Citation

Lorsque la Cour annule le jugement pour violation ou omission de forme dans la citation elle n'évoque pas nécessairement. La doctrine d'ailleurs (voir notamment Pascaud, op. cit.), a émis des doutes sur la possibilité de l'évocation en cas d'annulation du jugement pour vice de forme dans la citation introductive d'instance. Elle met en avant des arguments qui ne sont pas au premier abord dépourvus de toute valeur juridique : le juge du premier degré est saisi par l'assignation, la juridiction supérieure par l'acte d'appel et par la citation qui en est la suite nécessaire. Tous ces actes étant rattachés les uns aux autres par une corrélation intime par un rapport de

causé à effet, l'annulation du premier d'entre eux doit entraîner celle des autres. D'autre part, par suite de l'effet déclaratif des décisions judiciaires, la nullité de la citation originaire est réputée avoir existé depuis son émission. Cette doctrine a été adoptée par un arrêt de la Cour de Cassation de Belgique du 14 décembre 1903 (Pas. Belge 1904-1-82). Les motifs reflètent bien l'interprétation susdite : « Considérant qu'à moins de l'assentiment du prévenu il n'appartient à la Cour d'appel de statuer sur le fond, par application de l'article 215, que lorsque le juge a été valablement saisi ; considérant que l'arrêt dénoncé annule la citation et qu'il dispose du fond sans qu'il conste de l'assentiment de la défenderesse ; considérant que par l'annulation qu'elle prononçait la Cour d'appel épuisait sa juridiction, qu'elle ne pouvait en effet retenir le fond, alors qu'elle décidait virtuellement que le premier juge n'avait pu connaître de la prévention, qu'il suit de là que l'arrêt a faussement appliqué l'article 215 invoqué et y a expressément contrevenu. »

La Cour de Cassation française distingue soigneusement plusieurs hypothèses.

a) *Le tribunal compétent a bien été saisi par une citation mais la Cour relève soit un vice de forme, soit une inobservation des délais de distance prévus par le Code d'Instruction criminelle.*

La Cour suprême admet que le juge d'appel doit évoquer. « Cass. 7 juin 1821, B. C. n° 88 ; Caen, 4 janvier 1838, Rolland de Villargues, C. Instruction criminelle, article 215, n° 12 ; Cass. 27 avril 1849, B. C.

n° 95 ; Cass. 12 mai 1864, B. C. n° 125 ; Cass. 29 juin 1878, B. C. n° 139 ; Cass. 23 novembre 1912, B. C. n° 576 ; Rouen, 27 juin 1917, D. P. 19-2-39 ; Cass. 16 juin 1923, B. C. n° 235. »

Le vice de forme doit être pris dans un sens très large : Ainsi l'arrêt du 27 avril 1849 n'a pas estimé que l'absence de toute énonciation des faits faisant l'objet de la poursuite, bien que contraire à l'article 183, C. I. C. constituait un obstacle à l'Evocation.

A notre avis, l'évocation ne saurait faire de doute même en pareil cas. En effet, l'article 215 vise toutes les nullités de forme prévues par les Codes. Or il n'est pas douteux que le Tribunal compétent a été saisi et l'annulation de la citation et du jugement qui en était la suite prononcée conformément aux dispositions impératives de l'article 183, sera la sanction nécessaire et suffisante de la violation de forme commise.

b) *Le tribunal compétent n'a pas été en réalité saisi par une citation.*

Ici il faut distinguer soigneusement deux situations bien distinctes :

1° *Il n'y a pas eu de citation originale* : deux arrêts de cassation décident qu'en pareil cas la Cour ne saurait évoquer. Le plus ancien (Cass. 1^{er} juillet 1869, B. C. n° 165) est spécial à l'appel de simple police. Il admet qu'un témoin cité devant le tribunal de simple police ne peut être condamné comme prévenu qu'autant qu'il a expressément accepté les débats. Dès lors le tribunal d'appel qui estime que l'acceptation du débat ne résulte pas du jugement atta-

qué n'a pas en réalité été saisi : « attendu au surplus qu'il n'y avait pas matière à évocation puisque le tribunal du premier degré n'ayant pas été saisi il ne restait plus rien à juger pour le tribunal d'appel. »

Le second (Cass. 7 novembre 1919, B. C. n° 234) est beaucoup plus intéressant. Une partie civilement responsable d'un délit de vol contre laquelle aucune prévention n'avait été relevée dans la citation n'en avait pas moins été condamnée en première instance comme coupable de recel. La Cour suprême rappela que le juge du premier degré ne peut être saisi que, conformément aux dispositions de l'article 182 C. I. C., c'est-à-dire soit par le renvoi du magistrat instructeur, soit par la citation donnée directement au prévenu. Elle jugea ensuite qu'au cas contraire, s'il appartient au juge d'appel, en vertu de l'article 215, d'annuler cette décision régulière et d'évoquer le fond, il ne peut que reconnaître qu'il lui est interdit de statuer sur une prévention qui n'a pas été portée devant la juridiction répressive.

Ces décisions nous paraissent être dans le vrai. En effet pour que le juge puisse être réputé saisi il faut au moins qu'il y ait à l'origine l'apparence d'une citation. L'évocation du fond suppose que le premier juge est compétent pour en connaître ; or, dès l'instant où ce dernier n'a pas été saisi du tout, l'article 215 ne peut avoir le pouvoir de lui donner une compétence qu'il n'a pas même virtuellement. Malheureusement la Cour suprême, nous aurons l'occasion de le voir bientôt, donne des solutions tout autres en

matière de rélévation. Elle a toujours admis que lorsque un relégable a été traduit devant le tribunal correctionnel conformément à la loi sur les flagrants délits, la Cour doit, dans tous les cas, statuer au fond. Et pourtant il n'est pas douteux qu'en l'absence de toute citation elle ne peut plus être réputée saisie de la prévention. Il y a là une contradiction formelle que la Cour de Cassation ne paraît nullement avoir aperçue.

2° Il y a bien eu citation originale, mais au cours des débats une nouvelle citation doit être donnée obligatoirement au prévenu pour lier les débats.

La Cour suprême décide qu'en pareil cas le juge du deuxième degré doit évoquer au fond. L'arrêt du 13 juin 1890 (D. P. 90-1-281), précédé du rapport de M. le Conseiller Vetelay, en tous points conforme à cette thorie, est absolument formel : le prévenu avait été cité pour l'audience du 25 octobre suivant, mais il ne comparut pas. Bien que son absence n'eût point été régulièrement constatée, le tribunal renvoya la cause à un mois et le condamna à cette date alors qu'il n'avait pas été averti par une nouvelle citation.

Un autre arrêt (Cass. 11 novembre 1887, B. C. n° 385) abonde dans le même sens.

c) Le prévenu a été par erreur cité devant une juridiction incompétente. Tout dernièrement, la Cour suprême a statué sur l'hypothèse suivante : un prévenu avait, par suite de l'erreur de l'huissier, été cité à comparaître non devant le tribunal de Dieppe compétent, mais devant celui de Rouen. Il n'était pas étonnant dès lors qu'il ne se présentât pas à l'audience

et que le Tribunal, dans l'ignorance de ce fait, le condamnât à une amende par défaut. Mais l'intéressé, à qui le jugement avait été signifié à personne, interjeta appel après l'expiration des délais d'opposition. La Cour de Rouen, relevant l'erreur susdite, annula le jugement frappé d'appel, déclara n'y avoir lieu à évocation et renvoya le Ministère Public à se pourvoir ainsi qu'il aviserait, motif pris de ce que le juge du premier degré ayant statué alors qu'il n'était pas saisi, il ne restait rien à juger pour la Cour d'appel. Le Procureur général crut néanmoins former un pourvoi en Cassation. Il proposa un unique moyen pris de la violation de l'article 215. La Cour suprême lui donna tort aux motifs suivants : « qu'en décidant ainsi l'arrêt attaqué n'a commis aucune violation de l'article 215, qu'il résulte en effet des dispositions de l'article 182 dudit Code que le tribunal correctionnel ne peut statuer qu'à l'égard des individus appelés devant lui comme prévenus ; qu'en investissant la Cour d'appel du pouvoir de remplir directement après annulation du jugement le rôle du juge du premier degré l'article 215 n'a pu viser que le cas où ce juge a été effectivement saisi.

Nous approuvons pleinement cette décision : il est des erreurs impardonnables. Il ne peut être sérieusement discuté en effet qu'une citation ne peut être réputée telle qu'autant qu'elle désigne le juge compétent.

3° *Nullités se référant à l'Instruction d'audience*

(Cass. 5 mai 1820, S. P. 1820-1-283; Cass. 12 janvier 1907, B. C. n° 23.)

Le dernier arrêt décide ainsi que la Cour doit évoquer lorsqu'elle annule le jugement fondé sur les résultats d'un transport sur les lieux alors qu'il n'est point justifié que ce transport ait été régulièrement ordonné et que toutes les parties y aient assisté ou été mises en demeure d'y assister.

4° *Nullités se référant au Jugement*

(Cass. 24 octobre 1817, B. C. n° 104; Cass. 21 mai 1840, B. C. n° 141; Rouen, 30 janvier 1868, D. P. 68-5-258; Cass. 15 mai 1886, B. C. n° 185; Lyon, 8 mars 1888, *Moniteur de Lyon* du 24 juillet 1888; Paris, 15 mars 1897, D. P. 97-2-288; Cass. 15 avril 1899, B. C. n° 84; Cass. 3 juin 1905, B. C. n° 280; Paris, 26 février 1909, D. P. 1909-2-539; Cass. 31 juillet 1909, B. C. n° 418.)

L'arrêt de Paris du 26 février 1909 a évoqué après avoir annulé la décision des premiers juges qui, saisis par le prévenu de conclusions écrites à l'audience, avaient omis de rendre sur ce chef de demande une décision motivée, méconnaissant ainsi les prescriptions de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, avaient passé outre à l'examen du fond et prononcé contre lui une condamnation.

Dans l'espèce rapportée dans le dernier arrêt, les premiers juges avaient omis de statuer sur un des

chefs de prévention retenus régulièrement dans la citation. La Cour estima qu'un pareil oubli constituait une omission des formes prévues à peine de nullité par l'article 408 C. I. C. visant le cas où un jugement aurait omis ou refusé de statuer sur une ou plusieurs réquisitions du Ministère Public.

B

Evocation en cas d'appel de la partie civile ou de la partie civilement responsable

Les nombreux arrêts que nous venons de citer ont été rendus sur appel du prévenu ou du Ministère Public. Cela n'est pas pour surprendre en matière pénale, mais les dispositions de l'article 215 sont absolues à un deuxième point de vue : elles s'appliquent à toutes décisions rendues en matière correctionnelle. C'est ce qu'a jugé d'ailleurs la Cour suprême. L'arrêt du 27 décembre 1889, B. C. n° 410, décide en conséquence « qu'il est sans intérêt de rechercher si la décision entreprise est annulée sur appel du prévenu, du Ministère Public, de la partie civile ou de la partie civilement responsable ». Sans doute les pouvoirs de la juridiction d'appel, notamment au point de vue de l'action publique, ne sont pas les mêmes dans tous les cas. Mais cette considération est sans intérêt, une seule chose importe : sanctionner par la nullité le vice de forme entachant le jugement du Tribunal correctionnel.

*1° Arrêts ayant statué sur poursuite de la partie civile
seulement*

Nous n'avons rencontré que deux arrêts concernant des appels de partie civile. Il a été jugé que la Cour doit évoquer lorsqu'elle annule la décision du premier juge ayant :

a) Statué, contrairement aux prescriptions des articles 161 et 189 C. I. C. par deux jugements séparés sur l'action publique et sur l'action civile. Dans ce cas, la Cour ne saurait déclarer l'action de la partie civile appelante éteinte par le fait même de la séparation des deux jugements. Elle doit annuler le jugement qui a statué sur les dommages intérêts et évoquer (Cass. 10 janvier 1895, B. C. n° 19).

b) Rejeté, par un jugement par défaut, les conclusions de la partie civile représentée par un avoué. Il importe peu en ce cas que celle-ci n'aient point été développées, le jugement par défaut ainsi rendu étant nul conformément aux dispositions des articles 408 et 413 C. I. C. (Rouen, 25 mars 1887, R. de Rouen, 87-1-109).

*2° Arrêts ayant statué sur poursuites de la partie
civilement responsable seulement*

L'arrêt du 27 décembre 1889 précité est le seul qui ait à notre connaissance fait application de l'article 215 à l'appel d'une partie civilement responsable. L'espèce était la suivante : Un nommé Brindel, cocher au service d'un sieur Coste, avait été condamné

le 1^{er} mars 1889 à 2 mois d'emprisonnement et 4.000 francs de dommages-intérêts envers la partie civile. Le Tribunal correctionnel de la Seine avait retenu le délit de blessures par imprudence prévu par l'article 320 du Code pénal.

Il avait en outre prononcé par défaut contre le patron la solidarité pour les dommages-intérêts. Ce dernier fit opposition, mais fut débouté faute de comparaître par jugement en date du 5 août suivant. La Cour d'appel annula à son égard les deux jugements précités pour irrégularité dans les citations remises à un domicile inexact, évoqua le fond et remit à trois semaines pour rendre son arrêt. Coste forma aussitôt un pourvoi en cassation. Il y soutint que la Cour cessait d'être compétente en l'absence de tout appel du prévenu et du Ministère Public. La Cour de Cassation rejeta ledit moyen au motif « que l'article 202 C. I. C. invoqué dans le pourvoi conférait aussi bien à la partie civilement responsable qu'au condamné lui-même, à la partie civile ou au Ministère Public le droit d'interjeter appel, et que ce droit s'exerçait isolément indépendamment de tout autre appel sous la seule restriction qu'il ne pouvait produire d'effet que relativement à la responsabilité civile de l'appelant, qu'ainsi la Cour d'appel de Paris, étant compétente et se trouvant dans les termes de l'article 215, avait non seulement le droit mais le devoir d'évoquer la cause, et qu'en le faisant, loin d'avoir violé les textes ci-dessus (3, 215 C. I. C. et règles de la compétence) elle en avait fait au contraire une juste application ».

§ 3. — *Cas dans lesquels le Juge d'appel semble avoir fait inexactement application de l'article 215.*

La doctrine admet que l'article 215, bien que rédigé en termes larges et compréhensifs, doit être parfois écarté. M. Pascaud surtout a avancé que l'évocation devait être énergiquement mise de côté lorsque son application risquait de rendre inopérantes les garanties spéciales accordées à la défense par des lois postérieures au Code d'Instruction Criminelle. Nous verrons d'ailleurs que le même point de vue a été soutenu par M. le Professeur Mazeaud dans une note au Dalloz 1929-2-109, sous un arrêt de la Cour de Poitiers du 4 novembre 1927. Nous exposerons successivement l'œuvre de la jurisprudence et les critiques qu'elle semble à bon droit appeler.

A

*Jurisprudence de la Cour de Cassation
et des Cours d'appel*

La Cour de cassation n'a jamais admis que certaines lois aient pu rejeter implicitement l'évocation. Elle interprète l'article 215 avec une rigueur dépourvue de toute souplesse.

Dès 1827 (Cass. 31 août 1827, B. C. n° 230) elle proclamait qu'elle ne se laisserait pas arrêter par des considérations touchant aux droits de la défense. Elle infirmait en conséquence un arrêt de la Cour de Colmar, lequel avait estimé, contrairement à la doctrine traditionnelle, que les dispositions de l'article

15 de la loi du 26 mai 1819, notamment l'obligation de faire précéder le jugement au fond d'un jugement de mise en prévention dans lequel devaient être articulés et qualifiés les faits de la prévention, renfermait pour le prévenu une garantie dont il ne pouvait être privé par l'évocation. Cet arrêt vise évidemment une loi abrogée, mais il ne manque pas d'intérêt. La Cour suprême pose très nettement le problème. Elle affirme que ledit article, en prescrivant les formes de poursuite pour des délits commis par voie de publication, n'établit point d'exception à la règle de l'évocation. Le même motif se retrouve dans toutes ses décisions ultérieures.

Loi du 27 mai 1885 sur la rélévation

Nous rappelons brièvement qu'en cas de poursuite pouvant entraîner la peine de la rélévation, le Procureur de la République doit nécessairement donner une citation au prévenu. La procédure du flagrant délit est rigoureusement interdite et le prévenu doit être obligatoirement défendu à la barre par un avocat. Comme il s'agit d'une peine très sévère, le législateur désire à juste titre éviter une décision prise à la légère. Le prévenu aura en conséquence le temps de préparer sa défense et le Tribunal statuera en pleine connaissance de cause. Mais que faut-il décider lorsque l'on se trouve en présence d'une violation de ces dispositions impératives de la loi ? Le juge d'appel qui les relève doit-il évoquer le fond conformément à l'article 215 ou bien au contraire se déclarer

incompétent et renvoyer le Ministère Public à se pourvoir ainsi qu'il l'avisera ?

La doctrine dominante penche nettement pour cette deuxième solution (Laborde, Cours élémentaire de droit criminel, n° 1400 ; Garraud, traité théorique et pratique d'Instruction criminelle et de procédure pénal, tome 3, nos 963 et s.). A son avis la Cour statuant sur une procédure de flagrant délit doit se dessaisir par suite de l'impropriété de la saisine du Tribunal et partant de sa propre saisine. Laborde admet toutefois une restriction : Lorsqu'il y a eu citation régulière le Tribunal a été valablement saisi malgré l'inobservation du délai ordinaire de comparution et dans ces conditions le juge d'appel, après avoir annulé le jugement, doit statuer au fond.

Quelques arrêts de Cours d'appel se sont prononcés au début en ce sens (Limoges, 11 février 1886, 1^{re} espèce, D. P. 86-2-49 ; Bordeaux, 13 janvier 1886, D. P. 86-2-49, 9^e espèce). Mais la Cour de Cassation a imposé aussitôt son interprétation draconienne. L'arrêt de principe du 2 juillet 1886 (B. C. 86, n° 235) est conforme à la jurisprudence traditionnelle et les arrêts postérieurs ne présentent aucune divergence (Cass. 15 juillet 1886, B. C. n° 257 ; 29 juillet 1886, B. C. n° 283) ; 19 octobre 1893, B. C. n° 274 ; 5 février 1898, B. C. n° 53 ; 17 août 1899, B. C. n° 259 ; 15 juillet 1905, B. C. n° 357 ; 25 octobre 1912, B. C. n° 513).

On est quelque peu étonné de recontrer de temps en temps quelques décisions contraires (Bordeaux, 3 décembre 1929, Semaine Juridique de 1929). Les

Magistrats de nos Cours d'appel ne sont vraisemblablement pas tous séduits par l'argumentation de la Cour suprême à savoir « qu'aux termes de l'article 215 C. I. C. les Cours d'appel, lorsqu'elles annulent un jugement correctionnel pour violation ou omission des formes prescrites par la loi à peine de nullité doivent évoquer ou retenir le fond et prononcer sur le litige ; que cette disposition est générale et qu'il n'y a été aucunement dérogé par la loi du 27 mai 1885 ».

Le caractère obligatoire de l'évocation rend pareillement sans portée pratique les dispositions impératives de cette dernière loi assurant aux prévenus l'assistance d'un défenseur en première instance. La Cour devra obligatoirement, après avoir annulé le jugement entaché de nullité d'ordre public, évoquer et statuer au fond sans renvoi.

(Cass. 4 novembre 1893, B. C. n° 292 ; Cass. 13 juin 1899, B. C. n° 160 ; 17 juin 1899, B. C. n° 161 ; 24 août 1899, B. C. n° 261 ; 17 juillet 1920, B. C. n° 326 ; 10 décembre 1921, B. C. n° 462 ; 7 juillet 1923, B. C. n° 262 ; 4 novembre 1926, B. C. n° 248 ; 27 janvier 1927, B. C. n° 27.)

Loi du 8 décembre 1897 sur l'Instruction préparatoire

La loi du 8 décembre 1897 a été l'occasion d'une nouvelle consécration de l'interprétation rigide de la Cour suprême. On sait que cette loi a voulu remédier aux inconvénients manifestes de l'information préparatoire secrète et non contradictoire empruntée

à notre ancien Droit par les rédacteurs du Code d'instruction criminelle. Elle associe étroitement le conseil de l'inculpé aux actes les plus importants de la procédure (art. 3, 9 et 10). D'autre part l'article 12 édicte, en cas de violation des dispositions précédentes, la nullité de l'acte et de toute la procédure ultérieure. En outre le Tribunal correctionnel doit obligatoirement la prononcer et ne peut ensuite que renvoyer le Ministère Public à se pourvoir ainsi qu'il avisera. Une information nouvelle confiée à un autre juge d'instruction est dans ce cas diligentée sauvegardant ainsi les droits de la défense. Mais il peut arriver que la nullité soit soulevée pour la première fois devant la Cour d'appel. Cette dernière peut-elle alors, après avoir prononcé l'annulation de l'acte incriminé et de la procédure ultérieure, évoquer le fond et vider la prévention sans renvoi ? Au début quelques Cours d'appel, comprenant que l'application des dispositions de l'article 215 seraient ici la négation des droits de la défense reconnus formellement par ladite loi, n'ont pas hésité à faire preuve d'indépendance en jugeant que les actes irréguliers devaient être refaits à partir du plus ancien acte nul et que les premiers juges n'ayant point été saisis du fond, il n'y avait lieu à Evocation. (Voir notamment Paris, 7 avril 1898, deux arrêts rendus sur les conclusions conformes de l'Avocat Général Boutet, *Gaz. Pal.* 27 avril 1898 et D. P. 98-2-210).

Mais la Cour suprême n'a pas cru devoir déroger à une jurisprudence presque séculaire. (Arrêt de principe 11 février 1898, B. C. n° 60, et arrêts posté-

rieurs tous conformes : 10 août 1899, B. C. n° 251 ; 28 juillet 1900, B. C. n° 258 ; 18 mars 1910, B. C. n° 145 ; 23 novembre 1912, B. C. n° 576 ; 1^{er} juin 1922, B. C. n° 203).

Les Cours d'appel se sont rangées de bonne grâce du côté du plus fort. (Rennes, 12 janvier 1898, *Jour. des Parquets*, 98-2-24 ; Paris, 7 mars 1899, D. P. 1901-2-28 ; Grenoble, 3 janvier 1901, D. P. 1901-2-63).

L'arrêt de principe du 11 février 1898 est sinon fortement du moins longuement motivé. Il fait donc exception à la règle en pareille matière. La Cour argumente tout d'abord du caractère obligatoire de l'article 215 et de l'absence de toutes dispositions contraires audit texte dans la loi du 8 décembre 1897. Elle s'étend ensuite sur les avantages pratiques qu'offre l'évocation en pareil cas : « Que sans doute cette loi, en édictant de nombreuses nullités de procédure, a eu pour but de protéger les inculpés dans leur défense, de leur assurer pendant toute la durée de l'instruction l'exercice de leur droit d'opposition aux ordonnances du Magistrat instructeur et d'interdire aux juges de baser leur sentence sur des actes d'instruction qu'elle leur prescrit d'annuler comme n'ayant pas été accomplis avec toutes les formalités tutélaires qu'elle impose ; mais qu'on ne saurait en conclure qu'elle a voulu supprimer la mesure de l'évocation qui, pour un nombre considérable de délits sans gravité, le plus souvent avoués et passibles de peines de courte durée, tels que le vagabondage, la mendicité, les infractions aux arrêtés d'expulsion, les outrages aux agents et autres similaires, présente

de sérieux avantages, simplifie les procédures et permet d'éviter les renvois inutiles et contraires aux intérêts des prévenus eux-mêmes dont ils prolongent sans nécessité la détention préventive, qu'il importe enfin d'ajouter que si l'article 215 impose aux Cours d'appel l'obligation d'évoquer, lorsqu'elles annulent un jugement à raison des vices inhérents à ce jugement lui-même, soit à des actes d'instruction qui l'ont précédé, ces Cours conservent toujours le droit, lorsqu'elles le jugent nécessaire, d'ordonner avant de statuer au fond, soit d'office, soit sur les conclusions des prévenus ou de leurs conseils, tous les suppléments d'information utiles à la manifestation de la vérité, que les droits de la défense se trouvent ainsi complètement sauvegardés. »

Les dispositions impératives de l'article 215 sont susceptibles de réduire à néant les droits de la défense reconnus par d'autres textes de lois.

Il est bien évident que les lois des 27 mai 1885 et 8 décembre 1897 ne sont pas seules susceptibles d'être faussées dans leur application, puisque le texte de l'article 215 d'après la jurisprudence constante de la Cour suprême ne souffre aucune exception. La loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes alimentaires et les lois et décrets postérieurs renferment également des dispositions dérogatoires au droit commun en faveur des prévenus. Ainsi l'article 8 de cette loi décide « que toute poursuite exercée en vertu de la présente loi devra être continuée et terminée en vertu des

mêmes textes ». De son côté l'article 12 pose le principe de l'expertise contradictoire. Il n'est pas douteux que si le cas se présentait, les Cours d'appel qui relèveraient des violations de forme semblables seraient dans l'obligation d'évoquer le fond après avoir annulé la décision du Tribunal correctionnel. Une espèce toute récente (Poitiers, 4 novembre 1927; D. P. 29-2-109; Note de M. le Professeur Mazeaud) montre bien que les Cours d'appel ne répugnent pas plus que la Cour suprême à étendre indéfiniment le champ d'application de l'article 215. Sur citation directe à la requête du Ministère Public, le Tribunal Correctionnel Départemental des Deux-Sèvres avait déclaré les prévenus coupables d'infraction à l'article 419 du Code Pénal et prononcé contre eux des condamnations. La Cour d'appel releva une erreur assez inattendue : au mépris des dispositions impératives de l'article 3 de la loi du 9 décembre 1926, exigeant en ce cas, dans le seul intérêt de la défense, l'ouverture d'une information, les prévenus avaient été traduits par voie de citation directe. Il ne faisait aucun doute que cette dernière était radicalement nulle ainsi que les actes et le jugement qui en avait été la suite. La Cour le décida bien, mais évoqua ensuite au motif bien connu « qu'il n'existe dans la loi du 3 décembre 1926 aucune disposition de laquelle on puisse induire que le législateur ait voulu déroger aux prescriptions de l'article 215 ». Elle désigna toutefois un Conseiller pour procéder à une instruction complémentaire.

B

Examen critique de la Jurisprudence

Il ne nous a pas paru inutile de nous livrer à une étude critique aussi serrée que possible de l'œuvre de la jurisprudence.

Il nous suffira de reprendre successivement les arguments qu'elle invoque et de rechercher leur véritable portée.

La Cour suprême fait état à la fois de considérations de fait et de droit.

Les premières, qui sont exposées tout au long dans l'arrêt du 11 février 1898 précité, appellent de sérieuses réserves. Nous devons rendre cette justice à la Cour suprême : c'est qu'elle sait présenter avec beaucoup d'à-propos les avantages pratiques incontestables de l'évocation. Il n'échappe pas tout d'abord que le juge d'appel voit ainsi sa tâche simplifiée. En retenant la prévention il n'est pas obligé de se dessaisir et les difficultés sérieuses qu'aurait pu entraîner dans la pratique le renvoi devant d'autres magistrats appelés, les uns à refaire les actes nuls, les autres à juger au fond s'il intervenait une ordonnance de renvoi, se trouvent ainsi écartées.

Ce point de vue, bien entendu, est soigneusement passé sous silence mais il est permis de supposer que la Cour suprême a été frappée par les avantages de l'évocation en pareil cas. Il n'est pas douteux ensuite que celle-ci contribue à alléger et à raccourcir la procédure pénale parfois si lente, et cela au grand avan-

tage du prévenu qui voit par là même sa détention préventive abrégée et du fisc qui voit diminuer les frais qu'il est trop souvent appelé à supporter en fin de compte.

« Mais la Cour de Cassation s'avance beaucoup trop lorsqu'elle justifie en outre l'application de l'article 215 par le peu d'importance et de gravité des affaires mises à l'information. Elle ne peut ignorer en effet que la pratique élémentaire des Parquets est contraire : seules les infractions nécessitant des mesures d'instruction font l'objet d'une information préalable et les petits délits complaisamment énumérés dans l'arrêt du 11 février 1898 sont poursuivis conformément à la procédure des flagrants délits. On tourne d'ailleurs dans un cercle vicieux, le Procureur de la République ne se résigne à saisir le juge d'instruction que s'il est avéré que le prévenu est susceptible d'encourir la peine complémentaire de la rélegation.

La Cour suprême se trompe tout aussi lourdement lorsqu'elle soutient ensuite que les droits de la défense sont sauvegardés pour la bonne raison que la Cour a dans tous les cas le droit d'ordonner avant de statuer au fond tous les suppléments utiles à la manifestation de la vérité. Il ne faut pas oublier, en effet, que cette instruction ne peut point être semblable à l'instruction préalable confiée à un juge d'instruction, le Conseiller qui en est chargé n'est pas soumis aux formalités tutélaires de la loi du 8 décembre 1927. En outre, lorsqu'il s'agit de la loi sur les fraudes qui prévoit que l'expertise est obligatoirement contradictoire à la demande de l'in-

culpé, le Conseiller commis n'est point obligé, comme l'eût été un juge d'instruction qui nomme un expert, de désigner un deuxième expert au choix de l'inculpé. On avouera que c'est une étrange façon de réparer la violation de forme commise par le magistrat instructeur de première instance que d'obliger le Conseiller chargé par la Cour d'une nouvelle instruction à la commettre à son tour.

Les arguments de droit invariablement reproduits par la Cour de Cassation nous paraissent nullement convaincants. Certes nous admettons comme elle que l'article 215 semble bien viser toutes les nullités qui peuvent se produire depuis le commencement jusqu'à la fin du procès pénal. Mais il ne faut pas perdre de vue que le législateur n'a fait que poser le principe de l'obligation d'évoquer et que les travaux préparatoires ne nous fournissent aucune précision utile.

Il semble, dans ces conditions, que l'on puisse soutenir à bon droit que si l'article 215 s'applique manifestement à toutes les violations de forme contraires aux dispositions des Codes napoléoniens il en est tout autrement lorsqu'il s'agit de textes spéciaux rédigés postérieurement auxdits codes. Le législateur n'a pu se lier pour l'avenir. M. le Professeur Mazeaud fait observer avec à propos que les lois sur la relégation et sur l'instruction préparatoire ont pour effet d'écarter l'application de toutes les dispositions antérieures qui leur sont contraires. Par suite dans le conflit entre un texte général et un texte postérieur c'est le texte spécial postérieur qui doit l'emporter.

La Cour de Cassation croit tourner la difficulté en faisant état de l'absence de toute disposition de laquelle on puisse induire que le législateur a renoncé à l'évocation. Cet argument fait impression au premier abord mais au fond il ne signifie pas grand'chose. En effet si les travaux préparatoires, notamment les discussions parlementaires, établissaient que l'application de l'article 215 a été envisagée, nous nous inclinerions de bonne grâce. Mais comme il n'en a pas été ainsi, il semble bien que son attention n'a été attirée à aucun moment sur cette difficulté. D'ailleurs il faut bien reconnaître qu'un pareil oubli est parfaitement excusable. Combien de juristes ignorent tout de notre sujet ? Mlle Charlotte Requignon s'est crue obligée tout dernièrement d'attirer leur attention sur l'« évocation création de la jurisprudence ». Dans ces conditions il est évident que l'argumentation de la Cour suprême est dénuée de toute valeur. Il est plus rationnel d'admettre que les lois précitées doivent être observées scrupuleusement dans toutes leurs dispositions aussi bien par le juge d'appel que par le juge du premier degré. Aucune raison sérieuse ne s'y oppose. Le législateur n'a certainement pas eu l'intention de faire œuvre inutile.

L'idée de fraude à la loi pourrait-elle former obstacle dans certains cas à l'Evocation ?

La Jurisprudence facilite donc la mission du juge d'appel, en décidant que dans tous les cas celui-ci

est dans l'obligation stricte d'évoquer le fond de la prévention, après annulation de l'acte entaché d'irrégularité. Il faut bien reconnaître d'ailleurs que dans toutes les espèces rapportées précédemment, la violation ou l'omission de formes relevées était exclusive de toute idée *dolosive* des parties. Il s'agissait uniquement de sanctionner leur simple négligence. Mais il n'est pas absolument impossible d'imaginer que l'auteur de la nullité ou ses complices se soient servis de l'évocation à l'unique fin de faire disparaître l'irrégularité commise et de couvrir par là même les responsabilités encourues. — La doctrine (Ligeropoulo, Le problème de la fraude à la loi, Paris, Sirey, 1928, pp. 326 et suiv. ; Desbois, La notion de fraude à la loi et la jurisprudence française, Paris, Dalloz, 1927 pp. 77 et suiv.) enseigne que l'emploi d'un procédé licite en soi mais vicié par l'intention frauduleuse de la partie intéressée doit entraîner la nullité de l'acte en entier. La Jurisprudence est entrée dans cette voie (Voir Cass. 11 déc. 1908, B. C. n° 495 ; 19 novembre 1919, B. C. n° 537 ; 9 août 1923, B. C. n° 318 ; Alger, 9 février 1924, *Gaz. Palais* 1922, 1-5-66). Ces arrêts admettent en effet qu'il y a nullité dans le fait qu'un juge d'instruction, l'ayant déjà inculqué dans son esprit, a interrogé comme témoin un individu qu'ensuite il inculpe pour tourner les dispositions de la loi de 1897. — Ne pourrait-on prévoir également que si une Cour d'appel ou la Cour de Cassation était convaincue, dans une affaire marquée à l'instruction ou en première instance par une nullité portant atteinte aux droits

essentiels de la défense (par ex. lois de décembre 1926 précités ou absence d'expertise contradictoire), que le Ministère Public a fait appel uniquement pour que la Cour évoquant efface ainsi l'irrégularité commise que la Cour d'appel puisse se refuser à évoquer et se borner à annuler, ou que la Cour de Cassation puisse casser l'évocation pratiquée pour couvrir l'irrespect de la loi ?

En consacrant une nouvelle fois, le cas échéant, l'idée de fraude à la loi, la Cour suprême déjouerait bien des calculs intéressés et ferait œuvre de saine justice.

CHAPITRE II

Cas où le premier Juge n'a pas statué au fond

L'application de l'article 215 aux jugements sur le fond, bien qu'admise en principe par tous, soulève, dans certains cas, des difficultés sérieuses. Aussi ne faut-il guère s'étonner si des divergences profondes divisent la doctrine et la jurisprudence lorsqu'on se trouve en présence de simples jugements avant dire droit. Une objection vient naturellement à l'esprit : l'article 215 n'est-il pas étranger à l'appel des jugements interlocutoires ? Dans l'affirmative, toutes difficultés s'évanouissent, la Cour devant renvoyer après infirmation la connaissance du procès au juge du premier degré seul compétent pour trancher en premier ressort. Mais, par contre, si on se range à l'opinion contraire, les questions suivantes se poseront inévitablement : l'évocation est-elle possible en cas de réformation de mal jugé alors que le texte dudit article ne prévoit que la violation ou l'omission des formes prescrites par la loi à peine de nullité ? Que décider également en cas d'appel d'un ju-

gement sur la compétence ? Enfin la Cour saisie par le seul appel de la partie civile ou de la partie civilement responsable peut-elle prononcer une peine contre les prévenus alors qu'aux termes de l'article 202 C. I. C. l'appelant n'a la faculté de se pourvoir devant le juge du deuxième degré que quant à ses intérêts civils seulement. Nous verrons que de sérieuses objections doctrinales battent en brèche l'interprétation extensive de la Cour suprême.

Nous exposerons en quatre sections :

1° Les décisions de jurisprudence relatives à l'appel des jugements avant dire droit par le prévenu ou le Ministère Public.

2° Les décisions de jurisprudence relatives à l'appel des jugements avant dire droit par la partie civile ou la partie civilement responsable seulement.

3° Les critiques doctrinales que cette jurisprudence soulève.

4° Enfin la jurisprudence belge relative à l'article 215.

SECTION I

APPEL DES JUGEMENTS AVANT DIRE DROIT PAR LE PRÉVENU OU LE MINISTÈRE PUBLIC

§ 1. — *Le principe de l'obligation d'évoquer posé par la Cour Suprême*

La Cour de Cassation admet depuis plus d'un siècle que le juge d'appel réformant un jugement sur ex-

ception ou incident doit évoquer quels que soient les exceptions ou incidents mal jugés par le tribunal de première instance. L'arrêt de principe du 21 septembre 1821, B. C. n° 152, se référant à l'appel d'un jugement sur la compétence, dit textuellement : « que de la combinaison des articles 213, 214, 215 C. I. C., 202 de la loi du 3 Brumaire an IV, 1^{er} de la loi du 29 avril 1806, il résulte que l'annulation des jugements correctionnels ne doit donner lieu à un renvoi devant d'autres autorités que dans le cas prévu par l'article 202 de la loi du 3 brumaire an IV où le tribunal aurait déclaré l'incompétence à raison du lieu du délit ou de la résidence du prévenu et dans celui des articles 213, 214, 215 C. I. C. où le fait imputé constituerait un crime ou une simple contravention ».

On pourrait se demander si le rappel de l'article 202 du Code de Brumaire an IV et de l'article 1^{er} de la loi du 29 avril 1806 n'est pas complètement inutile. Mais nous verrons plus loin qu'une certaine doctrine avance que cette loi a précisément modifié les règles du Code de Brumaire an IV en autorisant le juge d'appel réformant un simple avant dire droit à statuer définitivement sans renvoi.

C'est donc à dessein que la Cour suprême fait allusion à ces textes. L'unanimité des arrêts décide, par suite, qu'il est sans intérêt de s'en tenir à la lettre de l'article 215 qui suppose la violation ou l'omission de formes prescrites par la loi, cet article étant simplement énonciatif et n'excluant point le droit accordé au tribunal d'appel de statuer dans des cas

autres que celui énoncé dans ledit article (voir notamment Cass. 20 janvier 1826, B. C. n° 16).

La Cour suprême soutient enfin que l'évocation en pareil cas ne prive pas les justiciables d'un degré de juridiction, « car il suffit que le tribunal compétent ait été valablement saisi, mis à même de prononcer, pour que le premier degré de justification soit épuisé ». (Cass. 18 nov. 1836, B. C. n° 377).

§ 2. — *Le Tribunal correctionnel a statué sur un incident ou une exception autre que la compétence.*

1° Arrêts de la Cour de Cassation

a) Point de départ de la Jurisprudence

Il n'est pas inutile de rappeler ici la jurisprudence de la Cour suprême qui s'était formée sous le Code de brumaire an IV en cas d'appel de simple jugement avant dire droit.

Trois arrêts rapportés au Sirey chronologique (16 messidor an IX ; affaire Leblanc c/ Bauchi, page 491 ; 7 thermidor an IX, affaire Rondy c/ Vve Gouin, page 502 ; 8 prairial an XI, affaire Lardet, page 808), décident que le tribunal d'appel fait une fausse application de l'article 204 et excède ses pouvoirs lorsque, infirmant un jugement avant dire droit, il statue au fond sans renvoi. La dernière espèce était la suivante : Le Ministère Public avait poursuivi devant le tribunal du premier degré un sieur Lardet et le juge avait refusé de statuer sur ladite action, com-

mettant ainsi un déni de justice. Le Tribunal d'appel crut devoir évoquer le fond, mais l'intéressé forma un pourvoi en Cassation. Il obtint gain de cause aux motifs que « quoique l'article 144 autorisât l'appel du jugement de police correctionnelle qui présentait un déni de justice sur l'action poursuivie par le Ministère Public contre Lardet, cependant le Tribunal criminel, en recevant cet appel, n'était autorisé par aucune des dispositions des articles 202, 203 et 204 à statuer sur le fond, sur lequel il n'était intervenu aucune décision définitive, mais devait renvoyer à un autre tribunal correctionnel pour statuer sur le fond ; que sous ce rapport il a fait une fausse application de l'article 204 et excédé ses pouvoirs ».

Le répertoire Dalloz, V^o Degrés de juridiction, n^o 670, et sous la rubrique « cas où le fond n'étant pas jugé le tribunal supérieur infirme et réforme la décision du premier juge », fait allusion à trois arrêts de la Cour de cassation antérieurs à la promulgation du Code d'instruction criminelle qui auraient instauré l'interprétation extensive (Cass. 19 déc. 1806, affaire Belleville ; 28 mai 1807, affaire Rance ; 5 août 1808, affaire Collart). Il ne serait pas douteux dès lors qu'antérieurement à la promulgation dudit Code, la Cour suprême, interprétant à sa façon l'article 1^{er} de la loi du 29 avril 1806, aurait admis la nécessité de l'évocation, en cas de réformation de simples jugements avant dire droit.

Nous n'avons pu retrouver ces décisions ni au bulletin criminel, ni au Sirey chronologique. Le réper-

toire Dalloz, qui ne les cite pas textuellement, ne nous permet pas de conclure en toute certitude. En effet, les deux premiers arrêts auraient jugé que la loi du 29 avril 1806 a dérogé à l'article 204 de la loi du 3 brumaire an IV, et autorisé en conséquence les Cours d'appel à statuer sur le fond lorsqu'elles annulent le jugement pour vice de forme. Mais il n'est nullement indiqué qu'ils se réfèrent à l'appel d'un jugement avant dire droit.

Le troisième cependant semble bien viser une hypothèse de cette nature. Le sommaire indique que lorsqu'un premier arrêt a rejeté les moyens de nullité proposés contre un procès-verbal de récolement, et ordonné à l'adjudicataire de proposer ses moyens du fond réservés, que l'audience a même été renvoyée à un autre jour à cet effet, la Cour a pu, par un arrêt subséquent, prononcer définitivement sur le fond, quoique l'adjudicataire se soit borné à demander alors la vérification du récolement, sous réserve de tous ses autres moyens, surtout si le Président lui a fait observer qu'il devait plaider au fond.

Le premier arrêt qui se soit, à notre connaissance, prononcé dans ce sens, est du 27 août 1813 (Cass. 27 août 1813, B. C. n° 190). La Cour cassait un jugement du tribunal d'Amsterdam du 10 février 1813 qui, après avoir réformé un jugement correctionnel du tribunal correctionnel de Hoorn du 14 janvier précédent, ayant admis à tort la voie d'inscription de faux contre un procès-verbal dressé par les employés à la surveillance du droit de garantie, avait, au lieu de statuer sur le fond du procès, renvoyé les

parties devant le juge du premier degré. On relève dans les motifs « que le tribunal d'Amsterdam a été légalement saisi de l'appel du jugement du tribunal correctionnel d'Hoorn qui ne se présentait dans aucun des cas prévus par les articles 212, 213, 214 C. I. C., qu'ainsi le renvoi devant les premiers juges que le tribunal d'Amsterdam a ordonné par son jugement du 10 février 1813 et conséquemment son refus de statuer sur le fond du procès est une violation des règles de compétence ».

b) Arrêts postérieurs

Depuis la Cour suprême ne s'est jamais déjugée. On chercherait en vain une décision en sens contraire : Cass. 4 juillet 1822, B. C. n° 93 ; 25 janvier 1828, B. C. n° 26 ; 3 sept. 1831, B. C. n° 207 ; 25 mars 1831, B. C. n° 61 ; 7 déc. 1833, B. C. n° 498 ; 18 oct. 1839, B. C. n° 332 ; 6 juin 1844, B. C. n° 196 ; 22 fév. 1845, B. C. n° 115 ; 15 janv. 1853, B. C. n° 20 ; 19 mai 1853, B. C. n° 175 ; Cass. 5 juillet 1888, B. C. n° 233 ; 1^{er} avril 1892, B. C. n° 99 ; 9 avril 1925, B. C. n° 126).

2° Arrêts des Cours d'appel

Les Cours d'appel se sont rangées de bonne heure à l'interprétation de la Cour suprême. On remarquera d'ailleurs que les arrêts de cette dernière sont presque tous de dates anciennes. Ce principe ne souffre plus à l'heure actuelle de difficultés. (Amiens, 30 juillet 1858, D. P. 58-2-191 ; Bordeaux, 8 juillet

1868, D. P. 692-38 ; Toulouse, 27 février 1901, D. P. 1901-2-257).

§ 3. — *Le Tribunal a statué sur la compétence*

1° *Arrêts de la Cour de Cassation*

a) Point de départ de la jurisprudence

L'obligation d'évoquer en cas d'infirmité ou de réformation pour mal jugé d'un jugement portant sur la compétence est l'aboutissement logique de l'interprétation dénuée de souplesse donnée par la Cour suprême. L'arrêt le plus ancien (Cass. 14 mai 1813, B. C. n° 102) montre bien que celle-ci ne s'est jamais laissée arrêter par les objections d'une partie de la doctrine. L'espèce était la suivante : un nommé Marc Donati avait été renvoyé par la Chambre d'accusation de la Cour Royale de Florence devant le tribunal de Montepulciano sur une prévention qui avait paru à cette Cour ne constituer qu'un délit. Mais le tribunal saisi, jugeant que le fait de cette prévention avait les caractères d'un crime, se déclara incompétent. Le Tribunal correctionnel chef-lieu du Département de l'Ombrone, saisi à son tour de l'appel, reconnaissant dans le fait qu'un délit, annula le jugement qui lui était déféré et renvoya ensuite pour l'instruction et le jugement au fond devant le tribunal de Sanzano. La Cour suprême fit reste de droit au pourvoi, aux motifs « que le tribunal correctionnel de Sienne, saisi de l'appel du tribunal de Monte-

pulciano, avait reconnu la compétence de la juridiction correctionnelle, sur les faits dont était prévenu Marc Donati ; que, dès lors, il devait être prononcé sur le fond de cette prévention ; qu'en refusant de consommer ainsi l'exercice de sa juridiction et en renvoyant à un tribunal, dans un cas qui ne rentrait dans aucun de ceux où le Code d'instruction criminelle ordonne aux tribunaux correctionnels, jugeant sur appel, de prononcer un renvoi, ce tribunal a méconnu et conséquemment violé les règles de la compétence établies par la loi.

b) Arrêts postérieurs

Depuis lors la Cour suprême n'a pas varié. Elle maintient strictement sa manière de voir. (Cass. : 5 avril 1816, R. D., V^o degré de juridiction, n^o 674 ; 21 sept. 1821, B. C. n^o 152 ; 17 juin 1826, B. C. n^o 119 ; 1^{er} juin 1833, B. C. n^o 216 ; 22 août 1846, B. C. n^o 221 ; 18 avril 1857, B. C. n^o 160 ; 6 mars 1884, B. C. n^o 67 ; 22 nov. 1889, D. P. 90-1-404 ; 4 janvier 1909, B. C. n^o 13).

2^o Arrêts des Cours d'appel

Un ancien arrêt de la Cour de Grenoble, rapporté au Rép. Dalloz, V^o Délits politiques, n^o 6, a refusé de recourir à l'évocation après avoir réformé la décision des premiers juges, lesquels avaient estimé à tort que les délits de troubles apportés à l'exercice du culte et de résistances avec voies de fait envers la force publique constituaient des délits politiques

ressortissant de la Cour d'assises. Les motifs de cette décision sont empreints d'un grand esprit d'équité : « attendu, néanmoins, que les prévenus ne se sont occupés que de la question de compétence qu'ils n'ont nullement examiné le point de savoir si la culpabilité était établie, que, par suite, le premier degré de juridiction n'a pas été épuisé, et qu'il est juste de conserver aux prévenus toute la garantie, toute la latitude de défense et toutes les chances que la juridiction correctionnelle leur assure ».

Mais il faut bien reconnaître que depuis cette époque les Cours d'appel se sont toutes ralliées à l'interprétation de la Cour suprême.

Deux arrêts de Cours d'appel (Limoges, 28 janvier 1904, D. P. 1904-2-388 ; Paris, 2 avril 1909, D. P. 1909-1-433) ont admis que l'évocation s'imposait non seulement en cas de mal jugé au fond mais encore en cas d'irrégularités du jugement sur la compétence. Cette solution ne fait aucun doute, elle s'imposait à fortiori du moment que l'article 215 appliqué aux simples jugements avant dire droit prévoit la violation ou l'omission des formes prescrites par la loi à peine de nullité.

SECTION II

APPEL DES JUGEMENTS AVANT DIRE DROIT PAR LA PARTIE CIVILE OU LA PARTIE CIVILEMENT RESPONSABLE

§ 1. — *Le Principe de l'obligation d'évoquer posé par la Cour Suprême*

La Cour de Cassation décide que l'article 202 C. I. C. restreignant l'appel de la partie civile à ses seuls intérêts civils ne constitue pas un obstacle à l'évocation du fond de la prévention par le juge du deuxième degré. La Cour qui évoque après infirmation du jugement avant dire droit portant sur la compétence, une exception ou un incident doit obligatoirement statuer sur l'action publique alors même que le Ministère Public s'abstiendrait ou concluerait au renvoi devant les premiers juges. L'arrêt du 28 mai 1851, B. C. n° 195, dit textuellement « que le tribunal supérieur de Montbrison, saisi par la partie civile de l'appel d'un jugement de Saint-Etienne qui, sur le chef d'abus de confiance, avait sursi à statuer jusqu'à ce que le prévenu eût rendu compte à la Compagnie La Providence, dont il est l'agent, a dû, en infirmant cette disposition interlocutoire, statuer au fond et prononcer non seulement sur les intérêts civils, mais encore sur les réquisitions du Ministère Public tendant à l'application de la peine que le demandeur ne peut éprouver aucun préjudice de ce

que sur appel de la partie civile il a été atteint d'une condamnation à l'emprisonnement et à l'amende ; qu'en effet il n'avait pas été statué en première instance sur l'action publique ; que, par conséquent, elle n'était point éteinte, et que l'évocation a eu pour effet d'autoriser le Ministère Public à la porter directement devant le tribunal supérieur ».

L'arrêt du 30 janvier 1885, B. C. n° 43, avance enfin « que si aux termes de l'article 202 C. I. C., la faculté d'appel n'appartient à la partie civile que pour ses intérêts civils seulement, la restriction apportée en appel par cette disposition aux effets d'une instance engagée par la partie civile ne s'applique manifestement qu'aux décisions par lesquelles les premiers juges ont statué au fond sur l'affaire qui leur était soumise ».

Nous n'avons rencontré, au cours de nos recherches, aucune décision de jurisprudence relative à l'appel d'un jugement avant dire droit par une partie civilement responsable. Il n'est pas douteux que, si le cas se présentait, la Cour suprême n'hésiterait pas à admettre également la nécessité de l'évocation. En effet, le Code d'instruction criminelle met sur le même pied l'appel de la partie civile et de la partie civilement responsable :

Toutes deux peuvent se pourvoir devant le juge du deuxième degré, aucune raison de doctrine ne s'oppose dès lors à ce que la Cour évoque le fond sur le seul appel de la partie civilement responsable.

§ 2. — *Décisions de Jurisprudence*

1° *Arrêts de la Cour de Cassation*

a) Point de départ de la jurisprudence

Le premier arrêt qui aurait admis l'obligation pour la Cour de statuer au fond sur appel d'une partie civile seulement serait du 24 juillet 1818. Il est résumé et commenté de la manière suivante par le Président Barris dans sa note 256 :

« Des particuliers sont cités en police correctionnelle par la dame de C... pour délits forestiers. Ils demandent leur renvoi devant le tribunal civil, le Procureur du Roi conclut aux mêmes fins, jugement conforme, appel de la dame de C... Le tribunal de Perpignan reconnaît que la matière est correctionnelle, et il prononce non seulement sur les indemnités dues à la dame de C..., mais sur les amendes prescrites par l'ordonnance de 1669, auxquelles il condamne les prévenus. Ces derniers se sont faits, devant la Cour, un moyen de cette seconde condamnation. Ils disaient que le Ministère Public n'ayant pas appelé du jugement de première instance qui avait renvoyé aux fins civiles, tout était consommé pour l'action publique, et qu'ainsi la condamnation à l'amende sur cette action avait été une violation de la chose irrévocablement jugée. Nous avons unanimement rejeté ce moyen le 24 juillet 1818 (en note non imprimé) au rapport de M. Ollivier. Le tribunal de première instance s'étant borné à renvoyer

les parties aux fins civiles, n'avait pas connu du fond. S'il n'avait rien été jugé sur le fond, l'action publique sur des faits que le Tribunal d'appel jugeait constituer des délits et dont il avait écarté les circonstances qui avaient fait prononcer en première instance le renvoi au civil, était donc entière. Le premier tribunal n'avait point prononcé sur la qualification des faits de la plainte de la dame de C... considérés en eux-mêmes, il n'avait point prononcé sur la preuve de ces faits, ni sur celle de la culpabilité des prévenus. Le défaut d'appel du Ministère Public contre son jugement ne pouvait donc qu'être considéré comme devant produire une fin de non recevoir contre lui dans un nouvel état de la cause dans lequel il était statué sur cette qualification des faits et sur les preuves de la culpabilité des prévenus. »

La note du Président Barris est rapportée dans la procédure des tribunaux correctionnels de Berriat-Saint-Prix, t. II, n° 1035.

b) Arrêts postérieurs

De nombreuses décisions de la même juridiction ont consacré d'une manière définitive l'obligation de l'évocation en cas de mal jugé par le tribunal du premier degré sur incident, exception ou compétence. (Cass. 17 fév. 1826, B. C. n° 31 ; 8 déc. 1827, D. P. 28-1-53 ; 18 nov. 1836, B. C. n° 377 ; 28 mai 1851, B. C. n° 195 ; 28 fév. 1862, B. C. n° 60 ; 3 janv. 1863, B. C. n° 4 ; 23 juin 1892, B. C. n° 190 ; 20 déc. 1884,

B. C. n° 349 ; 30 janv. 1885, B. C. n° 43 ; 19 avril 1902, B. C. n° 157 ; 21 mai 1896, B. C. n° 172 ; 30 avril 1908, B. C. n° 171 ; 18 mars 1909, B. C. n° 169 ; 4 avril 1928, B. C. n° 118).

2° Arrêts des Cours d'appel

Les Cours d'appel abondent dans le sens de la Cour suprême. Nous avons cependant découvert, au cours de nos recherches, un arrêt dissident (Nancy, 21 juin 1875, S. 75-2-213). La Cour jugea, contrairement à la jurisprudence de la Cour suprême : « qu'elle ne pouvait, aux termes de l'article 202, n° 2, C. I. C., connaître que des intérêts civils, puisque le Ministère Public, n'ayant pas interjeté appel du jugement d'incompétence, avait laissé éteindre l'action publique, que la poursuite de la partie civile avait mise en mouvement et qu'il ne pouvait plus exercer qu'en usant de la faculté que lui conférait les articles 202 et 205 C. I. C., ainsi que l'a décidé l'avis du Conseil d'Etat du 12 novembre 1806, qu'il n'y avait dès lors aucune peine à prononcer mais seulement à statuer sur les dommages-intérêts dus à la partie civile, à raison du préjudice que lui avait fait éprouver le propos outrageant tenu par l'inculpé ».

Il faut reconnaître, d'autre part, que les nombreux arrêts de la Cour suprême rapportés précédemment et qui se réfèrent souvent à des dates relativement récentes montrent bien que le principe est parfois contesté. Malgré tout il est permis de dire que l'una-

nimité de nos Cours d'appel adopte depuis fort longtemps le système de la Cour suprême.

Alger, 15 nov. 1879, S. 81-2-173 ; Rennes, 28 juin-12 juillet 1882, D. P. 84-2-16 ; Limoges, 4 avril 1889, D. P. 91-2-303 ; Paris, 28 oct. 1927, D. H. 36 du 8 déc. 1927 ; Orléans, 21 mars 1929, D. H. n° 22, du 20 juin 1929).

L'arrêt de la Cour de Limoges du 28 juillet 1887 (D. P. 89-1-220) résume le système de défense des inculpés et la prétendue réputation ne manque pas d'intérêt. Les nommés Peinaud et Tourelle avaient été cités devant le Tribunal correctionnel à la requête d'un sieur Barrot pour diffamation. Mais le tribunal de Bourganeuf saisi se déclara incompétent et la partie civile interjeta appel de la décision dans les délais légaux. Par exploit du Procureur Général les deux prévenus furent ensuite assignés devant la Cour pour y voir statuer tant sur l'appel de Barrot que sur toutes autres réquisitions du Ministère Public. La Cour rendit alors un arrêt de défaut contre la partie civile confirmant la décision entreprise. Celle-ci forma aussitôt opposition audit arrêt avec assignation devant le juge d'appel. Les deux prévenus soutinrent alors « que l'opposition de Barrot à l'arrêt par défaut du 26 mai n'était point recevable, que, à défaut par M. le Procureur Général d'avoir, dans les délais légaux, fait appel du jugement du 6 février, l'action se trouvait éteinte, qu'il incombait par suite à Barrot seul de mettre en mouvement son action aux fins civiles, qu'ainsi l'arrêt du 26 mai n'était pas à proprement parler un arrêt

de défaut congé rendu entre le plaignant, celui-ci y étant resté étranger ; que par suite son opposition à cet arrêt n'était point recevable ».

La Cour ne se laissa pas séduire par l'argumentation des prévenus et préféra emprunter les motifs sans cesse répétés des arrêts de Cassation « que la citation de la partie civile saisit le juge correctionnel de la connaissance des délits aussi bien que celle du Ministère Public, que, si, aux termes de l'article 202 C. I. C. la faculté d'appel n'appartient à la partie civile que pour ses intérêts civils seulement, la restriction portée, en appel, par cette disposition aux effets d'une instance engagée par la partie civile ne s'applique manifestement qu'aux décisions par lesquelles les premiers juges ont statué au fond sur l'appel qui leur était soumis ; que, dans l'espèce, le tribunal de Bourganeuf s'étant déclaré incompétent, le défaut d'appel du Ministère Public de cette décision n'a pu porter atteinte au fond qui est demeuré intact ; que l'appel de la partie civile a eu pour effet de tout remettre en question, de saisir directement la Cour de la cause toute entière, de la mettre en demeure de statuer tant sur la compétence que sur le fond en cas de réformation et de l'investir, dans ce dernier cas, dans les mêmes conditions que les premiers juges, par suite de l'évocation qui leur est imposée par l'article 215, de la mission de prononcer aussi bien sur l'action publique que sur l'action civile ».

SECTION III

EXAMEN CRITIQUE DE LA JURISPRUDENCE

La jurisprudence audacieuse de la Cour suprême a soulevé contre elle une bonne partie de la doctrine. Faustin-Hélie, Laborde, Pascaud, et plus récemment MM. René et Pierre Garraud, Mlle Bequignon, en ont fait bonne justice. Mais on est bien obligé de constater que d'autres auteurs l'acceptent sans difficultés ; ainsi Berriat-Saint-Prix est enclin sinon à l'approuver, du moins à l'excuser en considération des avantages qu'elle comporterait. Le rédacteur de l'article du *Journal du Droit Criminel* et le commentateur du répertoire Dalloz admettent comme une vérité indiscutable la nécessité de l'évocation en pareil cas. Enfin, tout dernièrement, M. le Professeur Roux a tenté de la justifier dans une longue note au Sirey, 10^e cahier, 1929-1-353.

Il faut reconnaître que l'intérêt de cette discussion éclate aux yeux des moins avertis ; il s'agit ni plus ni moins de savoir si l'évocation proprement dite a été admise par le législateur en matière pénale. Nous manquerions à notre tâche si nous ne prenions pas nous-même partie dans cette controverse.

Nous rechercherons enfin après Mlle Bequignon les véritables mobiles qui ont amené la Cour suprême à adopter une interprétation aussi contraire à l'état des textes.

§ 1. — *Appels des Jugements avant dire droit
par le prévenu ou le Ministère Public*

L'évocation étendue aux simples jugements avant dire droit soulève de graves objections doctrinales. L'article 202 C. I. C. ne limite en aucune façon le droit d'appel des parties en matière correctionnelle. La loi n'a pas reproduit ici les dispositions contraires du Code de procédure civile qui dénie parfois cette faculté aux parties en tenant compte de la modicité de l'intérêt en jeu. Il est unanimement admis en effet que le principe du double degré de juridiction s'impose plus particulièrement lorsque le tribunal de première instance s'est prononcé sur le fond de la prévention. L'intérêt des prévenus et de la société même nécessite dans tous les cas un double examen. On peut éviter ainsi une erreur judiciaire plus particulièrement regrettable lorsque l'honneur et la liberté des citoyens sont en cause.

Il semble inadmissible, d'autre part, que le législateur ne se soit pas expliqué formellement, si son intention bien arrêtée avait été de déroger à ce principe en cas d'infirmité des simples jugements avant dire droit. Mais comme nous l'avons vu plus haut, la Cour suprême et une partie de la doctrine justifient l'application de l'article 215 par des arguments de textes et de faits.

1° Arguments de textes

Nous avons déjà eu l'occasion de faire connaître

que les travaux préparatoires du Code d'Instruction Criminelle relatifs à l'article 215 ne fournissent aucunes ressources d'interprétation pour déterminer quelles ont été les intentions de ses rédacteurs. Il est donc nécessaire de recourir à des arguments extrinsèques et partant moins sûrs. Tout d'abord on reconnaîtra que le texte même de l'article 215 visant uniquement la violation ou l'omission des formes semble contredire la théorie extensive. Les lois pénales doivent s'interpréter restrictivement, on ne peut les étendre indéfiniment sans raisons sérieuses à des hypothèses mêmes voisines, alors surtout qu'en l'espèce il saute aux yeux les moins avertis que l'article 215 doit être rapproché des articles 213 et 214 qui le précèdent immédiatement et qui supposent que le juge du premier degré a statué au fond. Il serait surprenant que l'article 215 ne se réfère pas à une hypothèse de même nature. Enfin il ne peut être sérieusement discuté que ce même texte ne s'occupe pas de l'hypothèse où l'irrégularité qui affecte le jugement est le vice d'incompétence : celle-ci est réglée par les articles 213, 214 C. I. C., 202 Code de Brumaire an IV, l'article 1^{er} de la loi du 29 avril 1806 qui s'occupent de l'hypothèse inverse, celle dans laquelle les juges du premier degré ont statué au fond malgré leur incompétence, pour dire qu'en pareil cas la Cour doit annuler mais sans évocation.

Mais les partisans de la doctrine extensive ne sont pas désarmés pour autant. Ils avancent alors que la loi du 29 avril 1806, article 1^{er}, modifiant, ainsi que nous l'avons indiqué, l'article 202 du Code de bru-

maire an IV, aurait étendu la nécessité de l'évocation en cas d'affirmation d'un simple jugement avant dire droit. Ils font remarquer ensuite que l'article 215 n'est que la combinaison des deux textes en question. Malheureusement ce point de vue est insoutenable : la loi du 29 avril 1806 n'a jamais eu une telle portée. Nous avons rapporté précédemment la jurisprudence de la Cour suprême rendue sous l'empire du Code de brumaire an IV. Nous avons montré que la Cour suprême s'était prononcée très énergiquement contre toute évocation en cas d'infirmité d'un jugement interlocutoire par le juge du deuxième degré.

Si le législateur avait voulu remédier aux inconvénients de cette jurisprudence il n'aurait pas manqué de s'exprimer formellement quelque part. Or, nous avons la bonne fortune de posséder l'exposé des motifs de la loi par Bigot-Préameneu. Et il n'y a pas besoin d'être très versé dans l'art parfois délicat de l'interprétation des lois pour se rendre compte que la théorie extensive n'a pas retenu un seul instant son attention. Bigot-Préameneu se place à un tout autre point de vue ; il a entendu simplement remédier aux abus manifestes qu'entraînait la nécessité du renvoi devant le premier juge en cas d'annulation d'un jugement sur le fond pour vice de forme. Mais à aucun moment il ne laisse supposer qu'il entend rejeter le principe du double degré de juridiction sur le fond. Tout au contraire, il le consacre en termes dépourvus d'ambiguïté : « Il faut sans doute conserver au prévenu d'un délit correctionnel tous les droits, tous

les moyens de défense qu'il peut justement réclamer, la loi lui donne le droit de recourir à la Cour d'appel contre un jugement qu'il regarde comme inique. Pourvu que ce double examen soit fait et par les premiers juges et par la Cour d'appel, il ne peut plus prétendre et la loi ne peut plus présumer qu'il y ait erreur dans l'un et l'autre jugement ».

Peut-on sérieusement soutenir que le prévenu verra tous ses droits confirmés lorsque, sur l'appel d'un simple jugement avant dire droit, la Cour statuera sur le fond, le privant ainsi du premier degré de juridiction ? La jurisprudence a fait donc œuvre prétorienne. Elle n'a pas hésité à substituer sa propre manière de voir à celle du législateur. Il paraîtra encore plus surprenant que des auteurs aient cru devoir l'approuver, de pareilles licences d'interprétation dépassent les bornes permises. (Voir notamment le Répertoire Dalloz et l'Evocation par les Tribunaux d'appel, *Journal du Droit criminel*, année 1854).

2° Arguments de faits

La Cour suprême, se rendant bien compte que l'argument du double degré de juridiction est sérieux, croit pouvoir le tourner en affirmant que le tribunal de première instance étant compétent et étant valablement saisi et mis à même de prononcer, cela suffit pour que le premier degré soit épuisé. Mais Faustin-Hélie répond avec bon sens « qu'il ne suffit pas que le premier juge ait pu statuer pour qu'il soit

réputé l'avoir fait, on ne peut remplacer un acte par une présomption, un jugement par une fiction ».

Une seule excuse peut être invoquée : l'évocation facilite la mission du juge supérieur en lui permettant de retenir le procès pénal sans renvoi, elle supprime enfin des lenteurs et des frais indéniables. Faustin-Hélie (*Traité d'Ins. crim.*, tome 6, n° 3049), bien qu'adversaire des solutions de la Cour suprême, reconnaît les avantages de l'évocation en pareil cas. Mais Berriat-Saint-Prix (*Traité de la procédure des tribunaux criminels*, tome II) est allé, à notre avis, trop loin, lorsqu'il écrit au sujet de la suppression du premier degré de juridiction que « les parties ont trouvé à en être dédommagées lorsque l'appel d'un jugement préparatoire saisit le tribunal supérieur d'une affaire dont l'instruction n'était pas commencée. Cette instruction a lieu devant les juges souverains, et elle vaut bien, sans doute, la lecture fugitive prise par le greffier du tribunal de première instance des dépositions des témoins ».

Faustin-Hélie a remis toutes choses au point lorsqu'il rétorque : « L'évocation supprime l'épreuve d'un premier degré de juridiction qui est la principale garantie de la procédure correctionnelle. C'est devant le premier juge, en effet, que sont produits les témoignages, ce n'est que là souvent que les preuves sont possibles ; c'est le juge du lieu, celui où les faits peuvent être les mieux appréciés, où le prévenu est le mieux connu. Lorsque quelques publicistes ont proposé la suppression de l'un des degrés de cette juridiction, ce n'était pas assurément le pre-

mier. Cette disposition prend une plus haute gravité depuis que la loi du 13 juin 1856 a transféré les appels aux Cours impériales ; comment le deuxième degré peut-il suppléer le premier, quand une plus grande distance sépare le lieu du premier jugement et le lieu de l'appel, quand le transport des témoins est plus difficile et plus onéreux, quand l'appel sera jugé nécessairement de plus en plus sur la procédure écrite. »

CONCLUSION

L'évocation étendue aux simples jugements avant dire droit sur incident, exception ou la compétence, est inadmissible par cela seul qu'elle supprime une garantie judiciaire fondamentale, le double degré de juridiction. On ne peut invoquer à l'appui de la jurisprudence aucun argument de texte et les quelques avantages pratiques que l'institution peut comporter en pareil cas ne compensent pas les inconvénients manifestes qu'elle entraîne.

§ 2. — *Appels des jugements avant dire droit par la partie civile ou la partie civilement responsable seulement.*

1° *L'article 202 constitue un obstacle insurmontable à l'Evocation*

L'évocation, en pareil cas, se heurte à un texte formel : l'article 202 C. I. C.

A. — Appel de la partie civile.

Nous venons de démontrer que l'évocation du fond en cas d'infirmité d'un simple jugement avant dire droit n'est justifiée ni en fait ni en droit. Mais les partisans de la théorie extensive se heurtent en outre à l'article 202 C. I. C. limitant l'appel de la partie civile à ses seuls intérêts civils. Ce texte signifie manifestement que le législateur a voulu rendre indépendantes l'une de l'autre le sort des deux actions civiles et pénales devant le juge d'appel. C'est pourquoi ce dernier peut être saisi de l'action civile et doit y statuer quoique l'action publique soit éteinte par la chose jugée.

Mais inversement il est admis par tous que l'appel de la partie civile ne remet point en mouvement l'action publique toutes les fois que le tribunal correctionnel s'est prononcé sur le fond de la prévention. La Cour suprême d'ailleurs n'hésite pas à casser une décision de Cour d'appel qui a méconnu ce principe incontestable. (Cass. 5 juillet 1890, B. C. n °148).

Nous avons vu cependant que la même juridiction décide au contraire que l'article 202 ne constitue pas un obstacle à l'évocation toutes les fois que le premier juge n'a pas tranché le fond du débat. Cette interprétation nous paraît nettement erronée. Sans doute comme l'a très judicieusement relevé Faustin-Hélie, « on ne saurait faire état en pareil cas de l'avis du Conseil d'Etat du 12 novembre 1806, car il n'y a

pas, en ce cas, chose jugée en ce qui concerne l'action publique ». Seulement le même auteur se demande ensuite « de ce que l'action publique est encore entière, s'ensuit-il qu'en appel qui n'a d'effet que quant aux intérêts civils seulement puisse saisir le juge d'appel du droit d'y statuer. Pour que le juge d'appel y statue, il faut qu'il en soit valablement saisi, il faut que l'appel l'ait transféré devant lui et comment l'appel de la partie civile restreint aux intérêts civils a-t-il pu opérer un tel effet ? ».

Le commentateur anonyme du Dalloz (Note sous arrêt 1872, 2^e partie, page 201) a cru tourner la difficulté en avançant que l'appel de la partie civile ne saisit le juge supérieur que de l'incident qui a donné lieu à un jugement distinct ; que par suite ce serait l'évocation qui le saisirait du fond. Dès lors il importe que le jugement sur incident ait été frappé d'appel par la partie civile, par le prévenu ou par le Ministère Public. Ce raisonnement subtil pêche manifestement à la base. L'évocation est subordonnée dans tous les cas à la reconnaissance par le juge du deuxième degré de sa propre compétence, c'est une vérité unanimement admise. Or comment la Cour pourra-t-elle valablement statuer sur l'action publique dès l'instant que l'article 202 C. I. C. restreint sa compétence à ses seuls intérêts civils. Nous pouvons bien dire que l'unanimité des auteurs condamne la jurisprudence de la Cour suprême. Aussi nous avouons que nous avons été grandement surpris de lui découvrir, à une date toute récente, un défenseur convaincu en la personne de M. le Professeur Roux,

actuellement Conseiller à la Cour de Cassation. Dans une longue note au Sirey 1929-1-353, cet éminent Magistrat s'est efforcé de justifier les solutions hardies de la jurisprudence. Nous nous permettrons de lui dire qu'il ne nous a nullement convaincu. Il n'est pas douteux tout d'abord qu'il a renoncé pour une fois à la méthode d'interprétation rigoureuse des textes qui est en honneur dans nos Ecoles de Droit. En effet il admet sans aucune discussion la nécessité de l'évocation en cas d'infirmité des simples jugements avant dire droit. Sans doute semble-t-il préoccupé de rechercher l'intention du législateur, mais en fin de compte il propose des solutions qui lui paraissent désirables. Les savantes considérations auxquelles il se livre à propos de la liaison des deux actions publique et civile et de leur interdépendance n'ont que la valeur d'une dissertation doctrinale. Nous sommes pourtant dans un domaine de droit strict où seule l'étude objective des textes devrait guider nos recherches et la fantaisie devrait être sévèrement bannie du prétoire et de la Faculté.

B. — Appel de la partie civilement responsable

Le même article 202 limite également l'appel de la partie civilement responsable à ses seuls intérêts civils. Par suite celui-ci ne peut porter que sur le principe et le quantum de la responsabilité pécuniaire mis à sa charge par le tribunal de première instance. Cet appel est entièrement indépendant de celui du prévenu, les mêmes raisons doctrinales veulent éga-

lement que la Cour ne puisse pas se saisir du fond de la prévention lorsque la partie civilement responsable interjette appel d'un jugement avant dire droit qui préjudicie à ses intérêts.

*2° Les motifs sans cesse avancés par la Cour suprême
sont sans portée*

Les décisions de la Cour suprême et des Cours d'appel ne tentent en aucune manière de justifier par des arguments sérieux l'obligation de l'évocation. La Cour suprême évite toute discussion doctrinale en recourant à l'affirmation purement gratuite « que si aux termes de l'article 202 la faculté d'appel n'appartient à la partie civile que pour ses intérêts civils seulement, cette restriction n'a d'effet ou bien encore ne s'applique manifestement qu'aux décisions par lesquelles les premiers juges ont statué au fond sur l'affaire qui leur a été soumise ».

On reste rêveur d'autre part lorsqu'on relève dans maintes décisions que les prévenus ne peuvent éprouver aucun préjudice du fait qu'ils sont condamnés pour la première fois en appel. Comme si la suppression d'un degré de juridiction n'était pas de nature à léser gravement leurs intérêts !

*§ 3. — La Jurisprudence semble avoir subi
l'influence toute puissante du Président Barris*

Mlle Bequignon n'a pas cru inutile de rechercher sous quelles influences s'est opéré ce développement

si singulier du droit d'évocation. Nous ne croyons pas qu'elle ait fait preuve d'une grande perspicacité. En effet, d'après elle, les Magistrats de nos Cours se seraient laissés guider par trois sortes de considérations. Tout d'abord l'auteur met en évidence la réaction inévitable des règles de la procédure civile sur la procédure criminelle ; elle fait remarquer à ce sujet que le Code de procédure civile est mieux construit et plus précis, qu'une certaine doctrine tend à considérer qu'il contient les principes fondamentaux de la procédure. Par suite les Magistrats ont été tout naturellement amenés à combler avec les règles qu'il édicte les lacunes du Code d'instruction criminelle. D'autre part des juridictions civiles et correctionnelles sont composées des mêmes magistrats d'où influence de la routine qui incite ceux-ci à résoudre par des règles analogues des situations analogues. Enfin et surtout ce mouvement de déformation se serait encore accru sous la poussée des circonstances. L'évocation serait apparue comme le contre-poids salutaire des nombreuses réformes en faveur de la défense, car les sanctions des nullités édictées dans le seul intérêt des prévenus risquaient d'entraver le cours de la justice et de compliquer la mission du juge.

Sans doute ces considérations ne sont pas dénuées de valeur mais elles n'expliquent pas tout ; d'abord nous avons démontré précédemment que la Cour suprême s'est toujours prononcée en ce sens que les règles posées par le Code de procédure civile sont sans application en notre matière. S'il y a eu plagiat

il faut reconnaître qu'il a été bien imparfait puisque sur un seul point la Cour suprême a rapproché les deux notions d'évocation pénale et civile. L'argument tiré de la routine est facile mais il ne correspond pas à la réalité. Les magistrats ne se laissent pas en général guider par des considérations de cette nature.

Le troisième argument fait impression au premier abord, mais il ne résiste pas à un examen objectif. En effet lorsque ces lois spéciales sont apparues, la jurisprudence avait créé de toutes pièces sa théorie extensive. N'oublions pas que les lois auxquelles fait allusion Mlle Béquignon ne remontent pas à plus d'un demi-siècle.

En réalité, et c'est ce qui a échappé à l'auteur, toute la théorie de l'évocation étendue aux simples jugements avant dire droit est l'œuvre de Barris qui présidait au début du dix-neuvième siècle la Chambre criminelle, et qui, en cette qualité, a été tout naturellement appelé à trancher le point de droit en question. Voici au surplus en quels termes il s'exprime dans sa note 177 sur la réformation des jugements d'incompétence (voir C. Ins. crim. annoté Le Poittevin, art. 215, p. 1001) : « Un tribunal correctionnel se déclare incompétent : sur l'appel le tribunal supérieur doit, s'il reconnaît la compétence et infirme le jugement, instruire et prononcer sur le fond de la prévention. Il en sera de même si l'appel est fondé sur le rejet d'une inscription de faux ou sur la force probante d'un procès-verbal. Le tribunal, en infirmant, doit retenir le fond au lieu de ren-

voyer devant le premier tribunal pour le juger... Aucun article du Code d'Instruction criminelle n'autorise le renvoi dans ce cas, le Code de brumaire an IV, article 202, et l'article 1^{er} de la loi du 29 avril 1806 ne l'ordonnaient que dans celui où le tribunal de première instance avait jugé le fond, quoiqu'il fût incompétent, en raison du lieu du délit ou de la résidence des prévenus ; dans ce cas il fallait renvoyer au juge compétent pour que les poursuites subissent les deux degrés de juridiction accordés par la loi et je crois que dans un cas semblable il devrait être encore procédé de même. Mais quand il a été procédé en première instance par des juges qui étaient compétents pour statuer sur la prévention, n'importe qu'ils n'aient point fait d'instruction ni prononcé de jugement sur le fond de cette prévention, le jugement par lequel ils se sont déclarés incompétents n'en a pas moins épuisé le premier degré de juridiction. Si l'on décide différemment en matière civile, on ne peut pas étendre cette jurisprudence aux matières criminelles, où les cas d'obligation ou de la faculté des renvois sont déterminés par la loi et ne peuvent par conséquent être étendus. Cette manière de procéder accélère la fin du procès correctionnel et c'est un grand bien, le tribunal correctionnel jugeant sur appel n'aurait point de qualités pour saisir un autre tribunal par voie d'attribution et de renvoi ».

Nous avons reproduit enfin précédemment l'arrêt de principe du 24 juillet 1818 qui admit pour la première fois la nécessité de l'évocation en cas d'appel

d'une partie civile seulement. Nous avons indiqué que cet arrêt n'a pas été publié mais simplement résumé et commenté par Barris dans sa note 256. Signalons au passage les erreurs juridiques manifestes commises par Barris qui, ne s'étant pas donné la peine de remonter aux sources, s'est trompé lourdement en avançant que le Code de brumaire an IV et l'article 1^{er} de la loi du 29 avril 1806 n'ordonnaient le renvoi que dans le cas où le tribunal de première instance avait jugé le fond quoiqu'il fut incompétent à raison du lieu du délit ou de la résidence du prévenu. En tout cas il semble bien qu'il ait été le premier à soutenir que la loi du 29 avril 1806 a modifié les dispositions de l'article 202 du Code de brumaire an IV permettant ainsi au juge d'appel saisi d'un simple jugement avant dire droit d'évoquer sans renvoi.

De bonne foi la Chambre criminelle a cru devoir suivre son président qui, ne l'oublions pas, jouait un rôle de premier plan et avait la réputation d'un juriste consommé. Il est regrettable toutefois que les Conseillers composant cette Chambre n'aient pas cru devoir, de leur côté, se livrer à une étude approfondie des difficultés qui leur étaient soumises.

Peut-être aussi ont-ils préféré se rallier à cette interprétation, prenant en considération l'argument utilitaire mis en avant par Barris que « le tribunal correctionnel jugeant sur appel n'aurait point qualité pour saisir un autre tribunal par voie d'attribution et de renvoi ».

Enfin nous signalerons en terminant que les arrêts

de Cassation se bornent la plupart du temps à copier des phrases entières de Barris. Nous avons vu en effet que la Cour suprême affirme comme lui que le jugement par lequel les premiers juges se sont déclarés incompetents n'en a pas moins epuisé le premier degre de juridiction ou bien encore que lorsqu'il n'a pas été jugé sur le fond l'action publique est entiere, que par suite la Cour peut évoquer sur le seul appel de la partie civile.

SECTION IV

JURISPRUDENCE BELGE RELATIVE A L'ARTICLE 215 DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

Le Traité élémentaire d'instruction criminelle de M. Braas, Professeur à l'Université de Liège, nous apprend que la jurisprudence belge donne en tous points des solutions identiques à la nôtre. L'éminent professeur se contente d'ailleurs de citer de nombreux arrêts conformes des deux juridictions précitées. Il semble donc que la doctrine belge admet également sans discussion la nécessité de l'évocation en cas d'appel de simples jugements avant dire droit. De fortes objections doctrinales que nous avons développées précédemment n'ont donc point retenu l'attention des tribunaux de la nation voisine et amie.

La Cour de cassation belge ne fait preuve d'aucune originalité. L'arrêt du 5 novembre 1906 (Pas. Belge, 1907-1-35) décide que l'évocation s'impose en

cas de réformation de jugement avant dire droit. Les motifs de cette décision sont formels : « Sur le pourvoi dirigé contre l'arrêt basé sur ce que cet arrêt a évoqué la cause après avoir réformé un jugement incidentiel ;

« Attendu que l'incident vidé par ce jugement ne portait pas sur l'incompétence du tribunal correctionnel saisi, qu'en réformant la décision de ce tribunal, la Cour n'avait donc pas à renvoyer la cause à un autre juge correctionnel et qu'elle demeurait elle-même compétente en dernier ressort ;

« Attendu que l'article 215 n'est pas limitatif au seul cas de vice de forme dans le jugement annulé ; qu'il impose au contraire, à la Cour, le devoir d'évoquer, quand elle réforme la décision du tribunal correctionnel, parce qu'étant, par l'effet de l'appel, substituée au premier juge, elle doit faire tout ce que celui-ci aurait pu et dû faire... »

Un arrêt plus récent du 30 juin 1913 (Pas. Belge, 1913-1-354) se prononce dans le même sens en termes tout aussi formels.

Les magistrats belges estiment, comme les nôtres, que l'article 202 ne forme pas obstacle au droit d'évocation de la Cour en cas d'appel de la partie civile seulement. Nous nous contenterons de citer tout au long les motifs de l'arrêt de Cassation du 12 avril 1921 (Pas. Belge, 21-1-319) :

« Sur le troisième moyen :

« Attendu que la Cour d'appel saisie par l'appel de la partie civile, devait, dans le cas où elle infirmait ce jugement et déclarait l'action recevable, sta-

tuer sur le fond par voie d'évocation conformément aux prescriptions de l'article 215, que cette dernière disposition n'est point limitative et ne distingue pas entre le cas où la Cour d'appel est saisie par le Ministère Public ou par la partie civile ; attendu que la citation directe de la partie civile a pour effet de mettre en mouvement l'action publique, et que l'évocation du fond de la cause, par suite de l'infirmité d'un jugement qui n'avait statué que sur la recevabilité de la partie civile laisse intacts tous les droits de réquisition du Ministère Public ; attendu que l'article 202 C. I. C., suivant lequel la faculté d'appeler appartient à la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement, vise uniquement la circonstance où le premier juge aurait statué sur le fond, et ne fait pas obstacle à l'application de l'article 215 du même Code. »

Une note sous l'arrêt donne comme références trois précédents conformes (Cass. 29 mai 1856, P. B. 56-1-279 ; Cass. 22 avril 1901, P. B. 1901-1-200 ; Cass. 13 juillet 1908, P. B. 1908-1-295).

CHAPITRE III

Limites du Droit d'Evocation Cas où il n'y a pas lieu d'évoquer

L'ÉVOCATION DU FOND EST SUBORDONNÉE À LA RECONNAISSANCE PAR LE JUGE D'APPEL DE SA PROPRE COMPÉTENCE.

L'évocation, telle qu'elle se dégage des nombreuses décisions de jurisprudence rapportées précédemment, a une sphère d'application étendue. Mais elle n'en a pas moins des limites infranchissables qui découlent toutes du principe suivant lequel le tribunal d'appel, comme celui de première instance, doit au préalable reconnaître sa propre compétence. On sait que l'on ne distingue point en matière pénale entre l'incompétence absolue et l'incompétence relative pouvant se couvrir par le silence des parties. La Cour qui relève une cause d'incompétence, quelle qu'elle soit, doit obligatoirement se dessaisir de l'affaire.

L'arrêt de principe du 21 septembre 1821 (B. C. n° 152) déclare textuellement: « Attendu que de la combinaison des articles 213, 214, 215 C. I. C., l'article 1^{er} de la loi du 29 avril 1806, l'article 202 du Code de brumaire an IV, il résulte que l'annulation des jugements ne doit donner lieu à un renvoi devant d'autres autorités que dans le cas prévu par l'article 202 de la loi du 3 brumaire an IV où le tribunal aurait déclaré l'incompétence à raison du lieu ou de la résidence du prévenu et dans celui des articles 213, 214 C. I. C. où le fait imputé constituerait un crime ou une simple contravention ».

La Cour distingue donc trois cas d'incompétence. Son énumération est incomplète, il convient d'en ajouter un quatrième non prévu par le Code d'Instruction criminelle et qui ne fait aucun doute : le fait ressortit d'une juridiction d'exception.

Reprenons brièvement chacun d'eux.

*1° Le Tribunal est incompétent à raison du lieu
ou de la résidence du prévenu*

L'article 1^{er} de la loi du 29 avril 1806, toujours en vigueur, prévoit formellement ce cas. L'article 202 du Code de brumaire an IV renfermait une disposition analogue et si l'article 215 n'a pas reproduit cette dernière, c'est par suite d'un simple oubli de rédaction. Remarquons d'ailleurs qu'une solution semblable s'imposerait d'après les principes généraux du droit pénal, en l'absence de tout texte.

Il n'y a pas à distinguer suivant que le tribunal qui

aurait été compétent pour en connaître se trouve ou non dans le ressort de la Cour. Dans tous les cas celle-ci doit se déclarer incompétente et ordonner sans autres indications le renvoi au tribunal compétent. Toutefois, quand un seul tribunal est compétent, comme étant tout à la fois le tribunal du lieu du délit, du domicile du prévenu et du lieu de l'arrestation et qu'il se trouve dans le ressort, la Cour pourrait lui renvoyer expressément l'affaire.

Aucun arrêt de Cour d'appel n'a été, à notre connaissance, cassé pour avoir évoqué dans un cas semblable.

2° *Le Tribunal est incompétent « ratione materiae », le fait retenu constituant un crime, article 214 C. I. C.*

La Cour doit pareillement reconnaître son incompétence. Elle ne saurait user du droit de renvoi que lui confère ledit article qu'autant que la juridiction correctionnelle a été saisie par voie de citation directe. S'il y a eu information, la procédure de règlement de juges s'impose. La Cour de Cassation a jugé (arrêt du 11 juin 1819, n° 67) que la juridiction d'appel devait se conformer à l'article 214 C. I. C. et comme l'avait requis le Procureur Général annuler le jugement de première instance ayant statué dans une poursuite pour vol de ballots de marchandises à l'aide d'un faux en écriture privée dès l'instant que le faux moyen du vol étant passible d'une peine afflictive et infamante constituait le fait principal de la

prévention et entraînait par suite nécessairement la compétence de la juridiction criminelle.

Un arrêt plus récent de la même juridiction (Cass. 19 juin 1852, S. 53-1-524) se prononce dans le même sens. Il est vrai que ces décisions ne se placent pas sur le terrain de l'évocation. Il semble bien en effet que le juge d'appel était saisi d'un jugement sur le fond régulier en la forme. Mais il est évident que s'il n'en avait pas été ainsi la même solution se serait imposée.

3° *Le Tribunal est incompétent « ratione materiae », le fait retenu constituant une contravention de simple police et la partie civile ou le Ministère public demande le renvoi devant le Tribunal compétent (article 213 C. I. C.).*

La Cour doit se déclarer incompétente

C'est une hypothèse plus théorique que pratique ; en effet, nous n'avons rencontré au cours de nos recherches aucun arrêt de Cassation se référant à une évocation prononcée contrairement aux dispositions dudit article.

4° *Le Tribunal est incompétent « ratione materiae » ou « personae », le fait retenu ressortissant d'une Juridiction spéciale ou d'exception.*

Bien que la Cour de Cassation ne le dise pas expressément, l'application logique des principes veut qu'en pareil cas le juge d'appel reconnaisse son in-

compétence et se refuse par suite à évoquer le fond. Ainsi l'infraction devait être déférée au Tribunal militaire ou au Conseil de Préfecture (contravention de grande voirie avant les dernières réformes) ou bien encore le prévenu, en raison de sa qualité (art. 479 C. I. C., 10 de la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation judiciaire) était justiciable de la première Chambre de la Cour.

Une décision toute récente (Cass. 17 novembre 1928, *Gaz. Pal.* 28-2-904) l'a d'ailleurs reconnu. On sait que sous l'empire des décrets aujourd'hui abrogés du 10 novembre 1926, le Juge de Paix était appelé à connaître d'un certain nombre de délits limitativement énumérés, à la place du Tribunal correctionnel. Un nommé Fortin avait été traduit en conséquence devant le juge de paix statuant correctionnellement comme prévenu d'une infraction à l'article 11 de la loi sur la chasse pour avoir employé en vue de la destruction d'animaux malfaisants ou nuisibles des moyens interdits par un arrêté municipal.

Il fut relaxé. Sur appel du Ministère Public le Tribunal correctionnel le déclara coupable d'un délit de chasse à l'aide d'engins prohibés et statuant par voie d'évocation lui fit application de cette dernière pénalité, d'où pourvoi en cassation de Fortin basé notamment sur une violation de l'article 215. La Cour suprême lui donna entièrement raison aux motifs « que le tribunal des Ardennes était saisi de la poursuite, non comme tribunal correctionnel mais comme tribunal d'appel appelé à réviser les décisions rendues par le Juge de Paix statuant en matière cor-

rectionnelle, qu'à ce titre il n'avait pas plus de pouvoirs que le juge lui-même dont la sentence lui était déférée, et que sa juridiction était renfermée dans les mêmes limites; qu'il s'ensuit qu'en infirmant le jugement dont appel était porté devant lui et en déclarant que le fait poursuivi constituait un délit de la compétence des juges correctionnels, le tribunal correctionnel devait se déclarer incompétent, qu'en statuant au fond par voie d'évocation et en condamnant Fortin pour délit de chasse à l'aide d'engins prohibés, il a fait une fausse application de l'article 215 ».

TROISIÈME PARTIE

Pour achever l'étude de l'évocation correctionnelle, il nous suffira maintenant de rechercher :

1° Les caractères de l'évocation pénale et de les opposer à ceux que l'article 473 C. P. C. a posés en matière civile.

2° Les pouvoirs de la Cour qui évoque.

CHAPITRE PREMIER

Comparaison entre l'Evocation Correctionnelle et l'Evocation Civile

SECTION I

LES DEUX EVOCATIONS CORRECTIONNELLE ET CIVILE SONT
SUBORDONNÉES L'UNE ET L'AUTRE A LA RÉFORMATION
DU JUGEMENT ENTREPRIS.

§ 1. — *Le Principe*

Il a été indiqué précédemment que l'évocation correctionnelle est subordonnée à l'annulation de la décision sur le fond entachée de vice de forme. Nous avons en effet soutenu que cette condition était indispensable sous peine de confondre les deux notions d'évocation et d'effet dévolutif de l'appel. Mais nous savons déjà que l'article 473 ne prévoit que l'appel des jugements avant dire droit. Il ne peut s'agir ici par conséquent que d'opposer les règles spéciales à l'appel des jugements avant dire droit dans les deux domaines *pénal* et *civil*.

Dés raisons d'un ordre différent veulent que pareillement l'évocation correctionnelle n'ait lieu qu'autant que la Cour réforme pour des motifs sérieux la décision déferée.

La Cour suprême ne pouvait donner de solution autre que celle préconisée par l'article 473 C. P. C.

Il ne faut pas oublier que l'évocation a pour objet précis d'éviter un conflit éventuel entre la juridiction supérieure qui censure le travail du premier juge et la juridiction du premier degré à laquelle l'affaire doit être renvoyée.

On assure par là même la suprématie des Cours d'appel appelées à statuer en dernier ressort.

Nous avons vu que l'évocation étendue aux jugements interlocutoires sur incident, exception ou compétence, est une création manifeste de la jurisprudence.

La Cour suprême a pu décider que le juge d'appel était dans l'obligation stricte d'évoquer en cas d'infirmité, mais elle n'a pas soutenu bien longtemps qu'en cas de confirmation la Cour devait également connaître de l'affaire au fond.

Sans doute trouve-t-on au début quelques décisions en ce sens, mais à l'heure actuelle le principe de la nécessité de renvoi en cas de confirmation de la décision entreprise ne fait aucun doute.

Une question se pose inévitablement : que faut-il entendre par réformation d'un jugement avant dire droit ?

Quel est le critérium qui permet à la juridiction d'appel de dire qu'il y a véritablement réformation ?

Les décisions de la Cour de Cassation sur ce point sont entièrement conformes à celles admises en matière civile. Elles avancent que toutes les fois que le jugement est confirmé dans ses dispositions essentielles la nécessité du renvoi devant les premiers juges s'impose impérieusement.

§ 2. — *La Jurisprudence*

1° *Arrêts bien rendus*

La Cour de Cassation rappelle tout d'abord aux Cours d'appel que les motifs de leurs décisions ne doivent pas être contradictoires. Il a été jugé en ce sens que le juge d'appel ne saurait mettre à néant le jugement, évoquer le fond et ensuite par adoption des motifs des premiers juges, déclarer, confirmer et maintenir le jugement dans toutes ses dispositions : « Qu'elle ne peut légalement confirmer une décision qu'elle avait précédemment annulée et que la condamnation prononcée manque de base légale » (Cass. 18 octobre 1901, B. C. n° 259).

Par contre, la Cour qui annule le jugement ayant prématurément admis l'intervention d'une partie civile, alors qu'il y avait appel d'un jugement antérieur à cette prévention, peut s'appuyer, pour repousser l'exception du demandeur, sur une partie des motifs du même jugement en déclarant les adopter, ceux-ci étant étrangers de tout point à ladite cause d'annulation (Cass. 12 mai 1877, B. C. n° 122).

a) *Lorsque la Cour confirme la décision dont appel elle ne saurait en aucun cas évoquer le fond*

Le premier arrêt qui ait fait application de ce principe est de la Cour de Cassation belge (Cass. 8 juillet 1844, R. Dalloz, V^o Degrés de juridiction, n^o 683). Cette juridiction a alors jugé que l'article 215 ne faisant une obligation d'évoquer que dans le cas d'annulation de la décision dont appel et la Cour ayant au contraire confirmé la décision du premier juge n'a pas contrevenu en refusant d'évoquer. Nous verrons plus loin que la Cour de Cassation s'est prononcée en sens contraire en 1816, mais elle a vite abandonné ce point de vue et depuis plus d'un siècle elle admet sans réticence la nécessité du renvoi en cas de confirmation de la décision frappée d'appel. Les espèces qui lui sont soumises sont parfois délicates, car il arrive assez souvent que le Juge d'appel ne réforme que sur un point la décision qui lui est soumise. Aussi pour faciliter la mission de ce dernier elle met en avant qu'il est nécessaire qu'il y ait une réformation sérieuse de telle manière qu'en cas de renvoi les juges appelés à statuer sur le fond soient exposés à se mettre en opposition avec leur première décision. Nous pouvons grouper les arrêts de la Cour suprême en deux catégories : en effet la Cour ne peut évoquer le fond soit parce qu'il n'y a pas eu infirmation, soit enfin parce que, comme nous venons de le dire, l'infirmation partielle n'est pas de nature à mettre le tribunal correctionnel en opposition avec le jugement qu'il a rendu.

*Première Catégorie : Cas où le Juge ne peut évoquer
le fond faute d'infirmer*

Une Cour d'appel saisie à la fois de trois jugements sur la même affaire, le premier rejetant la fin de non-recevoir tirée de la réconciliation des époux, le second la demande de sursis formée par les prévenus en raison de l'appel de la première décision, le troisième enfin prononçant par défaut au fond contre ces derniers, nonobstant ledit appel, ne peut évoquer, si elle confirme le premier jugement, qu'autant qu'elle annule le deuxième jugement repoussant la demande de sursis. C'est à tort que la Cour argumente des dispositions de l'article 215 dès l'instant qu'elle rejette l'appel du jugement repoussant la demande de sursis et condamne les appelants aux dépens par le motif que l'appel était sans objet, saisie qu'elle était de la connaissance du fond par les appels de toutes les parties. Sans doute la Cour aurait dû évoquer mais seulement après avoir annulé la décision des premiers juges sur la demande de sursis. Il importe peu au surplus que le Tribunal supérieur ait statué sur le fond en déclarant prononcer par jugement nouveau pour la bonne raison que cette formule d'infirmer ne s'applique qu'au dernier jugement et ne peut rétroagir sur la décision rejetant le sursis ni sur l'arrêt qui a repoussé l'appel dont cette décision a été l'objet (Cass. 19 janvier 1854, B. C. n° 12).

C'est à bon droit d'autre part que la Cour d'appel refuse d'annuler et d'évoquer le jugement de pre-

mière instance qui a joint au fond l'une des deux exceptions proposées et omis de statuer sur l'autre, car il n'est point interdit aux Tribunaux de joindre au fond un incident étranger à la compétence et il leur est toujours possible de prononcer plus tard sur la deuxième (Cass. 7 mai 1857, B. C. n° 180).

Il n'est pas douteux enfin que le juge d'appel commet un excès de pouvoir et viole par fausse application l'article 215 lorsque, statuant sur l'appel d'un jugement, incident ayant rejeté les conclusions du prévenu aux fins du sursis, il évoque le fond et prononce une condamnation, bien que loin d'avoir infirmé le jugement qui lui est soumis il l'a implicitement confirmé (Cass. 19 novembre 1914, B. C. n° 436).

Deuxième Catégorie : Cas où le juge d'appel n'a pas à évoquer bien qu'il ait infirmé partiellement le jugement.

De nombreuses décisions de jurisprudence ont admis, comme nous l'avons précédemment indiqué, qu'une infirmation partielle ne suffit pas nécessairement pour autoriser la Cour à juger définitivement sans renvoi la prévention.

Il a été décidé en ce sens que la juridiction d'appel n'est pas tenue d'évoquer lorsque :

1° Après avoir infirmé certaines dispositions du jugement elle en confirme d'autres qui reconnaissent une contravention aux lois sur les droits de poste et surseoit à statuer sur l'amende et les dommages-in-

térêts jusqu'après la preuve par témoins de circonstances nécessaires pour cette fixation, il appartient dans ce cas au demandeur de se représenter devant le Tribunal correctionnel pour y faire prononcer la quotité de l'amende et des dommages-intérêts (Cass. 1^{er} septembre 1854, B. C. n° 274).

2° Elle admet pour partie seulement la prescription de l'action publique et de l'action civile relative au délit d'escroquerie et aux distributions de dividendes fictifs soulevée par le prévenu et rejetée en bloc par les premiers juges (Cass. 18 janvier 1902, B. C. n° 28).

3° Saisie de l'appel d'un jugement correctionnel ayant accordé un sursis à raison de ce que la fausseté des faits dénoncés n'avait pas encore été légèrement déclarée, elle confirme cette décision en modifiant le dispositif en un seul point, eu égard à la déclaration de fausseté d'un des faits dénoncés présentant le caractère d'un délit, et qui depuis ledit jugement a été reconnu tel par déclaration du Procureur Général dans un acte joint aux pièces de la procédure (Cass. 24 avril 1874, B. C. n° 122).

4° Elle se borne à ordonner un supplément d'information pour compléter une preuve commencée, alors que le juge de première instance n'a pas établi en thèse de droit que la fausseté des faits dénoncés était suffisamment établie par une déclaration du sous-préfet et qu'une déclaration quant à ce de l'autorité administrative supérieure était inutile. La Cour n'avait dans ces conditions, en aucune façon, à réformer le jugement sur ce point ; elle avait seu-

lement, en ordonnant cette mesure instructive, complétée une preuve commencée dont la nécessité avait été reconnue en principe et dont le germe se trouvait déjà dans la décision des premiers juges (Cass. 9 décembre 1864, B. C. n° 280).

b) Lorsque la Cour infirme la décision dont appel elle doit obligatoirement évoquer

Il est évident que lorsque la Cour infirme toutes les dispositions du jugement dont appel elle doit obligatoirement juger le procès sans renvoi, mais si elle se contente de réformer que partiellement la décision entreprise, il peut arriver qu'elle soit également dans l'obligation stricte d'évoquer. Le juge d'appel doit rechercher si en l'espèce le renvoi ne serait pas susceptible de mettre les premiers juges en opposition avec leur décision frappée d'appel. C'est donc une pure question d'appréciation. Ainsi il a été jugé que la Cour peut évoquer lorsqu'elle réforme simplement les motifs d'un jugement de sursis (Cass. 8 mai 1845, B. C. n° 89), ou encore infirme implicitement le jugement de première instance ayant reconnu valable la citation donnée au prévenu (Cass. 29 janvier 1887, B. C. n° 35).

Bien que ces deux décisions ne fassent aucune allusion au principe qui doit guider le juge, il semble bien que le tribunal correctionnel aurait été amené, en cas de renvoi, à se mettre en opposition avec sa première décision.

2° *Arrêts manifestement erronés*

Comme nous l'avons indiqué, l'arrêt de la Cour suprême du 8 novembre 1816 rapporté au Répertoire Dalloz au mot : degrés de juridiction, n° 681, a admis qu'en cas de confirmation d'un jugement sur la compétence le tribunal d'appel a pu et dû même procéder au jugement du fond alors surtout que le prévenu a fait valoir tous ses moyens de défense au fond et conclu formellement à son renvoi de la plainte portée contre lui. Cette décision, qui n'a d'ailleurs eu aucune suite, est manifestement erronée. En effet, qui dit évocation dit infirmation de la décision entreprise. La Cour suprême a bien pu faire surgir le droit d'évocation proprement dit d'un texte qui ne la prévoit certainement pas, mais elle ne pouvait aller plus loin, sans s'exposer à dénaturer l'un des éléments constitutifs et essentiels de l'évocation proprement dite.

D'ailleurs il ne faut pas perdre de vue qu'on se trouve en matière pénale où les lois de compétence touchent à l'ordre public, que par suite les prévenus ne peuvent, par leur attitude devant la juridiction du second degré, renoncer à la garantie du double degré de juridiction. Nous signalerons toutefois en terminant un arrêt de la Cour de Dijon du 17 mai 1869 (D. P. 70-2-201) tout aussi critiquable. Cette Cour, saisie par une partie civile de l'appel d'un jugement ayant adopté une fin de non-recevoir, tirée du fait qu'elle n'avait pas préalablement fait constater par l'autorité compétente la fausseté du fait allé-

gué contre le prévenu, a retenu le fond de l'affaire et évoqué conformément aux dispositions de l'article 215, bien qu'elle eut confirmé la décision des premiers juges.

SECTION II

L'EVOCATION EST OBLIGATOIRE EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE

§ 1. — *Le Principe*

La Cour suprême a bien pu admettre en forçant les textes que l'article 215 combiné avec l'article 202 du Code de brumaire an IV et l'article 1^{er} de la loi du 29 avril 1806 prévoyait l'évocation du fond en cas d'infirmité d'un simple jugement avant dire droit, mais elle n'a jamais entendu transporter dans le domaine pénal les règles posées par le Code de Procédure civile. On sait que l'article 473 C. P. C. laisse au juge toute liberté pour évoquer ou non, en telle manière qu'il peut refuser d'y recourir, bien que les conditions se trouvent remplies et que les parties concluent en ce sens. Mais le Juge correctionnel, d'après la Cour suprême, est lié par un texte absolument impératif. L'ordre public qui s'attache nécessairement aux lois de compétence en matière répressive ne comporte aucune restriction. Par suite on ne saurait faire état des dispositions du Code de Procédure civile, notamment de l'article 472, pour renvoyer l'affaire devant un autre tribunal, « qu'en effet l'article 472 spécial aux matières civiles a été

édicte par des considérations particulières aux juridictions civiles et à la nature des affaires qui en ressortent, et que cet article et l'article 473 peuvent d'autant moins être étendus aux juridictions correctionnelles, qu'en ce qui concerne l'article 473 les conditions d'évocation posées par lui diffèrent de la règle établie par l'article 215 » (Cass. 11 mars 1905, B. C. n° 117).

§ 2. — *Ses conséquences pratiques*

1° Le droit d'évocation des tribunaux d'appel fait partie de leurs hautes attributions, et l'exercice de ce pouvoir leur est confié pour l'abréviation des procédures, pour assurer les intérêts d'une bonne et prompte justice, il n'est par suite nullement subordonné soit aux réquisitions du Ministère Public, soit à la demande des parties et l'on ne conçoit pas que le silence de ceux-ci puisse en paralyser les effets et le rendre inutile (Cass. 1^{er} juin 1861, B. C. n° 110).

2° Il est sans intérêt qu'après avoir infirmé pour vice de forme, la Cour arrive à une déclaration d'incompétence comme le premier juge, si la compétence est le fond même du litige (Cass. 22 décembre 1860, B. C. n° 218). Cette solution nous paraît exacte. En effet, dès l'instant où la Cour est saisie d'un appel régulier en la forme, elle doit obligatoirement examiner la validité de la décision attaquée et ce n'est pas parce que l'affaire ressortit au fond d'une autre juridiction qu'elle ne doive pas annuler le jugement interlocutoire entaché de vice de forme.

3° Il a été jugé à bon droit que le fait par le Tribunal du premier degré d'avoir statué au fond après rejet d'une exception d'incompétence soulevée par le prévenu n'empêche pas la Cour saisie uniquement de l'appel du jugement sur ladite exception d'évoquer le fond lorsqu'elle l'annule pour défaut de motifs. Et la décision rendue au fond par le Tribunal de premier degré ne saurait en aucune manière former obstacle au droit d'évocation de cette dernière. (Cass. 14 mars 1908, B. C. n° 109).

§ 3. — *Ses sanctions*

Comme tout ce qui touche à l'ordre des juridictions ressortit à l'ordre public, il semblerait logique d'admettre que la méconnaissance du principe doive, dans tous les cas, être sanctionnée par la loi. Notamment les parties devraient toujours être en droit d'invoquer devant la Cour suprême un moyen tiré de la méconnaissance de l'article 215 par le Juge d'appel qui n'a pas évoqué bien que la décision du premier juge fut entachée de nullité.

En outre, le Tribunal saisi illégalement par renvoi au mépris des dispositions dudit texte devrait, dans tous les cas, se dessaisir de l'affaire.

Mais il faut tenir compte, d'une part, de l'article 2 de la loi du 29 avril 1806 et d'autre part de la jurisprudence critiquable de la Cour suprême.

1° *Article 2 de la loi du 29 avril 1806*

Aux termes de cet article la partie qui n'a pas fait valoir en degré d'appel les irrégularités commises en

première instance est censée avoir renoncé à s'en prévaloir. Elle n'est plus recevable dès lors qu'à soulever la nullité fondée sur l'incompétence du juge (Voir arrêt fortement motivé de la Cour de Cassation de Belgique du 14 août 1844, au Répertoire Dalloz au mot instruction criminelle, n° 1030).

Il s'ensuit que si intentionnellement ou non, la Cour n'a pas évoqué, bien que le jugement déféré fut entaché de vice de forme, son silence se trouve couvert par celui des parties en cause.

Ainsi il a été reconnu que constitue un moyen nouveau le fait d'invoquer pour la première fois devant la Cour suprême :

1° La nullité des témoignages reçus à l'audience en l'absence de toute prestation de serment dans les termes imposés par la loi. (Cass. 9 mai 1878, B. C. n° 106).

2° La nullité de l'instruction et du jugement rendu par défaut sur le fond au mépris de l'effet suspensif de l'appel d'un jugement interlocutoire. (Cass. 16 juin 1877, B. C. n° 146).

3° La nullité du jugement rendu par deux juges qui avaient cessé de faire partie de la Chambre correctionnelle par l'effet du roulement. (Cass. belge 14 août 1844 précité).

4° La nullité du jugement auquel a pris part un juge qui a agi antérieurement dans la même affaire comme officier du Ministère Public. (Cass. 29 avril 1890, B. C. n° 92).

Dans les deux dernières espèces il s'agissait évidemment non pas de l'incompétence du tribunal.

saisi, mais simplement d'une nullité basée sur sa composition irrégulière. Celle-ci était bien entendu réparable devant le juge d'appel dès qu'elle était invoquée devant lui et la compétence du Tribunal qui avait rendu la décision ne pouvait être mise en doute.

2° La Jurisprudence de la Cour de Cassation

La Cour suprême n'a pas cru déduire toutes les conséquences logiques résultant de la méconnaissance de l'ordre des juridictions.

Ses deux arrêts du 6 janvier 1855 (Cass. B. C. n° 6) et 18 octobre 1839 (B. C. n° 332) établissent une incompétence intermédiaire entre l'incompétence absolue et l'incompétence relative. Une fois de plus elle méconnaît les principes les plus certains de notre Droit.

Le premier affirme tout d'abord « que quelque impératives que soient les dispositions de l'article 215 C. I. C., elles ne constituent pas une règle relative aux matières de compétence d'ordre public ; qu'elles ont pour objet de modifier seulement les principes de droit commun sur les deux degrés de juridiction ». Il en résulte que le Juge du deuxième degré peut parfaitement connaître de l'appel d'une décision rendue en première instance par un tribunal correctionnel saisi irrégulièrement par renvoi au mépris des dispositions de l'article 215, à la condition toutefois qu'il ait été procédé devant lui sans réquisitions contraires du Ministère Public, ni oppo-

sition des parties. L'arrêt fait remarquer qu'aucun motif d'incompétence à raison de la matière, du lieu et des personnes n'existe alors dans la cause.

La deuxième décision complète le système précédent en admettant que s'il n'y est pas obligé, le Tribunal peut toujours d'office se déclarer irrégulièrement saisi. Lorsqu'il le fait soit spontanément, soit sur conclusions du Ministère Public ou des parties, les pouvoirs du Tribunal correctionnel saisi à nouveau se trouvent épuisés par la première décision qu'il a rendue et par l'annulation prononcée par la Cour. Il est nécessaire alors de recourir à la procédure du règlement de juge. La Cour suprême ne peut, bien entendu, que constater la violation de l'article 215 et renvoyer la connaissance du procès pénal à la juridiction du deuxième degré qui s'est irrégulièrement dessaisie. (Arrêt du 18 octobre 1839, précité).

Sous ces deux réserves on peut bien avancer que l'obligation de l'évocation est sanctionnée très rigoureusement. L'arrêt du 9 janvier 1909 (B. C. n° 13) est particulièrement intéressant à ce point de vue. Un nommé Pouzol avait été poursuivi devant le Tribunal correctionnel pour abus de confiance. Mais le Tribunal d'Argentan saisi se déclara incompétent au motif que les faits retenus constituaient un abus de confiance qualifié. Le prévenu et le Ministère Public interjetèrent appel de cette décision et la Cour de Caen infirma le jugement d'incompétence en jugeant que les détournements reprochés au prévenu n'avaient point été commis en sa qualité de percepteur.

Puis elle renvoya la cause pour être statué au fond devant le Tribunal de Caen. La partie civile, dame Delaunay, forma seule un pourvoi en Cassation. Elle proposa notamment un moyen tiré de la violation de l'article 215. La Cour y fit droit, « attendu, en ce qui concerne la recevabilité de ce moyen, que, si la Cour de Cassation est seulement saisie par le pourvoi de la partie civile, l'action publique n'étant pas éteinte, le moyen proposé, qui touche à l'ordre des juridictions, peut être soulevé d'office.

Et vu ledit article 215 C. I. C.....
casse et annule l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Caen le 6 août 1908, et pour être statué à nouveau sur l'appel du prévenu Pouzol et du Ministère Public, formé contre le jugement du Tribunal correctionnel d'Argentan, renvoie la cause et les parties devant la Cour d'appel de Rouen à ces fins désignée par délibération spéciale prise en la Chambre du Conseil ».

SECTION III

L'EVOCATION CORRECTIONNELLE N'EST PAS SOUMISE AUX
CONDITIONS DE FORME PRESCRITES PAR L'ARTICLE 473
DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

Le Principe

L'article 473 C. P. C. fait au juge d'appel une obligation stricte de statuer sur l'incident et sur le fond par un seul et même jugement. Aussi lorsque l'affaire n'est pas en état d'être jugée définitivement, le renvoi de la cause entière devant le Tribunal de première instance est de rigueur. Cette disposition ne

pouvait qu'être rejetée par la Cour suprême en notre matière dès l'instant qu'elle imposait à la Cour l'obligation stricte d'évoquer.

D'ailleurs l'article 215 n'a pas reproduit cette disposition. Dès 1816 (Cass. 8 novembre 1816, affaire Beauvillers c/ M. P..., voir R. Dalloz, V^o degrés de juridiction, n^o 681) elle posait en principe « que la disposition de l'article 473 ne peut être étendue aux matières correctionnelles à l'égard desquelles le mode de procéder a été réglé par des lois particulières ». La Cour peut fort bien, en conséquence, renvoyer à une autre audience pour prononcer sur le fond. (Cass. 5 juillet 1828, B. C. n^o 204). En un mot, les règles de la procédure civile sont ici sans application. (Cass. 6 février 1841, B. C. n^o 40).

Le Juge d'appel commet donc une violation manifeste de l'article 215 lorsqu'il renvoie les parties devant le Tribunal correctionnel, sous le prétexte que la cause n'est pas en état et sa décision encourt la cassation. (Cass. 6 juin 1846, B. C. n^o 140, et 9 janvier 1909, B. C. n^o 13).

Il est tenu en pareil cas, non pas de se dessaisir, mais de surseoir jusqu'au moment où il sera en mesure de prononcer sur le fond.

§ 2. — *Ses conséquences pratiques*

Le Tribunal d'appel a bien entendu toujours la faculté de statuer par un seul et même arrêt sur l'incident et sur le fond. Il jouit d'un pouvoir souverain d'appréciation.

Lorsque la Cour annule le mandat de dépôt dé-

cerné par le Procureur de la République contre un prévenu relégable, au mépris de l'article 11 de la loi du 27 mai 1885, elle aura intérêt à statuer immédiatement sur le fond. L'arrêt de condamnation constitue en effet un titre de détention et la mise en liberté du prévenu que la Cour devait prononcer en cas de renvoi à une audience ultérieure est ainsi évitée.

Un arrêt fort important (Cass. 28 mars 1840, B. C. n° 97) précise ainsi ses pouvoirs : « Attendu qu'en vertu de l'article 215 C. I. C. l'effet de l'appel en matière correctionnelle est de saisir le Tribunal supérieur de la connaissance de l'affaire et quant à la forme et quant au fond ; que ce Tribunal reste nécessairement saisi tant qu'il n'a pas fait droit sur le fond, ou qu'il ne s'en est pas dessaisi par une disposition expresse ; que le dessaisissement ne peut résulter de cela seul qu'en statuant sur la forme il n'a pas statué sur le fond, puisqu'aucune disposition du Code d'Instruction criminelle n'exige cette simultanéité de décision ».

La Cour en déduit dans l'espèce précédente « que le Tribunal d'Albi en annulant, par son jugement du 6 décembre, celui du Tribunal correctionnel de Castres comme rendu par défaut sur une citation donnée par défaut à un délai trop court, ne s'est point dessaisi de la connaissance du fond qui lui était régulièrement dévolue par l'appel ; que c'est donc avec raison que le Procureur du Roi avait appelé les prévenus devant lui pour voir procéder au jugement de la prévention résultant de la citation introductive

d'instance à eux donnée à la requête du Procureur du Roi de Castres ; qu'en refusant d'y procéder le Tribunal d'Albi a formellement violé l'article 215 ci-dessus transcrit et commis un déni de justice ».

Deux arrêts (Bastia, 10 février 1892, D. P. 92-2-398, et Cass. 8 novembre 1907, B. C. n° 345) ne font que développer les conséquences de ce principe.

D'après le premier, le dessaisissement du Tribunal correctionnel de Bastia résultait suffisamment d'une décision antérieure de la Cour où celle-ci affirmait :

1° Qu'elle statuait à nouveau ;

2° Qu'elle sursoyait à statuer jusqu'à ce que les faits dénoncés eussent été déclarés faux et calomnieux par l'autorité compétente ; « qu'en effet cette disposition affirme d'une manière manifeste que la Cour a évoqué le fond ; qu'au surplus, si elle n'avait pas voulu prononcer cette évocation, elle se serait bornée purement et simplement à déclarer qu'elle renvoyait les parties devant les premiers juges, ce qu'elle s'est bien gardée de faire ».

L'arrêt du 8 novembre 1907 admet que l'évocation résulte suffisamment d'un arrêt contradictoire rejetant une exception de prescription.

La Cour peut donc, sans inconvénient, ne reconnaître qu'une année après sa propre compétence et l'indiquer seulement alors un jour pour les débats au fond. Les tribunaux supérieurs voient ainsi leur tâche facilitée. Ils disposent de tout le temps désirable pour instruire les affaires qui leur sont soumises. Dans les deux espèces que nous venons de rapporter, le délai qui sépare le jugement d'infirma-

tion du jugement sur le fond est d'une année entière.

Nous devons indiquer toutefois qu'un arrêt du 29 juillet 1905 (B. C. n° 381) ne reflète que très imparfaitement cette doctrine. La Cour suprême paraît s'être contredite. Nous ne pouvons résister d'autre part à la tentation de faire connaître en détail les circonstances de la cause qui lui avait été soumise ce jour-là.

Elles sont de nature à dérouter toutes les prévisions humaines.

Un nommé Jabouille avait été condamné par défaut le 11 décembre 1903 à la peine de huit mois d'emprisonnement. Sur opposition du prévenu, le Tribunal correctionnel de Bergerac réduisit par un jugement contradictoire la peine à trois mois d'emprisonnement. Le Ministère Public ne manqua pas d'interjeter appel à minima.

La Cour de Bordeaux, constatant alors que le prévenu, qui s'était réfugié en Espagne, avait été reconduit à la frontière en vertu d'un arrêté d'expulsion et livré le 8 janvier 1904 à l'autorité française par la gendarmerie espagnole, sans qu'un acte d'extradition fut intervenu, ordonna par arrêt du 3 février de la même année, à raison de l'irrégularité de son arrestation, sa mise en liberté, et annula tant le jugement rendu contre lui le 22 janvier 1904 sur son opposition que tous les actes de la procédure accomplie depuis le 8 janvier 1904.

Elle lui impartit en même temps un délai de quinze jours pour sortir du territoire français ou prendre

telles mesures qu'il jugerait utiles à ses intérêts. Par un autre arrêt rendu par défaut le 17 juin 1904, la Cour d'appel évoqua le fond et condamna Jabouille à huit mois d'emprisonnement et à la rélégalion. Mais celui-ci, qui s'était entre temps réfugié au Portugal, forma bien entendu opposition à cette dernière décision. Et alors, contre toute attente, la Cour déclara n'y avoir lieu à évoquer et à statuer au fond, se déclara incompétente et renvoya le Ministère Public à se pourvoir ainsi qu'il avisera pour la raison que « l'application de l'article 215 C. I. C. suppose que le jugement ou tous les jugements de condamnations frappant le prévenu ont été annulés, que dans l'espèce l'opposition au jugement par défaut du 11 décembre 1903 est comprise dans les actes de la procédure dont l'annulation a été prononcée, et que ce dernier jugement, n'ayant été ni signifié ni acquiescé conservait sa force et pouvait être ramené à exécution ».

Le Procureur Général crut devoir former un pourvoi en Cassation. Il invoqua un unique moyen tiré de la violation de l'article 215.

La Cour suprême fit tout d'abord bonne justice de l'argumentation de la Cour de Bordeaux. Elle rappela le caractère impératif du droit d'évocation que dès lors « il importe peu qu'il s'agisse de statuer sur l'opposition à un jugement par défaut, lequel n'a pas été annulé, tandis que l'annulation du jugement rendu sur opposition a été prononcée, que, dans ce cas, l'évocation s'impose d'autant plus que le Tribunal a épuisé sa juridiction et le premier ressort ».

Mais elle admit ensuite : « que par l'arrêt contradictoire et passé en force de chose jugée du 3 février 1904, la Cour d'appel s'est bornée à prononcer l'annulation du jugement du 22 janvier 1904 et de toute la procédure suivie depuis le 8 janvier précédent, qu'elle a omis d'évoquer et s'est ainsi trouvée dessaisie de la connaissance de l'affaire ; que, même composée d'autres juges elle ne pouvait, sans excéder ses pouvoirs, se saisir à nouveau de la cause dans l'état où l'avait placé son arrêt précité, que, dès lors, c'est à bon droit que, par l'arrêt entrepris, la Cour modifiant, sur l'opposition du prévenu, son arrêt par défaut du 17 juin 1904, s'est refusée à évoquer, s'est déclarée incompétente et a renvoyé le Ministère Public à se pourvoir ainsi qu'il avisera ».

Par suite, la décision, bien qu'entachée d'erreur de droit, n'en demeurerait pas moins justifiée. Il était manifeste pourtant qu'aux termes de l'arrêt du 28 mars 1840, la Cour devait rester nécessairement saisie tant qu'elle n'avait pas statué sur le fond. Telle avait été d'ailleurs son intention puisqu'elle avait pris soin d'impartir à Jabouille un délai de quinze jours pour lui permettre de prendre toutes mesures utiles. Les savants magistrats composant ce jour-là la Chambre Criminelle devaient ignorer la teneur de la décision rendue soixante-cinq années auparavant par leur propre Cour. En tout cas il semble bien qu'il ne faille pas y voir le début d'un revirement de jurisprudence, l'arrêt du 8 novembre 1907 précité est en tous points conforme à l'arrêt de principe du 28 mars 1840.

§ 3. — *L'arrêt d'Evocation renvoyant à une audience ultérieure est susceptible d'un pourvoi immédiat en Cassation.*

La Cour suprême ne considère pas l'arrêt d'évocation comme un arrêt préparatoire qui n'est susceptible, aux termes de l'article 416 C. I. C., d'un pourvoi en Cassation qu'après l'arrêt ou jugement définitif. Il renferme d'après elle « non seulement une décision sur un incident de procédure mais encore une sentence définitive d'attribution, en ce qu'elle prive le prévenu du double degré de juridiction sur le fond », ou encore « en un seul contexte deux décisions définitives et indivisibles, que celle qui ordonne l'évocation a enlevé au prévenu le bénéfice du double degré de juridiction en ce qui concerne le fond, qu'un pareil arrêt ne saurait être considéré comme purement préparatoire et d'instruction parce qu'il renferme non seulement une décision sur un incident de procédure, mais encore une sentence définitive d'attribution qui intéresse essentiellement l'ordre des juridictions et les droits de la défense ». (Cass. 7 juillet 1900, B. C. n° 242 ; Cass. 12 février 1927, B. C. n° 54 ; Cass. 10 juin 1899, B. C. n° 154).

CHAPITRE II

Les Pouvoirs de la Cour qui évoque

SECTION I

L'EVOCATION CORRECTIONNELLE N'EST QU'UNE FORME DE L'APPEL

Elle diffère essentiellement de l'opposition

La Cour qui fait application des dispositions impératives de l'article 215 agit en temps que juridiction du deuxième degré. Elle est saisie nécessairement de l'appel d'une décision de première instance. Ses pouvoirs sont par suite, en principe, ceux du juge supérieur. Sans doute lorsqu'il s'agit de l'appel de simple jugement avant dire droit il est dérogé à la maxime *quantum devolutum tantum appellatum* et à la règle du double degré de juridiction. Mais il n'en est pas moins vrai que même en pareil cas la Cour statue comme juge d'appel.

C'est pourquoi l'évocation diffère profondément de l'opposition. Cette dernière, qui se rencontre à tous les degrés de la hiérarchie judiciaire, tend simplement à faire rapporter par le Tribunal qui l'a rendue une décision par défaut quelle qu'elle soit et ce à l'unique effet de faire respecter les droits des intéressés en évitant une condamnation prononcée à leur insu. D'ailleurs lorsqu'on se trouve en présence du jugement sur le fond aucune difficulté n'est à envisager. Un arrêt de la Cour suprême du 18 novembre 1854, B. C. n° 319, a statué dans une espèce qu'il n'est pas sans intérêt de relater. Un nommé Savary avait été condamné par défaut, par arrêt de la Cour de Paris, à une peine d'emprisonnement. Il fit opposition mais ne comparut pas à l'audience. Celle-ci devait être, aux termes de l'article 210 C. I. C., réputée non avenue. Mais la Cour crut néanmoins devoir évoquer et se livrer à un nouvel examen du fond. D'où pourvoi en Cassation du prévenu pour excès de pouvoir, violation de l'article 208 et fausse application de l'article 215. Il obtint gain de cause aux motifs que « dès l'instant qu'il n'avait pas comparu le premier arrêt conservait toute sa force et devenait définitif, que l'arrêt prenant nécessairement ce caractère par cela seul que l'opposition n'était pas soutenue, il n'était pas au pouvoir de la Cour d'y porter aucune atteinte ; que l'évocation qui avait pour objet un nouvel examen du fond n'était pas autorisé par la loi ».

Les motifs de cette décision sont évidemment à l'abri de toute critique. Il était manifeste que seul

un pourvoi en Cassation était susceptible d'être envisagé par la partie intéressée. On peut même aller plus loin que la Cour suprême et se demander si l'évocation aurait eu une raison d'être au cas de présentation du prévenu. Il ne faut pas perdre de vue l'effet extinctif de l'opposition. L'arrêt au fond rendu par défaut étant nécessairement réputé inexistant lorsque le prévenu se présente, il est tout à fait inutile de l'annuler pour vice de forme.

Lorsqu'il s'agit par contre de simples arrêts par défaut sur incident les deux notions d'évocation et d'opposition peuvent réfléchir l'une sur l'autre. Nous avons exposé précédemment que la Cour réformant un simple jugement avant dire droit est dans l'obligation d'évoquer le fond de la prévention. Seulement il peut arriver que le Juge d'appel confirme tout d'abord le jugement du Tribunal et sur opposition se déjuge. Peut-il légalement évoquer en ce cas ? Bien que la difficulté n'ait pas été soumise à nos juridictions, nous n'hésitons pas à répondre affirmativement. En effet, l'arrêt par défaut est réputé inexistant et la Cour juge par une décision contradictoire la cause et les parties dans le même état qu'avant l'arrêt par défaut ; or il n'est pas douteux qu'à ce moment-là elle doit obligatoirement évoquer.

Sous cette unique réserve nous pouvons donc affirmer que les règles de l'opposition et de l'évocation ne sont pas appelées à se rencontrer devant la juridiction du deuxième degré.

SECTION II

EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DE L'APPEL

Le premier point qui doit retenir l'attention de la Cour est l'examen de la recevabilité de l'appel. Car, ainsi que le fait très justement observer un très vieil arrêt rendu sous l'empire du Code de brumaire an IV, « la loi a réglé les formes et les délais dans lesquels on peut se pourvoir devant les Cours supérieures contre les jugements rendus en première instance ; que, lorsqu'il n'y a pas eu d'appel, elles n'ont point de juridiction à exercer et ne peuvent détruire l'effet desdits jugements qui alors ont acquis l'autorité de la chose jugée ; qu'il en est de même lorsqu'elles ont déclaré un appel non recevable, et que là cesse leurs pouvoirs relativement au fond de l'affaire ». (Cass. 12 pluviôse an XIII, S. 1804-1805-2-174).

Donc il n'est pas douteux que la Cour doit tout d'abord rechercher si, en fait, il y a eu appel et, dans l'affirmative, si les formes et les délais pour se pourvoir, prévus par le Code d'Instruction criminelle, ont été respectés.

Lorsqu'il en a bien été ainsi, l'examen du juge doit porter également sur la recevabilité de l'appel proprement dit. On sait en effet que la jurisprudence a toujours décidé qu'à défaut de dispositions spéciales du Code d'Instruction criminelle, l'article 451 du Code de Procédure civile, édictant que l'appel d'un simple jugement préparatoire ne peut être interjeté

qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce jugement, doit s'appliquer en matière correctionnelle. Comme la doctrine (voir notamment note de M. Glasser sous arrêt de Cass. du 17 mai 1893, D. P. 1894-1-121) admet qu'il s'agit bien d'une disposition d'ordre public en matière civile (en ce sens, Rouen, 12 mai 1870, D. P. 1871-5-23 et Dijon 17 juillet 1906, D. P. 1907-2-70), contrairement à la jurisprudence de la Cour suprême (Req. 3 avril 1854, D. P. 1854-1-244 et Req. 14 avril 1913, D. P. 1915-1-8), il est logique d'en déduire que la juridiction supérieure saisie de l'appel d'une décision de cette nature doit a fortiori déclarer l'appel irrecevable en matière pénale et en aucun cas statuer au fond par voie d'évocation. Un seul arrêt (Cass. 12 août 1904, B. C. n° 393) semble avoir envisagé une partie du problème et la solution qu'il donne n'est pas à l'abri de toute critique. Il paraît être intervenu dans les circonstances suivantes : le tribunal correctionnel avait rejeté le moyen tiré de l'irrégularité de la procédure et sursis par une deuxième décision au jugement sur le fond. La Cour, saisie de l'appel des deux jugements, confirma le premier dans toutes ses dispositions, mais infirma le second aux motifs qu'il s'agissait d'un simple préparatoire. Il évoqua ensuite pour la raison bien connue « que hors les cas d'incompétence, le droit d'évocation appartient à la juridiction d'appel qu'il en est ainsi, soit que le premier juge ait prononcé au fond, soit qu'il ait statué sur de simples incidents et par avant dire droit. Sans doute la Cour était compétente *ratione materiae, personae et loci*,

mais il était tout aussi certain qu'il y avait eu un appel irrecevable en ce qui concerne le premier jugement. Sans doute l'infirmité et l'évocation au fond n'étaient intervenues que relativement au second jugement de sursis, mais il était évident que celui-ci se référerait assez étroitement au premier jugement qui lui était irrecevable. Il semble bien, en tout cas, que la Cour n'aurait pas dû examiner au fond l'appel du jugement d'irrecevabilité et déclarer notamment régulière la procédure dès l'instant qu'elle ne pouvait connaître d'un moyen de cette nature qu'après le jugement au fond. L'évocation aurait-elle joué si le premier jugement avait été réformé ? La Cour ne s'est pas prononcée sur cette difficulté, mais à notre avis la négative s'impose, l'irrecevabilité de l'appel formant un obstacle absolu à l'évocation.

SECTION III

DÉTERMINATION DE L'EFFET DÉVOLUTIF DE L'APPEL

§ 1. — *Le Principe*

Lorsque la Cour a vérifié la recevabilité de l'appel et reconnu sa propre compétence au fond elle doit alors déterminer avec précision l'effet dévolutif de l'appel.

Les deux principes suivants doivent être observés strictement : l'évocation ne saurait attribuer à la juridiction du deuxième degré la connaissance de faits :

1° Qui n'ont pas été portés devant le premier juge ;

2° Qui ne lui ont pas été déférés.

Examinons successivement les diverses hypothèses qui peuvent se présenter dans la pratique.

§ 2. — *Son application*

1° *Cas où le premier juge a statué au fond*

Il faut distinguer ici, d'une part, l'appel du prévenu et du Ministère Public, d'autre part, l'appel de la partie civile ou de la partie civilement responsable seulement. Nous avons déjà vu que le juge d'appel ne peut statuer à nouveau sur l'action publique qu'autant qu'il y a eu appel régulier du Ministère Public ou du prévenu. En effet, l'article 202 C. I. C. limite expressément l'appel de la partie civile ou de la partie civilement responsable à leurs intérêts civils seulement. Enfin il n'est pas douteux que lorsqu'il y a appel de toutes les parties en cause la Cour doit statuer tant sur l'action publique que sur l'action civile ou l'action en responsabilité civile.

La détermination de l'effet dévolutif de l'appel ne souffre en général guère de difficultés. Le juge du deuxième degré est appelé à connaître des faits mêmes qui ont été déférés au tribunal correctionnel. Il peut arriver cependant que la Cour relève à son tour que le premier juge a statué sur des chefs de prévention qui ne lui ont pas été soumis ; dans ce cas elle doit bien se garder de les juger. C'est la solution que la Cour suprême admet lorsqu'il n'y a pas

eu de citation originaire désignant le juge compétent. La Cour ne peut que reconnaître que le Tribunal n'a pas été saisi de la prévention.

La Cour d'Amiens (arrêt du 25 juin 1885, *Rec. d'Amiens*, p. 168) a décidé ainsi qu'il n'y avait pas lieu de retenir dans une poursuite, conformément à la loi du 20 mai 1863, un fait reconnu à l'audience resté inconnu jusque-là et sur lequel le prévenu n'avait pas été interpellé, dans son interrogatoire au Parquet, car dans de pareilles conditions celui-ci n'a pas été déféré régulièrement au premier juge.

2° Cas où le premier juge n'a pas statué au fond

Lorsqu'il y a appel d'un simple avant dire droit par le prévenu, le Ministère Public, la partie civile ou la partie civilement responsable seulement, les pouvoirs de la Cour se trouvent considérablement augmentés. Elle est tenue alors de remplir directement le rôle des premiers juges et elle est appelée à statuer définitivement sans renvoi tant sur l'action publique que sur l'action civile.

Deux arrêts de la Cour de Rennes (15 novembre 1879, S. 81-2-173 ; Rennes, 28 juin 1882, D. P. 84-2-16) statuant sur l'appel de parties civiles seulement déclarent expressément « que la Cour se trouve substituée au premier juge, de telle sorte que l'évocation a pour conséquence de mettre en sa présence les droits de toutes les parties, lesquelles peuvent prendre toutes les conclusions et réquisitions qu'elles jugent convenables, comme si l'affaire se présentait pour la première fois devant le Tribunal correctionnel ».

Bien qu'aucun arrêt ne le dise expressément, il semble logique d'admettre une solution semblable en cas d'appel du prévenu ou du Ministère Public. Il n'est pas douteux que la Cour a seule qualité pour statuer sur l'action civile ou sur l'action en responsabilité civile.

Il ne faut pas croire cependant que la règle *quantum devolutum tantum appellatum* est complètement écartée. Sans doute le juge d'appel voit ses pouvoirs considérablement amplifiés, mais il faut cependant que la connaissance du fond non tranchée par les premiers juges lui ait été déférée virtuellement par l'acte d'appel.

Il a été décidé en ce sens « que lorsque sur une action correctionnelle ayant pour objet deux délits distincts, l'un relatif aux contrefacteurs de marques d'instruments de fabrique, l'autre aux distributeurs d'instruments marqués en contrefaçon, il a été rendu deux jugements, l'un qui statue sur une question préjudicielle, l'autre qui ordonne le renvoi à une autre audience sur le second délit, la Cour s'il n'y a appel que du premier de ces deux jugements ne peut évoquer l'affaire à l'égard du second ». (Cass. 24 septembre 1830, B. C. n° 223).

Une exception toutefois doit être admise au cas d'indivisibilité des deux actions distinctes. La Cour de Rouen (arrêt du 26 juillet 1929, D. H., n° 85, du 21 novembre 1929) l'a reconnu, dans les circonstances suivantes : les nommé Leroy et Pestolozzi avaient été cités directement par le Ministère Public, le premier pour y répondre du délit de blessures par impru-

dence sur la personne des époux Foucard, le second en sa qualité de civilement responsable. Mais de leur côté les prévenus, qui prétendaient avoir été blessés dans l'accident, avaient traduit également devant la même juridiction Foucard à l'effet d'obtenir réparation du préjudice soi-disant causé. Le Tribunal Départemental de l'Eure, après avoir mentionné les deux actions dont il était saisi, sursit à statuer sur celle du Ministère Public contre les prévenus et déclara irrecevable celle que ces derniers avaient engagée contre Foucard. La Cour de Rouen, saisie à son tour par l'appel des prévenus du jugement d'irrecevabilité, estima au contraire que « Leroy et Pestolozzi avaient agi dans la plénitude de leurs droits et qu'il importait peu dès lors que les faits par eux invoqués fussent indivisibles de ceux qui leur étaient reprochés ». Elle évoqua le fond du procès et statua par une seule et même décision sur les deux actions aux motifs que le jugement avait envisagé non seulement l'action de Leroy et Pestolozzi contre Foucard, mais également celle du Ministère Public contre les prévenus et qu'il existait dans ces conditions une indivisibilité certaine entre les faits sur lesquels étaient fondées lesdites actions ».

SECTION IV

POUVOIRS D'INSTRUCTION DE LA COUR

§ 1. — *Le Principe*

La Cour d'appel, tout comme le Tribunal correctionnel, est toujours libre d'ordonner la mesure d'ins-

truction qui lui paraît s'imposer. Elle peut, bien entendu, ordonner un supplément d'information, mais à la condition que celle-ci soit confiée à un des magistrats ayant concouru au jugement. (Cass. 11 fév. 1915, B. C. n° 30).

La Cour de Cassation reconnaît en outre au juge d'appel le droit de décider souverainement s'il y a lieu d'annuler toute la procédure qui a suivi l'acte illégal. Il en résulte que ce dernier est libre lorsqu'il annule un jugement sur le fond de maintenir la procédure antérieure et inversement lorsqu'il réforme un simple jugement sur incident de considérer comme valables les actes qui ont suivi, notamment la décision sur le fond. Deux arrêts de Cassation (20 nov. 1847, B. C. n° 281 ; 25 sept. 1891, B. C. n° 191) posent en thèse de droit « que les articles 408 et 415 C. I. C. qui règlent les effets de la Cassation en matière criminelle et de police correctionnelle ne s'appliquent pas à l'instance d'appel ; que leurs dispositions ne sont reproduites par aucun des articles placés au chapitre des matières correctionnelles, que notamment les articles 202 et suivants ne renferment aucune prescription analogue, d'où il suit que les juges d'appel de police correctionnelle restent maîtres d'apprécier si l'acte illégal a réagi sur le surplus de la procédure, et de ne prononcer l'annulation du tout que suivant l'exigence du cas ».

Mais le principe posé par la Cour suprême doit être soigneusement écarté toutes les fois que le législateur a prévu formellement que la nullité devait s'attacher non seulement à l'acte entaché d'irrégula-

rité, mais encore à toute la procédure ultérieure. C'est notamment ce qui arrive lorsque le juge d'instruction enfreint les dispositions des articles 1^{er}, 3, par. 2, 9, par. 2, et 10 de la loi du 8 décembre 1897. Il est pareillement admis que la Cour, saisie de l'appel d'un jugement ayant prononcé la peine de la rélégalion au mépris des dispositions de l'article 11 de la loi du 27 mai 1885 doit annuler non seulement le jugement, mais encore toute la procédure antérieure, c'est-à-dire la citation, si en fait il y en a eu une, l'interrogatoire du prévenu par le Procureur de la République, et même selon la jurisprudence dominante le mandat de dépôt décerné par ce dernier.

§ 2. — *Décisions de Jurisprudence*

C'est à bon droit que la Cour :

1^o Réformant le jugement ayant admis à tort la lecture de la déposition d'un témoin, empêché par maladie de comparaître à l'audience, refuse d'annuler tout ce qui a suivi ce jugement, c'est-à-dire l'audition des témoins, les débats et le jugement définitif de condamnation. (Cass. 20 nov. 1847 précité).

2^o Annulant un jugement incident pour défaut de publicité, refuse d'annuler la procédure qui a suivi. (Cass. 25 sept. 1891, précité).

3^o Annulant le jugement de condamnation ayant admis à tort que le prévenu avait commis le délit de tromperie sur la quantité de la marchandise vendue alors qu'en réalité les faits retenus constituaient le délit de fournitures frauduleuses à l'armée de terre tombant sous le coup de l'article 433 du Code pénal,

refuse d'annuler l'information ouverte de ce chef malgré l'absence de toute dénonciation préalable du Ministre de la Guerre. (Cass. 2 fév. 1894, B. C. n° 34).

L'arrêt fait observer à juste titre que « l'instruction a été requise et faite par des magistrats compétents et l'annulation du jugement qui a été rendu avant le dépôt de la plainte du Ministre de la Guerre n'a pas eu pour effet de nécessiter une nouvelle information. Cette instruction a été légalement faite, le délit primitivement relevé contre les prévenus étant celui de tromperie sur la quantité de la chose vendue.

Mais il ne faut pas tomber dans une exagération manifeste. Ainsi il est évident qu'au cas où le premier juge a puisé ses éléments de conviction dans les débats sans préciser davantage, il n'appartient pas à la Cour, saisie de conclusions du prévenu tendant à la nullité du jugement, de refuser d'y faire droit sous prétexte que le juge du premier degré n'a retenu que l'unique témoignage de la deuxième enquête reconnue seule valable. En statuant ainsi elle fait une appréciation arbitraire de la part d'influence qu'avait pu avoir sur lui chacune des enquêtes. (Cass. 18 janvier 1918, B. C. n° 11).

SECTION V

LE JUGEMENT AU FOND APRÈS EVOCATION

§ 1. — *L'Instruction à l'audience*

Lorsque la Cour s'estime suffisamment éclairée soit par l'instruction faite en première instance, soit

encore par celle qu'elle a toujours le droit d'ordonner si elle s'estime insuffisamment éclairée, elle doit statuer au fond. Nous rappelons ici qu'en principe elle n'est pas obligée d'entendre à nouveau les témoins de première instance. D'autre part il a été jugé qu'elle peut rejeter les conclusions de la défense tendant à l'audition de témoins dès l'instant « qu'aucune disposition légale n'impose à la Cour d'appel qui statue par voie d'évocation l'obligation d'entendre des témoins qui seraient produits par la défense, non plus que ceux qui auraient déjà été entendus par le Tribunal correctionnel ; qu'en décidant qu'elle était pleinement édifiée, elle use d'un pouvoir souverain d'appréciation et ne commet aucune violation de la loi. (Cass. 7 janvier 1911, B. C. n° 12).

Mais, ainsi que nous l'avons vu, il peut arriver que l'instruction des débats de première instance soit annulée. Il ne lui reste plus dès lors, en dehors de la procédure écrite, aucun élément de preuves sur lequel elle puisse baser sa décision. Elle se trouve, par suite, au point de vue de la preuve, dans les conditions mêmes où était placé le Tribunal correctionnel lorsque l'affaire est venue pour la première fois devant lui. Il est donc nécessaire que les témoins utiles soient appelés à déposer devant elle, sinon l'arrêt manquerait de base légale. Enfin lorsque la Cour, statuant sur un simple avant dire droit, évoque le fond, elle est bien obligée d'entendre les témoins utiles, puisqu'elle remplit directement le rôle des premiers juges.

Il a été jugé que les prévenus sont mis en demeure

de se défendre dès le prononcé du jugement d'évocation, « attendu que l'évocation a été prononcée dès le 18 juillet 1905 par un arrêt contradictoire que rappelle l'arrêt attaqué qui rejetait une exception de prescription, que, dès ce moment, les prévenus étaient dûment appelés à se défendre au fond, que, d'autre part, l'arrêt du 11 juillet 1906, par lequel la Cour d'appel, en se déclarant compétente, a indiqué un jour pour les débats au fond, constate les représentations des parties, il leur appartenait en conséquence de conclure au fond comme l'a fait la partie poursuivante ». (Cass. 8 nov. 1907, B. C. n° 445).

§ 2. — *Le Jugement proprement dit*

1° *Principes*

Deux idées doivent être ici mises en valeur : le juge d'appel choisit librement ses éléments de conviction.

Il prononce la peine qui lui semble appropriée.

Le premier principe ne fait aucun doute, le second au contraire comporte quelques restrictions.

2° *La Jurisprudence*

a) *Le principe de l'intime conviction*

Lorsque le juge d'appel a déterminé suivant les distinctions que nous avons rappelées précédemment les éléments d'appréciation, il reste bien entendu libre de retenir certains d'entre eux et d'écarter les

autres. La loi ne détermine pas à l'avance la valeur de telle ou telle preuve, le juge ayant à cet égard sa pleine liberté d'appréciation.

Ainsi la Cour qui fait application des dispositions de l'article 215 peut sans inconvénient, après avoir annulé certaines dépositions non revêtues des formes prescrites, baser son arrêt sur des autres dépositions reconnues valables (Cass. 20 nov. 1812, R. P. D., V^o appel en matière criminelle, n^o 348). Il peut pareillement écarter certains éléments de preuves produits à l'audience et faire prédominer sur des déclarations qu'il a jugées suspectes les déclarations consignées dans l'instruction écrite. (Cass. 24 juin 1911, B. C. n^o 330).

b) Le principe de la liberté dans la prononciation de la peine

Les Cours d'appel ont bien entendu le droit de modifier les décisions des tribunaux de première instance, c'est une de leurs raisons d'être. Elles sont par conséquent libres de prononcer en toute indépendance la pénalité qui leur paraît justifiée. Mais ici on doit souligner une nouvelle fois que le juge qui évoque n'a en principe que les pouvoirs accordés à tout juge d'appel. Agissant en tant que juridiction du deuxième degré, il doit par suite respecter les dispositions impératives de l'avis du Conseil d'Etat du 12 novembre 1806 interdisant d'aggraver sur son seul appel la situation du prévenu. La Cour suprême a été obligée, à plusieurs reprises, de

rappeler aux Cours d'appel l'observation de ce texte. Le plus ancien arrêt statuant en matière d'évocation (Cass. 31 déc. 1863, B. C. n° 314) en a déduit une conséquence logique quoique surprenant au premier abord : le juge d'appel ne peut évoquer torsque le Tribunal correctionnel a omis de statuer sur un des chefs de prévention, car « s'il s'en saisissait, il aurait le droit de statuer aussi bien par voie de condamnation que d'acquiescement, de telle sorte qu'il ferait ressortir de l'appel seul des prévenus la faculté d'aggraver d'une manière notable leur position ». Dans le pourvoi, les prévenus avaient pourtant formellement conclu à une violation de l'article 215, mais la Cour rejeta leurs prétentions aux motifs « que le juge d'appel aurait ainsi excédé arbitrairement l'effet dévolutif de l'appel porté devant lui, violé les droits sagement entendus de la défense et donné au prétendu contrat judiciaire, dont excipent les demandeurs, une portée impossible à admettre en matière criminelle, où les règles touchant à la compétence et aux attributions des juridictions sont d'ordre public ».

Depuis lors il a été reconnu que la Cour ne saurait en évoquant :

1° Réduire une première amende prononcée par le premier juge et en même temps élever le montant de la seconde amende. (Cass. 9 mai 1901, B. C. n° 149).

2° Élever à un an et un jour une condamnation à une année d'emprisonnement. (Cass. 8 janvier 1909, B. C. n° 10).

3° Prononcer une peine d'emprisonnement contre un prévenu qui n'a été condamné en première instance qu'à une amende, lorsque, saisie à la fois par l'appel du prévenu et par celui du Procureur Général, elle déclare nul l'appel de celui-ci. (Cass. 24 déc. 1925, B. C. n° 363).

Mais par contre la Cour saisie par un appel à minima peut fort bien, après avoir annulé un jugement rendu sur opposition pour inobservation des délais prescrits par l'article 187 C. I. C., prononcer une peine plus sévère, car « l'appel interjeté par le Ministère Public du jugement correctionnel rendu sur opposition a eu pour conséquence de saisir la juridiction supérieure de la prévention tout entière, que l'annulation de ce jugement n'a point fait disparaître l'effet dévolutif dudit appel, que par suite de cet appel, la Cour s'est trouvée investie du droit d'appliquer la peine qu'elle a jugée en rapport avec la gravité du délit, qu'elle a pu dès lors légalement condamner le prévenu à une peine plus forte que celle qui avait été prononcée par les premiers juges. (Cass. 4 déc. 1909, B. C. n° 577).

L'application la plus usuelle de l'avis du Conseil d'Etat du 12 novembre 1806 se rencontre en matière de relégation. Nous renvoyons à ce sujet le lecteur à une note fort circonstanciée de M. Nast, sous l'arrêt de Cassation du 25 octobre 1912, D. P. 14-1-145.

Lorsque le jugement du tribunal correctionnel est annulé pour violation des dispositions impératives de l'article 11 de la loi du 27 mai 1885, deux situations bien différentes doivent être envisagées :

a) *Le tribunal a prononcé la relégation :*

La Cour doit la prononcer à nouveau si elle maintient la peine principale prononcée par les premiers juges. N'oublions pas que la relégation est obligatoire lorsque les conditions d'application prescrites par la loi sont réunies. Peu importe alors que la Cour soit saisie par l'appel du Ministère Public ou du prévenu seulement.

b) *Le Tribunal n'a pas prononcé la relégation :*

La Cour, saisie par l'appel du Ministère Public, pourra également, en élevant la peine principale édictée par les premiers juges, condamner le prévenu à la relégation. Mais si celui-ci interjette seul appel, la Cour, qui ne saurait aggraver sa situation, ne peut la prononcer quand le Tribunal a oublié de le faire on a édicté une peine d'emprisonnement dont le taux est insuffisant pour la faire encourir.

Il est hors de discussion enfin que toutes les fois que le Tribunal correctionnel n'a pas statué au fond, la règle n'est pas appelée à jouer, « qu'en effet cette règle, applicable aux cas où le prévenu a été condamné en première instance, ne l'est pas à celui où le fond du procès est demeuré intact devant les premiers juges et se trouve attiré tout entier devant la Cour impériale par effet de l'évocation ». (Cass. 23 nov. 1865, B. C. n° 205).

QUATRIÈME PARTIE

L'article 215 C. I. C. ne régit que l'évocation en matière correctionnelle

La doctrine et la jurisprudence enseignent d'un commun accord que l'article 215 est spécial aux matières correctionnelles.

Nous étudierons successivement en deux chapitres les difficultés qui se sont élevées :

- 1° En cas d'appel des sentences disciplinaires ;
 - 2° En cas d'appel des contraventions de simple police.
-

CHAPITRE PREMIER

L'Article 215 ne s'applique pas à l'Appel des décisions relatives à des sanctions disciplinaires contre Avocats et Officiers Publics ou Ministériels

§ 1. — *Le Principe*

La jurisprudence est bien fixée en ce sens que l'article 473 du Code de Procédure civile est seule susceptible d'être pris en considération. Les arrêts s'expliquent longuement sur le caractère purement civil des sentences disciplinaires. Pour une fois nous les approuvons pleinement. Nous nous contenterons d'ailleurs de rapporter purement et simplement ici les motifs de certains d'entre eux. Le lecteur sera aisément convaincu à leur seule lecture.

§ 2. — *La Jurisprudence*

Arrêts bien rendus

L'arrêt de principe du 6 janvier 1835 (D. P. 1835-1-85) s'exprime ainsi : « Attendu que l'article 215 C. I. C. invoqué par le demandeur est étranger et n'a

pu être violé relativement à une instance telle que celle qui a été soumise à la Cour d'Amiens par l'appel du demandeur, instance relative à l'exercice d'une action disciplinaire dirigée contre un notaire par l'application de l'article 53 de la loi du 25 ventôse an II, action purement civile et non susceptible de l'application des dispositions du Code d'Instruction criminelle.

L'arrêt du 6 mai 1844 (S. 44-1-561) insiste davantage sur les caractères différents des deux actions disciplinaire et pénale, « considérant que l'action disciplinaire est essentiellement distincte de l'action correctionnelle, que celle-ci tient à l'exercice de la justice répressive, celle-là à l'exercice du pouvoir censorial, que cette différence se manifeste particulièrement dans la composition des tribunaux chargés d'y statuer, que la loi a voulu saisir de l'action disciplinaire les tribunaux civils et non les tribunaux correctionnels, parce que la poursuite en pareil cas a des caractères moins graves et des conséquences moins directes sur l'état et l'honneur des personnes ».

La Cour de Caen (arrêt du 6 déc. 1858, S. 59-2-242) est encore plus formelle : « Attendu que l'action disciplinaire est essentiellement distincte de l'action publique qui a pour objet et pour but la répression des délits et des crimes, que celle-ci tient à l'exercice de la justice répressive qui est confiée aux magistrats dans l'intérêt social, que celle-là dérive du droit de haute surveillance et de censure que la loi donne aux magistrats sur les officiers publics et ministériels, dans l'intérêt du corps auquel ils appartiennent et de

l'honneur de la profession qu'ils exercent ; que ces deux genres d'action si distinctes par les deux ordres d'idées desquelles elles dérivent, le sont encore par les règles particulières qui déterminent leur complète indépendance l'une de l'autre, par les compétences spéciales que le législateur a établies pour l'action disciplinaire et par les formes dont il l'a entourée dans la vue de ménager l'honneur des personnes, que l'on ne saurait dès lors invoquer les dispositions du Code d'Instruction criminelle pour régir la poursuite disciplinaire, sans confondre, au préjudice des fonctionnaires qui sont soumis à cette action, des situations que le législateur a voulu laisser distinctes ».

Les arrêts plus récents de Cours d'appel se bornent le plus souvent à affirmer qu'il est de jurisprudence constante que les affaires disciplinaires sont civiles et que les dispositions de l'article 473 du Code de Procédure civile sont dès lors applicables à la cause. (Voir notamment Lyon, 19 avril 1872, S. 73-2-230 ; Alger, 4 nov. 89, D. P. 91-2-142 ; Nancy, 15 mai 1929, S. 29-2-165).

Dès l'instant que ce dernier texte est seul applicable, le juge d'appel est obligé de le respecter ; par suite, pour évoquer le fond, il est nécessaire à la fois que la matière soit disposée à recevoir une solution définitive et qu'il soit statué tout à la fois par un seul et même jugement sur l'incident et sur le fond. Il appartient à la Cour d'apprécier souverainement si les conditions imposées par l'article 473 se trouvent réunies. La Cour de Nancy a estimé, dans l'espèce

ci-dessus, « qu'elle pouvait à bon droit, après avoir infirmé une décision rendue par le Conseil de discipline du barreau de Lyon sur un incident de compétence, user du droit d'évocation, la cause étant en état ».

Arrêts erronés

Nous n'avons rencontré que deux arrêts manifestement erronés. Le premier, fort ancien (Caen, 8 janv. 1830, D. P. 30-2-289) est d'une extrême indigence : « Considérant qu'aux termes de l'article 215, lorsqu'un jugement est annulé pour violation et omission non réparée de forme prescrite par la loi à peine de nullité, les Cours conservent le droit de statuer sur le fond, qu'il y a identité de raison pour que cet article de loi soit appliqué au cas actuel, et qu'aucun autre moyen ne serait préférable ».

Il s'agit d'une décision isolée qui, ainsi que nous l'avons vu plus haut, n'a même pas fait jurisprudence dans le ressort de la Cour de Caen.

L'arrêt de la Cour de Toulouse du 22 juillet 1885 (D. P. 86-2-275) fait preuve d'une certaine fantaisie. On relève que lorsqu'un Conseil de discipline de l'Ordre des Avocats se trouve dans l'impossibilité de se constituer à la suite de récusation dirigée contre ses membres, il y a lieu à évocation par analogie des dispositions des articles 473 C. P. C. et 215 C. I. C. Le commentateur anonyme du Dalloz fait bonne justice d'une pareille interprétation.

Les deux situations sont entièrement différentes et l'argument d'analogie manque de sérieux.

CHAPITRE II

L'Article 215 est également étranger à l'appel des sentences de Simple Police

§ 1. — *La Jurisprudence a toujours décidé que l'article 215 C. I. C. était étranger à l'appel des sentences de simple police.*

La Cour suprême a toujours décidé sans se déjuger une seule fois que l'article 215 du C. I. C. ne pouvait recevoir application.

Elle reconnaît explicitement que seules les dispositions du Code de Procédure civile doivent être retenues en l'espèce. Au début elle a jugé que l'article 473 C. P. C. ne pouvait autoriser le juge d'appel à évoquer qu'autant que la matière était susceptible de recevoir une solution définitive et qu'il était en mesure de statuer sur l'incident et sur le fond par une seule et même décision. Mais depuis 1853, tout en continuant à proclamer que le législateur a renvoyé implicitement audit article, elle admet que le juge d'appel est saisi valablement par le seul effet dévolutif de l'appel. Il est nécessaire de retracer brièvement cette évolution de la jurisprudence.

Première Etape

L'arrêt le plus ancien (Cass. 22 mars 1821, B. C. n° 39) se place nettement sur le terrain de l'évocation. Il pose d'abord en principe « que l'article 215 n'est relatif qu'aux appels émis en matière correctionnelle de jugements rendus par les tribunaux correctionnels, que d'ailleurs d'après l'article 174 C. I. C. les appels des jugements de police simple doivent être jugés dans la même forme que les appels de jugements de justice de paix ».

Il en déduit ensuite « que, si d'après l'article 473 C. P. C., lorsque les Cours et Tribunaux infirment pour vice de forme, ou pour tout autre cas des jugements définitifs, il faut, suivant le même article, qu'ils le fassent par un seul et même jugement ». En conséquence il casse le jugement du Tribunal correctionnel de Rouen qui avait prononcé d'abord l'annulation de la décision attaquée pour vice de forme et statué ultérieurement sur le fond, « que par la première décision il avait épuisé la juridiction et se trouvait dessaisi de la connaissance de la cause, qu'il ne pouvait sans excéder ses pouvoirs se ressaisir à nouveau de la même cause dans l'état où l'avait reçu son précédent jugement ».

Deuxième Etape

L'arrêt du 26 août 1853 (B. C. n° 433) est le point de départ du revirement de jurisprudence signalé précédemment. Sans doute la Cour suprême continue comme par le passé à soutenir « qu'en ordonnant

que les appels des jugements de police seraient suivis et jugés dans la même forme que les appels des sentences des juges de paix, l'article 174 établit une règle toute différente de celle que crée l'article 215 pour les appels en matière correctionnelle et qu'il prescrit implicitement le renvoi, suivant les cas, à l'article 473 C. P. C. ».

Mais elle se place délibérément sur le terrain de l'effet dévolutif. Elle rappelle d'abord très justement « que cet article 473 ne statue dans son premier alinéa que sur les appels des jugements interlocutoires, que si son deuxième paragraphe range sur la même ligne les appels des jugements définitifs, il n'entend évidemment parler que des jugements définitifs sur incidents, que c'est en effet, par respect pour la garantie des deux degrés de juridictions et afin d'éviter qu'une affaire ne soit jugée de même au fond en première instance que le législateur, malgré l'avantage des abréviations du procès, n'a autorisé le juge d'appel à évoquer sur interlocutoire qu'exceptionnellement et sous la condition de statuer sur incident et sur le fond par un seul et même arrêt ».

La Cour en conclue avec raison « que cette règle n'a plus d'application possible quand c'est le fond même qui a été débattu et décidé par le premier juge et que l'appel a nécessairement investi la juridiction supérieure de la connaissance de tout le procès ; que celle-ci n'a pas alors besoin d'évoquer le fond dont elle est régulièrement et complètement saisie, qu'il n'y a plus, d'un autre côté, à revenir au premier ressort qui est épuisé, et qu'enfin rien ne s'oppose à ce

que le tribunal supérieur ainsi en possession sur l'affaire de la plénitude de juridiction use de la plénitude du droit d'instruction en recourant aux avant faire droit qu'il croit nécessaire, ni à ce qu'il prononce, s'il le trouve préférable, la nullité du jugement pour vice de forme ou autre cause, par une première décision et qu'il ordonne un plus amplement informé devant lui sur le fond ».

Les arrêts postérieurs de la même juridiction (Cass. 26 déc. 1872, B. C. n° 330 ; Cass. 3 fév. 1888, B. C. n° 55 ; Cass. 15 juill. 1910, B. C. n° 175) abondent dans le même sens. Il en résulte que le Tribunal correctionnel saisi en appel ne peut, sans violer les règles de sa compétence, renvoyer les parties devant un autre tribunal de police pour être à nouveau procédé sur la contravention. Et le tribunal de renvoi illégalement saisi, doit se déclarer incompétent conformément aux articles 172 et 213 C. I. C. D'autre part, il commettrait une violation des règles de la compétence en se tenant pour légalement saisi par respect de l'autorité de la chose jugée ». (Cass. 15 juin 1839, B. C. n° 197).

§ 2. — *Examen critique de la Jurisprudence*

La jurisprudence de la Cour de Cassation française n'est pas à l'abri de toute critique. Il n'est pas sans intérêt d'observer que la Cour de Cassation de Belgique a toujours décidé que l'article 215 devait recevoir ici application (voir trois arrêts conformes : Cass. 17 mars 1862, Pas. B. 1862-1-234 ; Cass. 25 janv. 1904, P. B. 1904-1-112 ; Cass. 6 janv. 1902, P. B. 02-1-101).

Il saute aux yeux ensuite que les décisions de la Cour suprême sont quelque peu contradictoires. On ne peut soutenir à la fois que le juge d'appel est saisi normalement par l'effet dévolutif et que le législateur renvoie implicitement à l'article 473 du C. P. C.

Nous admettons parfaitement que l'on puisse prêter à celui-ci telle ou telle intention en faisant état d'arguments plus ou moins sérieux, mais il nous paraît inadmissible que l'on puisse sérieusement affirmer qu'il a entendu renvoyer dans un cas déterminé à un article de Code reconnu par ailleurs inapplicable à la cause.

La jurisprudence a certainement été influencée par des considérations purement civiles. Pendant longtemps les Cours se sont demandées si le juge supérieur annulant une décision de première instance sur le fond devait être réputé saisi par l'effet dévolutif de l'appel ou si au contraire il ne pouvait connaître du fond qu'en recourant aux dispositions de l'article 473 C. P. C.

Seulement la Cour suprême ne s'est pas rendu compte qu'en transportant dans le domaine pénal les solutions admises finalement en matière civile, elle prêtait à la critique.

Néanmoins il faut reconnaître que des auteurs considérables (Merlin, Question de droit, V^o Appel, § 14, art. 2 ; Le Graverend, Traité de la législation criminelle, tome 2, pages 356 et 410 ; Carnot. Inst. Crim., sur l'art 174 ; Degois, Traité élémentaire de droit criminel, 2^e éd., Dalloz, 1922, n^o 1520 ; Goyet, Le Ministère public, 1926, p. 372) approuvent les solutions

de la Cour suprême. Leur raisonnement peut se résumer ainsi : en ordonnant que les appels des jugements de police seraient suivis et jugés dans la même forme que les appels des sentences de justices de paix, l'article 174 C. I. C. établit une règle toute différente de celle que crée l'article 215 pour les appels en matière correctionnelle, et renvoie implicitement à l'article 473 C. P. C. reconnu applicable dans le silence du livre premier du même Code aux appels des sentences des justices de paix. Cette doctrine ne nous a nullement convaincu : tout d'abord il est un point certain : le législateur ne s'est pas exprimé au sujet de la difficulté qui nous occupe. Et nous avons vu précédemment qu'il est parfois téméraire de vouloir déduire sa pensée de textes pris à la légère dans l'arsenal de nos lois. On peut bien avancer toutefois que la disposition de l'article 174 a une portée restreinte : éviter des lenteurs et des frais incompatibles avec le peu de gravité de l'infraction commise. C'est pourquoi la procédure des matières sommaires se caractérisant précisément par une grande simplicité est rendue applicable à l'instance d'appel. Mais peut-on aller plus loin et soutenir que les règles de fond du Code de Procédure civile doivent être retenues en cas d'évocation ? Il y aurait quelque témérité à le dire. N'oublions pas que l'évocation touche beaucoup plus au fond qu'à la forme. N'est-elle pas, en fin de compte, une dérogation aux règles ordinaires de l'appel notamment en ce qui concerne l'effet dévolutif ?

D'autre part, il n'est pas douteux que les règles au

fond relatives à l'appel des sentences de simple police diffèrent profondément de celles prévues par la loi en matière civile. Le droit d'appel lui-même est limité très étroitement de telle manière qu'il ne profite qu'à certaines personnes ; de même le délai pour se pourvoir devant le juge supérieur est en principe de dix jours comme en matière correctionnelle. Ensuite l'article 176 décide que le juge d'appel devra observer les dispositions du Code d'Instruction criminelle relatives aux contraventions de simple police, notamment en ce qui concerne la solennité de l'instruction et la nature des preuves.

Enfin et surtout, comme l'on fait observer d'autres auteurs (voir not. Traité théorique et pratique d'inst. crim. et proc. pénale de MM. René et Pierre Garraud, p. 249, tome V), il ne faut pas perdre de vue que l'article 473 vise exclusivement l'hypothèse où la Cour est saisie d'un appel sur un jugement interlocutoire sans que les juges du premier degré aient à examiner le fond. Alors qu'au contraire en vertu de l'article 172 C. I. C. toutes les fois qu'un tribunal correctionnel statuant comme juge d'appel en matière de simple police a examiné une question de forme ou de compétence relative au jugement dont il est saisi et qu'il en arrive, à la suite de cet examen, à annuler pour incompétence ou vice de forme la décision qui lui est soumise, il se trouve que le fond a déjà été examiné par le juge de première instance. Nous avons vu d'ailleurs que la Cour de Cassation était obligée de reconnaître que l'article 473 n'était pas susceptible de recevoir application en la cause.

Aussi nous pouvons conclure sans témérité que le mécanisme même de l'appel de simple police exclut l'application de l'article 473 du Code de Procédure civile.

Vu : le Président de Thèse,

Lyon, le 14 mars 1932.

GARRAUD.

Vu :

Lyon, le 15 mars 1932,

Le Doyen,

L. JOSSERAND.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur,

Président du Conseil de l'Université,

A. LIRONDELLE.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION	7

PREMIERE PARTIE

Notions Préliminaires

CHAPITRE PREMIER. — Définition de l'évocation pénale..	13
CHAPITRE II. — Historique du droit d'évocation.....	17

DEUXIEME PARTIE

Cas dans lesquels l'Evocation correctionnelle a lieu

CHAPITRE PREMIER. — Le Tribunal correctionnel a déjà statué au fond	23
Section I. — Distinction de l'effet dévolutif de l'ap- pel et de l'évocation	23
Section II. — Caractère absolu et impératif du droit d'évocation.	40
CHAPITRE II. — Cas où le premier juge n'a pas statué au fond	68
Section I. — Appel des jugements avant dire droit par le prévenu ou le Ministère Public.....	69
Section II. — Appel des jugements avant dire droit par la partie civile ou la partie civilement res- ponsable seulement	78
Section III. — Examen critique de la jurisprudence	85
Section IV. — Jurisprudence belge relative à l'arti- cle 215 C. I. C.	100
CHAPITRE III. — Limites du droit d'évocation.....	103

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Comparaison entre l'évocation correctionnelle et l'évocation civile.....	110
Section I. — Les deux évocations correctionnelle et civile sont subordonnées l'une et l'autre à la réformation du jugement entrepris.....	110
Section II. — L'évocation est obligatoire en matière correctionnelle ..	119
Section III. — L'évocation correctionnelle n'est pas soumise aux conditions de forme prescrites par l'article 473 C. P. C.	125
CHAPITRE II. — Les pouvoirs de la Cour qui évoque....	133
Section I. — L'évocation correctionnelle n'est qu'une forme de l'appel; elle diffère essentiellement de l'opposition	133
Section II. — Examen de la recevabilité de l'appel	136
Section III. — Détermination de l'effet dévolutif de l'appel ..	138
Section IV. — Pouvoirs d'instruction de la Cour..	142
Section V. — Le jugement au fond après évocation.	145

QUATRIEME PARTIE

L'Article 215 C. I. C. ne régit que l'Evocation en matière correctionnelle

CHAPITRE PREMIER. — L'article 215 ne s'applique pas à l'appel des décisions relatives à des sanctions disciplinaires contre avocats, et officiers publics ou ministériels	154
CHAPITRE II. — L'article 215 est également étranger à l'appel des sentences de simple police.....	158
